Les Echos

JEUDI 22 AOÛT 2024



Histoire Et Waterloo marqua le début de la croissance // P. 8



L'économie XXL Ivry, cathédrale de l'incinération en Europe // P. 9

séries d'été



La Nouvelle-Calédonie au bord de l'effondrement économique

● Trois mois après les émeutes, les entreprises ne tournent pas, la consommation s'effondre, les finances publiques locales sont exsangues. ● La filière nickel est au bord de la faillite. ● Les milieux d'affaires craignent désormais des émeutes de la faim.

// PAGE 2 ET L'ÉDITORIAL DE DANIEL FORTIN PAGE 10

Sur la zone industrielle de Ducos, à Nouméa. Photos : Bruno Favre/EPA/MaxPPP, Bridgeman Images et Lucille Pelerin / REA pour « Les Echos »

Carlos Tavares à Detroit au chevet de Stellantis

AUTOMOBILE C'est à Detroit, dans la capitale de l'automobile américaine, où se situe le siège régional de Stellantis, que Carlos Tavares a préféré écourté ses congés estivaux. Le dirigeant du constructeur s'est donné jusqu'à vendredi soir pour trouver avec ses équipes des remèdes aux maux américains de Stellantis. Stocks de voitures invendues excessifs, usines pas assez efficaces, positionnement de modèles discutable, autant de dérives qui menacent l'exploit d'une marge opérationnelle à deux chiffres réitéré depuis 2021 par le groupe. Le modèle Tavares est mis au défi en Amérique. // PAGE 12



SOPA Images/Sipa

analyses



Sortir la France de la désindustrialisation

Par **Philippe Crevel**

Avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis, la France est un des pays qui a été confronté à un processus important de désindustrialisation, conséquence d'une vague de faillites qui a frappé les secteurs du textile, de la machine-outil et de l'automobile. Afin de lancer efficacement la réindustrialisation, il est plus judicieux de mettre en place une politique de l'offre qui permettra ensuite de fortifier la demande. A condition d'être patient et persévérant. // PAGE 6

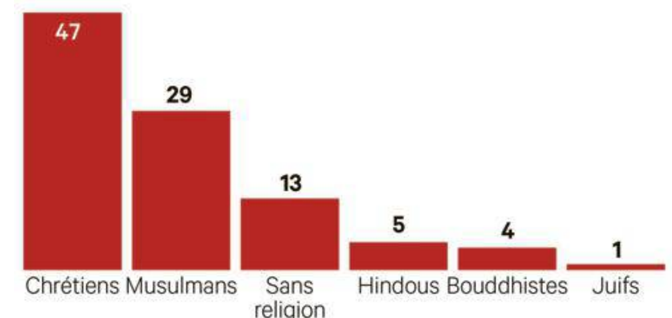
Jeux Olympiques : le reflet d'une France des excellences
Par **Emmanuel Combe**

Comment voyager sans importuner les habitants locaux
Par **Sarah-Yasmine Ziani**

Déserts filmés : à hauteur d'horizon
Par **Adrien Gombeaud**

// PAGES 6 ET 7

Les chrétiens sont les premiers migrants dans le monde



MIGRATIONS L'analyse, entre 1990 et 2020, des personnes vivant hors de leur pays d'origine montre que les chrétiens sont les premiers migrants au monde. Ils représentaient 47 % des personnes vivant hors de leur pays de naissance en 2020. Suivaient les musulmans (29 %), les hindous (5 %), les bouddhistes (4 %) et les juifs (1 %). Les migrants ont privilégié en majorité des pays de même croyance religieuse. L'Europe abritait en 2020 près de 50 millions de migrants chrétiens et 16 millions de migrants musulmans. La part de ces derniers dans le total des migrants vivant en Europe est passée, en trente ans, de 16 % à 18 %. // PAGE 5

Elisabeth Borne lance la bataille pour le parti d'Emmanuel Macron

POLITIQUE C'est déjà l'après Emmanuel Macron qui se prépare. Elisabeth Borne annonce être candidate pour prendre la tête du parti fondé par le chef de l'Etat. Si Gabriel Attal n'a pas encore dit s'il sera candidat, l'ancienne Première ministre estime qu'il ne peut cumuler la présidence du groupe et celle du parti. Elle ne veut pas faire de Renaissance une *« écurie présidentielle »* et affirme ne pas avoir d'ambition pour 2027. Mais la présidence du parti n'en sera pas moins stratégique. D'abord pour la préparation des élections municipales de 2026, ensuite pour la présidentielle. Le congrès est prévu en fin d'année. // PAGE 3

Nouvelle baisse du nombre de romans publiés pour la rentrée littéraire

ÉDITION Le secteur de l'édition poursuit sa cure de sobriété. Au total, 459 nouveaux romans seront proposés en cette rentrée littéraire, contre 466 l'an passé selon « Livre Hebdo ». Cette baisse de 1,5 % poursuit un mouvement engagé par les éditeurs dans la foulée du Covid. Le nombre de romans publiés à la rentrée littéraire a chuté en 2022 (490 contre 521 en 2021, –6 %) puis en 2023 (466, –5 %). Ce resserrement de l'offre permet aux éditeurs de faire des économies et doit offrir à chaque titre la possibilité d'être mieux mis en avant. Environ une centaine de nouveautés étaient néanmoins attendues en librairie mercredi et jeudi. // PAGE 15

Ces maires qui s'organisent face au déclin des distributeurs de billets

PAIEMENT La disparition progressive des distributeurs automatiques de billets (DAB) pousse de plus en plus de communes françaises à installer leurs propres automates. Euronet, la Brink's et Loomis se partagent ce marché des « DAB indépendants ». Si la Banque de France juge l'accessibilité des espèces *« très bonne »*, le ressenti peut être différent sur le terrain. Notamment en milieu rural, où il faut souvent parcourir plusieurs kilomètres pour retirer du cash. Pour ces maires, l'absence de distributeur de billets entrave leurs efforts en vue de revitaliser les centres-bourgs et de favoriser les commerces de proximité. // PAGE 17



M 00104 - 822 - F: 3,60



ISSN0153.4831 117e ANNÉE
NUMÉRO 24279 22 PAGES
Antilles-Réunion 4,70 €. Belgique 4,20 €. Espagne 5,10 €. Luxembourg 4,40 €. Maroc 44 DH. Suisse 6,60 FS. Tunisie 9,8 TND.

Nouvelle-Calédonie : le cri d'alarme des chefs d'entreprise

● La reconstruction de l'économie du Caillou, durement frappée par les émeutes de mai, n'a pas commencé.
● Les acteurs économiques craignent désormais des émeutes de la faim avant la fin de l'année.



Quelque 1.200 entreprises ont été pillées ou incendiées pendant les émeutes (ici le carrossier Satcar, à Nouméa). *Photo Nicolas Job/Sipa*

OUTRE-MER

Anne Feitz

Garder espoir. Eric Vlaeminck estime qu'il n'a pas vraiment le choix. « *Si on se couche avec la boule au ventre, on ne tiendra pas…* », souffle depuis Nouméa ce patron d'une entreprise spécialisée en isolation thermique. Sous-traitant des usines métallurgiques de la Nouvelle-Calédonie, la société souffrait déjà de la crise du nickel lorsque les émeutes de mai dernier ont violemment précipité la chute de son activité.

Trois mois plus tard, il craint la liquidation. « *Il me reste 26 salariés, contre 85 équivalents temps plein l'an dernier*, dit-il. *J'ai déjà dû me séparer de compétences précieuses. Mais aujourd'hui les rentrées financières ne suffisent plus à couvrir les amortissements et les frais fixes.* »

Aides au compte-goutte

Eric Vlaeminck n'est que l'un des milliers de patrons à envisager le pire. Certains ont déjà tout perdu. « *1.200 entreprises ont été pillées ou incendiées pendant les émeutes, c'est énorme !* avance Pierrick Chatel, secrétaire général de la CPME Nouvelle-Calédonie. *Il y a une immense détresse chez nos adhérents, qui constituent l'essentiel du tissu économique de l'île. Tous les secteurs ont été touchés ! Et beaucoup sont démunis.* »

Depuis trois mois, la reconstruction de la Nouvelle-Calédonie n'a pas commencé. L'ordre et la sécurité n'ont toujours pas été totalement rétablis. Des affrontements ont fait un mort le 15 août, portant à 11 le nombre de victimes depuis mai. « *Il n'y a plus de transports en commun, une route reste coupée par des manifestants indépendantistes au niveau de Saint-Louis, bloquant 12.000 personnes chez elles ainsi que l'accès à l'usine métallurgique du sud… L'économie ne peut pas fonctionner dans ces conditions !* », se désole Pierrick Chatel.

Pour les entreprises, les aides financières promises n'arrivent qu'au compte-goutte. « *Sur les 16.000 dossiers déposés au titre du fonds de solidarité, la moitié n'a toujours pas obtenu de réponse* », témoigne Xavier Benoist, président de la Fédération des industries locale. De même, alors que l'Etat a promis 100 millions d'euros pour financer le chômage partiel, seuls 40 millions ont été débloqués à ce jour, estime de son côté David Guyenne, président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI).

Eux-mêmes en difficulté, les assureurs tardent aussi à rembourser les entreprises frappées. « *Sur 3.300 sinistres déclarés pour plus d'un milliard d'euros, à peine 1.200 expertises ont été finalisées, qui ont permis de débloquer 120 millions d'euros* », indique David Guyenne. Selon le gouvernement calédonien, le montant total des dégâts liés aux exactions de mai atteint 2,2 milliards d'euros.

Les acteurs économiques locaux estiment que le Caillou a perdu en trois mois entre 20 % et 30 % de son PIB (8 milliards d'euros par an en temps normal). « *Aujourd'hui 25.000 salariés sont touchés par le chômage, total ou partiel* », poursuit David Guyenne. Soit, plus du tiers des 68.000 personnes employées par le secteur privé sur le Caillou (qui compte 270.000 habitants).

La consommation plonge

« *Je ne connais pas une entreprise du secteur privé qui ne soit pas touchée. Or ici, les indemnités légales liées au chômage partiel, c'est 70 % du salaire minium* », témoigne Eric Vlaeminck. Ceux qui le peuvent cherchent déjà à partir. La CCI estime que 6.000 à 10.000 personnes quitteront le territoire cette année.

Conséquence : la consommation plonge, entraînant avec elle la chute de la TVA. Faute de recettes fiscales, les finances publiques locales sont exsangues. Selon les dernières estimations du gouvernement local, le déficit atteindra 271 millions d'euros (17 % des recettes fiscales), mais certains estiment le chiffre largement sous-évalué. « *L'Etat local est ruiné. Il ne peut déjà plus payer l'aide médicale gratuite, bientôt ce sera le cas des salaires et des retraites des fonctionnaires… La situation est désespérée !* », avance Nicolas Metzdorf, député loyaliste (Ensemble pour la République) de Nouvelle-Calédonie.

« *On voit aujourd'hui la face émergée de l'iceberg, mais pas ce qui arrive* », alerte Eric Vlaeminck. Dans une tribune publiée la semaine dernière dans « Les Echos », la CPME évoque même sa crainte de voir le territoire bientôt confronté à des émeutes de la faim. « *Et cela en France, en 2024* », insistent les dirigeants de l'organisation patronale.

Ils ne sont pas les seuls à pronostiquer une telle issue, faute d'intervention rapide de l'Etat. Celui-ci a promis 300 millions d'euros d'aides, essentiellement sous forme de prêts, une somme jugée largement insuffisante par les acteurs locaux. « *Il faut réinjecter au plus vite entre 2 et 3 milliards d'euros dans l'économie*, estime Xavier Benoist. *Paris nous dit que le développement économique relève des compétences locales, mais les pertes ont été causées par une défaillance de l'Etat, censé assurer la protection des biens et des personnes sur le territoire !* » L'attente du nouveau gouvernement complique encore la donne. Nicolas Metzdorf ne masque pas son amertume : « *A Paris, on bombe le torse avec les Jeux Olympiques, et nous ici on crève…* »



Lire l'éditorial de Daniel Fortin page 10

L'inquiétante faillite d'un secteur du nickel en crise

L'une des trois usines métallurgiques locales de nickel va mettre la clé sous la porte d'ici la fin du mois. Le secteur est mis sous pression par la concurrence de l'Indonésie.

Etienne Goetz

Comme une prophétie. A l'été 2023, l'inspection générale des finances remettait un rapport à Matignon sur l'état alarmant de la filière nickel en Nouvelle-Calédonie. Ses auteurs jugeaient la situation « *précaire* », voire « *préoccupante* », et mettaient en garde contre l'imminence d'une série de faillites dans le secteur. Sauf coup de théâtre, l'usine métallurgique KNS du nord de l'île va mettre la clé sous la porte d'ici la fin du mois et environ 1.200 salariés iront s'inscrire au chômage.

KNS, pour Koniambo Nickel SAS, est l'une des trois usines de transformation du nickel de l'archipel avec la Société Le Nickel (SLN), filiale d'Eramet, et l'usine de Goro, dans le Sud, exploitée par le consortium Prony Resources. En plus de dix ans d'activité, le site de KNS n'a jamais été rentable et a accumulé près de 14 milliards d'euros de dette. Glencore, l'un des principaux actionnaires (49 %) aux côtés de la Province Nord, a jeté l'éponge en début d'année. Le géant suisse a mis en sommeil les fours et versé les salaires pour une période de six mois, le temps de trouver un repreneur. En vain.

25 % de l'emploi dépend du nickel

La faillite de KNS est symptomatique de la crise du nickel en général, les prix ayant fortement chuté, et celle de la filière calédonienne en particulier, minée par des problèmes structurels, notamment le coût de l'énergie. La SLN d'Eramet tourne au ralenti, car il est difficile de l'alimenter en minerai depuis les troubles sociaux. Même chose à Goro où « *les activités industrielles et minières sont à l'arrêt depuis le 15 mai par manque d'accès à l'eau brute et à l'électricité* », explique le consortium Prony Resources. La majorité des salariés sont au chômage partiel.

La crise du nickel en Nouvelle-Calédonie est un coup dur pour l'économie locale puisqu'environ 25 % de l'emploi privé dépend du « métal du diable » et représente la quasi-totalité des exportations du Caillou. Selon le rapport de l'inspection des finances, la faillite des usines pourrait faire bondir le chômage de moitié, à 16 %. Pour éviter une catastrophe économique le gouvernement avait négocié un nouveau « pacte nickel ». Il s'agissait également de préserver les intérêts stratégiques de la France et de l'Europe, car le nickel est essentiel à la fabrication de batteries de voitures électriques.

Selon le texte, l'Etat était prêt à subventionner les prix de l'énergie, le temps de développer des capacités de production ; en échange, les Calédoniens devaient accepter d'exporter davantage de minerais bruts, une activité lucrative qui permettrait de financer les usines et de faciliter l'accès à la ressource pour assurer leur bon fonctionnement. Ce pacte nickel, qui n'a toujours pas été approuvé localement, a été rattrapé par la crise politique.

Débâcle en Australie

Plus globalement, c'est l'ensemble de l'industrie du nickel qui est en difficulté en raison de la concurrence de l'Indonésie. De nombreux acteurs occidentaux ont dû mettre la clé sous la porte, notamment en Australie. Le géant BHP a dû rayer d'un trait de plume 2,5 milliards de dollars d'actifs et le gouvernement australien s'est empressé de voler au secours de cette industrie stratégique.

En voyant l'essor de la mobilité électrique, l'Indonésie a massivement investi, avec la Chine, dans l'exploitation de ses gisements. Elle est devenue, en quelques années, le premier producteur au monde. En inondant le marché de nickel ultra-compétitif grâce à une main-d'œuvre et à une énergie peu chères, les prix ont été divisés par deux en 2023 à 15.000 dollars la tonne. ■

A Grenoble, les écologistes préparent l'après Piolle

EN ROUTE POUR LES MUNICIPALES

Avant le scrutin municipal de 2026, « Les Echos » reviennent sur la situation politique des principales villes françaises après les législatives.

A Grenoble, Eric Piolle a annoncé ne pas se représenter en 2026.

Florian Espalieu
— Correspondant à Grenoble

Deux mandats et pas un de plus. Eric Piolle avait pris cet engagement dès sa première élection à la mairie de Grenoble, et il devrait s'y tenir : « *En 2014, nous étions les premiers écologistes à remporter une préfecture, puis les premiers à conserver ce mandat en 2020 et nous voulons être les premiers à passer le flambeau en 2026* », réitère l'intéressé aux « Echos ».

Pour l'heure, la future tête de liste en vue du scrutin municipal n'a pas encore été désignée : « *La logique voudrait que ce soit une personne issue de la galaxie écologiste, mais ce sera le fruit d'une décision collective* », indique le maire sortant, que les résultats des derniers scrutins rendent confiant, les partis de gauche arrivant largement en tête à Grenoble. « *Ces élections confirment le constat que nous faisons depuis plusieurs années : quelle que soit la participation, nous sommes à plus de 50 %* », analyse-t-il.

> La gauche reste en position de force.

Aux élections européennes, la capitale des Alpes a plébiscité la liste LFI de Manon Aubry (21,9 %), devançant de peu celle PS-Place publique de Raphaël Glucksmann (21,2 %). Les législatives ont confirmé la tendance : dans la première circonscription, Hugo Prevost (NFP-LFI) s'offrait le luxe de battre Olivier Véran, député macroniste sortant et ex-ministre de la Santé, avec un score confortable (55 %) dans les bureaux de vote grenoblois ; dans la troisième circonscription – qui comprend aussi une partie de la ville –, Elisa Martin (NFP-LFI), députée sortante et ancienne première adjointe d'Eric Piolle, était réélue haut la main.

Le rôle de Carignon

De l'autre côté de l'échiquier politique, l'analyse est plus nuancée : présidant le premier groupe d'opposition et se voyant bien repartir pour une nouvelle campagne, Alain Carignon (LR) prévoit « *une élection municipale très ouverte, contrairement à ce que l'on tente de nous faire croire* ». Pour lui, la gauche partirait en ordre dispersé : « *L'électorat est divisé, avec un tiers d'extrême gauche, un tiers de sociaux-démocrates et du centre et un tiers pour la droite.* » Il prône ainsi un « *rassemblement large, y compris avec le centre et une partie de la gauche* » autour d'un projet commun : « *Le consensus est partagé pour les oppositions que la ville est dans une situation financière compliquée, malgré les 30 % d'augmentation de la taxe foncière.* »

Un constat pas loin d'être partagé par Emilie Chalas, ex-députée de la majorité présidentielle, également dans l'opposition municipale : « *Grenoble préfigure ce qui se passe au niveau national dans la Nupes, avec le PS qui ne supporte plus les positions de l'extrême gauche écologiste ou de LFI.* » Elle aussi veut croire en la victoire d'un rassemblement « *transcendant les étiquettes* » du PS à la droite libérale, en passant par les sociaux-démocrates : « *Si on part avec 4 listes comme en 2020, c'est mort.* »

Elle y met toutefois une condition non négociable : « *Cela ne peut pas se faire avec Alain Carignon. Il aura 76 ans en 2026 mais, surtout, sa condamnation* [en 1995, NDLR] *à la prison ferme l'a marqué au fer rouge et toute une frange du centre et de la gauche ne votera pas pour lui.* » ■

Demain Lille

« Les Français ne se lèvent pas tous les matins en exigeant un Premier ministre »

● L'opinion ne perçoit pas une solution évidente en réponse à la situation politique actuelle, estime le spécialiste de l'opinion Jean-Daniel Lévy.
● Mais Emmanuel Macron ne lui donne pas le sentiment d'avoir écouté les Français.

Propos recueillis par
Grégoire Poussielgue

Quasiment sept semaines après le second tour des élections législatives, quel regard porte l'opinion sur l'absence de nouveau gouvernement ?
Ce regard est double. Il est d'abord attentiste, car il n'y a pas l'impression d'une forme de vacance de pouvoir. Il n'y a pas non plus d'impatience pour avoir tout de suite un gouvernement. Les Français sortent des JO et ont encore l'esprit en vacances. Ils n'estiment pas qu'il y aurait un sujet sur lequel il faudrait agir rapidement et impérativement.

Qui plus est, le budget n'est pas dans le cœur des préoccupations des Français. À tout le moins les enjeux de la construction budgétaire. Ajoutons à ceci qu'il n'y a aucune forme d'évidence pour les Français, quelle que soit leur proximité politique : les électeurs du RN n'envisagent pas de voir Jordan Bardella Premier ministre ; ceux du camp d'Emmanuel Macron ne voient pas de solution évidente à la situation actuelle ; les électeurs LR n'imaginent pas une personnalité de leurs rangs devenir Premier ministre ; et même les électeurs du Nouveau Front Populaire (NFP) ne voient pas l'urgence de voir Lucie Castets arriver à Matignon car elle manque de notoriété. Donc les Français n'ont pas de perception d'une solution évidente en réponse à la situation politique actuelle.

Emmanuel Macron a donc raison de prendre son temps ?
Les Français ne se disent pas qu'il aurait dû trouver une solution immédiatement après les élections législatives. Ils ne lui donnent pas raison mais ne lui donnent pas tort non plus. Les oppositions et les éditorialistes parlent de déni démocratique, mais les Français ne se lèvent pas tous les matins en exigeant un nouveau Premier ministre tout de suite.

A qui est attribuée la responsabilité de la situation actuelle ?
A Emmanuel Macron. Pour deux raisons. La première est que la dissolution ne s'imposait pas d'elle-même aux yeux des Français. Au soir des élections européennes, nous n'avons pas connu un nouveau 21 avril 2002, quand la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle avait surpris tout le monde. Les Français savaient ce qu'ils faisaient en votant pour les européennes et ils avaient déjà en tête que le RN arriverait nettement en tête, donc cela n'a pas été la stupeur au soir du 9 juin.

En revanche, l'annonce de la dissolution a, elle, créé la stupéfaction, ce qui fait qu'Emmanuel Macron apparaît comme le responsable de cette situation. D'autant plus qu'il y a une divergence d'analyse. Il considérait que le Parlement ne fonctionnait pas bien, alors que, pour les Français, certes l'usage du 49-3 posait problème, mais les lois étaient adoptées et ils estimaient que le parlement fonctionnait à peu près. Le blocage évoqué par Emmanuel Macron n'était pas perçu comme tel par les Français.


Gabriel Attal, Premier ministre démissionnaire, devant Matignon. *Photo Aurélien Morissard/AP/Sipa*

> « On est dans une forme de temps suspendu, la question politique restant secondaire dans l'opinion. »

JEAN-DANIEL LÉVY
Directeur délégué d'Harris Interactive

Le NFP bénéficie-t-il du soutien de l'opinion pour nommer un Premier ministre et former un gouvernement ?
Non, et ce pour deux raisons. L'électorat NFP est composite. Le vote pour le NFP n'est pas un vote d'espoir mais de soulagement. Ce n'était pas un vote pour appliquer le programme du NFP, mais déjà pour contrer le RN et éviter que Jordan Bardella ne devienne Premier ministre.

Les électorats socialiste, communiste et écologiste voyaient dans ce programme une lettre d'intention et ne réclamaient pas son application pure et dure, comme le souhaite LFI. L'idée de s'ouvrir à d'autres formations politiques est partagée par les électorats de gauche hors LFI.

Le vote pour le NFP n'est en rien celui de 1981 qui a porté François Mitterrand à la présidence de la République. En 1981, il y avait eu avant une longue construction politique, des élections intermédiaires et le débouché de la présidentielle était celui de longs débats. En 2024, le NFP est vu comme une alliance de circonstance et pas une alliance de fond, une alliance pour « limiter la casse » et pas un programme commun de la gauche.

Après la double séquence électorale et les JO, quel regard portent les Français sur Emmanuel Macron en cette rentrée ?
On aura la réponse après la nomination du prochain Premier ministre, l'arrivée du nouveau gouvernement, et quand on pourra apprécier la longévité de ce gouvernement. Pour l'instant, Emmanuel Macron ne donne pas le sentiment d'avoir écouté les Français. Gabriel Attal est encore à Matignon, Yaël Braun-Pivet a été réélue à la présidence de l'Assemblée nationale, et les ministres continuent de faire comme s'il ne s'était rien passé.

On n'a pas une remise en cause des principes de gouvernance et des principales orientations politiques des dernières années. De plus, Emmanuel Macron veut que ses engagements soient respectés. Ainsi en fiscalité, les Français veulent une meilleure répartition des richesses, une taxation des superprofits. Or Emmanuel Macron reste sur sa ligne sur ces sujets. Mais il y a le risque que, comme en 2005 après le référendum sur l'Europe, Emmanuel Macron donne le sentiment d'avoir posé une question sans tenir compte de la réponse. Si c'est le cas, la riposte de l'opinion pourra être violente car il aura donné l'impression d'avoir joué avec le vote.

Pour l'instant il échappe à ça, car on est dans une forme de temps suspendu, la question politique restant secondaire dans l'opinion. A partir des entretiens qu'il mènera vendredi prochain, Emmanuel Macron va donner le tempo de la rentrée politique, donc on entrera dans une nouvelle période.

Peut-on anticiper une rentrée « chaude » sur les plans social et politique ?
On ne peut pas anticiper une rentrée chaude, car cela dépendra du nouveau gouvernement et des premières mesures et orientations qui seront prises. Si un changement politique est perçu, cela pourra donner une rentrée disons « classique ». Si la perception est celle d'un changement de casting et non de politique, la rentrée sera effectivement « chaude ». Il ne faut pas oublier que les deux tiers des Français sont allés voter, ce n'est pas rien car on était dans un contexte de chute de la participation. Le pire des messages serait de donner le sentiment de ne pas donner de réponse et d'avoir joué avec la démocratie. ■

Le NFP veut revoir le projet de budget 2025

BUDGET

Lucie Castets, la candidate du Nouveau Front populaire (NFP) pour Matignon, dénonce le « budget austéritaire » proposé par Gabriel Attal, et promet des mesures fiscales.

Renaud Honoré

A quoi ressemblera le budget 2025 ? Le Premier ministre démissionnaire Gabriel Attal en a donné une première version, en envoyant mardi aux ministères des plafonds de dépenses provisoires pour l'an prochain que le futur exécutif pourra changer. La première force politique à l'Assemblée, le Nouveau Front populaire (NFP), semble visiblement déjà décidée à jeter cette copie à la corbeille.

Dans une interview parue mercredi dans « Libération », Lucie Castets – la candidate du NFP pour Matignon – dénonce l'initiative de Gabriel Attal : *« Qu'un gouvernement démissionnaire prépare un budget pose un problème démocratique »*, affirme la haute fonctionnaire. D'autant que l'option retenue par ce dernier – un gel des crédits de l'Etat pour 2025 par rapport à 2024, ce qui se traduirait par 10 milliards d'euros d'économies– ne passe pas. *« Mener une politique austéritaire dans le contexte actuel me paraît inadapté et irresponsable »*, affirme-t-elle.

Plan d'économies annulé

La dirigeante se refuse pour le moment à donner ses objectifs en matière de déficit. Mais les premiers signaux envoyés montrent que la priorité n'est pas un redressement à marche forcée des comptes publics. Lucie Castets prévient ainsi qu'elle annulera le plan d'économies de 10 milliards annoncé en avril par Bruno Le Maire pour contenir le déficit 2024. *« Nous ferons tout pour soutenir la croissance. Il ne faut pas reproduire l'austérité de 2013, que ce soit par une forte baisse des dépenses ou une hausse des recettes »*, a prévenu mardi sur BFM Business Philippe Brun, député PS.

Sur le plan fiscal, il y aura pourtant de nombreuses mesures si Lucie Castets accède à Matignon. Celle-ci promet *« plusieurs milliards d'euros dès 2024* [...] *et plusieurs dizaines de milliards en 2025 »*, en ciblant *« les ultrariches »*. Avec notamment le retour de «l'exit tax» et le renforcement des moyens du fisc.

Plan d'investissements

La suppression de niches fiscales est aussi avancée, notamment la niche « Copé ». Le patronat aura aussi sans doute remarqué la volonté de conditionner le crédit d'impôt recherche ou encore de *« revoir les allègements de cotisations patronales »*. *« Il nous faut regarder à partir de quel niveau de salaires nous les supprimerons »*, explique-t-elle.

Au sein du NFP, d'autres continuent à phosphorer en matière de fiscalité. Philippe Brun explique ainsi que le PS pousse pour *« améliorer le différentiel de fiscalité entre les PME et les grands groupes en revoyant le taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les PME »*. Ce n'est pas la seule contribution socialiste, car un *« grand plan d'investissements de 10 milliards »* est à l'étude. ■

Borne lance la bataille pour la présidence de Renaissance

POLITIQUE

Dans une interview au « Parisien » mercredi, l'ancienne Première ministre annonce être candidate pour prendre la tête du parti fondé par Emmanuel Macron.

Et soudain, tout s'accélère. Le nouveau Premier ministre n'est pas choisi, le gouvernement n'est pas encore connu, mais la présidence du parti présidentiel Renaissance attise déjà les convoitises. Dans une interview publiée mercredi soir au « Parisien », l'ancienne Première ministre (mai 2022- janvier 2024) Elisabeth Borne annonce son intention de se mettre sur les rangs pour succéder à Stéphane Séjourné à la tête du parti fondé par Emmanuel Macron en avril 2016 (il s'appelait alors En Marche) et qui l'a porté au pouvoir à deux reprises.

« Avec cette Assemblée, personne ne va appliquer son programme. Cette instabilité politique redonne un rôle différent aux partis politiques : on a besoin qu'ils redonnent de l'espoir aux Français, qu'ils élaborent une vision, un projet, pour le pays. Je veux mettre mon expérience au service de ce travail, avec humilité et beaucoup de collégialité : donc, oui, je suis candidate à la direction de Renaissance », déclare-t-elle.

Soutien de Gérald Darmanin

Elisabeth Borne a quitté Matignon en janvier dernier, malgré sa volonté d'y rester. En juillet, elle a été réélue députée du Calvados (où elle avait été parachutée en 2022 après sa nomination à Matignon) en bénéficiant du retrait du candidat La France insoumise (LFI), Noé Gauchard. Après les législatives, soutenue par Gérald Darmanin, elle avait songé à se présenter à la présidence du groupe Ensemble pour la République (EPR, ex-Renaissance) à l'Assemblée nationale, mais avait renoncé devant la victoire annoncée de Gabriel Attal, très populaire au sein du groupe. Son nom circulait pour être candidate pour le parti, ce qu'elle a officialisé.

Une nouvelle fois, Elisabeth Borne peut compter sur le soutien de Gérald Darmanin, qui a, lui aussi, songé à se mettre sur les rangs pour prendre la tête de Renaissance avant de renoncer. *« Avec Gérald, on partage la même vision sur cette nécessité d'avoir une approche collégiale. Comme c'est le cas avec Clément Beaune, Aurore Bergé, Sylvain Maillard, Olivia Grégoire, Agnès Pannier-Runacher et d'autres »*, ajoute l'ancienne Première ministre au « Parisien ». Si Gabriel Attal n'est pas encore officiellement candidat, il songe à l'être. *« Rien n'est exclu »*, affirme son entourage.

Très populaire au sein du parti, le futur ex-Premier ministre n'exclut pas de cumuler les deux casquettes : la présidence du groupe au Palais-Bourbon et celle du parti. Un scénario qui ne plaît pas à celle qui l'a précédé à Matignon.

Maintenir l'unité du camp macroniste

« Gabriel Attal est président de notre groupe à l'Assemblée nationale et c'est très important, car on a besoin de son énergie et de son talent. Il l'a dit lui-même, son objectif, c'est le groupe. Je pense donc qu'il souhaite continuer à le diriger, plutôt que de devenir secrétaire général du parti, ce qui l'amènerait à quitter le groupe. Traditionnellement, il n'est pas d'usage d'être président de groupe en même temps que l'on dirige le parti », estime-t-elle.

Avec cette déclaration de candidature qui intervient tôt – la date du congrès du parti, prévue à l'automne, n'est pas encore fixée mais ne devrait pas intervenir avant plusieurs mois – Elisabeth Borne lance une bataille qui s'inscrit dans le cadre de la succession d'Emmanuel Macron.

Le premier sujet de Renaissance est le maintien de son unité, le camp macroniste étant ressorti sonné et divisé des élections législatives. Les ambitions présidentielles des uns et des autres vont s'afficher au fur et à mesure, et le parti, machine de guerre pour une campagne, sera un espace central. Elle ne veut pas faire de Renaissance une *« écurie présidentielle »* et affirme ne pas avoir d'ambition pour 2027. Mais la présidence du parti n'en sera pas moins stratégique. D'abord pour la préparation des élections municipales de mars 2026, ensuite pour la présidentielle de 2027. — ***G. P.***

L'Ukraine se prépare à une possible riposte russe à l'offensive de Koursk

● La Russie pourrait lancer une vague de bombardements de grande ampleur en réponse à l'incursion ukrainienne.
● En attendant, Moscou a été visé par une vague de drones kamikazes mercredi.

CONFLIT UKRAINIEN

Guillaume Ptak
— *Correspondant à Kiev*

Après plus de deux semaines de combats, et alors que l'Ukraine contrôlerait toujours plus de 1.200 km² de territoire russe, les services de renseignements militaires ukrainiens avertissent désormais que le Kremlin préparerait *« une réponse »* à l'humiliation subie depuis le 6 août dernier et le début de l'incursion ukrainienne à Koursk.

« L'opération se poursuit, la Russie prépare une réponse, a ainsi déclaré mercredi Vadym Skibitsky, le numéro deux des services de renseignements militaires de l'Ukraine. *Il y a des plans, nous les connaissons. Notre gouvernement et nos dirigeants militaires sont au courant afin de pouvoir poursuivre l'opération et perturber les plans. »*

Si l'officier s'est refusé à fournir des détails supplémentaires, il n'est pas à exclure que la Russie lance une nouvelle vague de bombardements de grande ampleur contre l'Ukraine dans les jours à venir, et ce alors que la fête nationale ukrainienne doit être célébrée ce samedi 24 août.

Soldats faits prisonniers

En attendant, les troupes russes affectées à la défense des régions frontalières de Koursk et de Belgorod peinent toujours à freiner l'avancée des Ukrainiens, bien que celle-ci ait ralenti au cours des derniers jours. En l'état actuel, les Russes semblent incapables de reprendre le territoire capturé par l'Ukraine au cours des deux semaines écoulées.

Pour l'essentiel des conscrits peu entraînés et mal équipés, ainsi que des forces dépendant du ministère de l'Intérieur, nombre des défenseurs de Koursk auraient été faits prisonniers par l'Ukraine dans les premières heures de l'incursion et seraient actuellement détenus dans l'oblast ukrainien de Soumy.

Dans un message publié lundi sur Telegram, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a d'ailleurs fait allusion à la capture de ces soldats, déclarant que l'opération en Russie avait permis *« une nouvelle reconstitution du fonds d'échange pour notre pays »*. Autrement dit, des « réserves » de prisonniers de guerre pouvant être échangés avec les Ukrainiens détenus par la Russie.

Enfin, selon le colonel général Oleksandr Syrsky, chef d'état-major des forces armées ukrainiennes, ses troupes auraient à ce jour pénétré de 28 à 35 km dans la région russe de Koursk et contrôlaient au mardi 20 août *« 1.263 km² de territoire »* ainsi que *« 93 localités »*. Pour y faire face, Moscou déplacerait actuellement certaines de ses troupes depuis d'autres portions du front pour renforcer ses positions dans la région. Cela démontrerait, selon les Ukrainiens, l'absence de réserves opérationnelles russes à même d'être rapidement déployées en cas d'urgence.

> Jusqu'à présent, les Russes semblent incapables de reprendre le territoire capturé par l'Ukraine au cours des deux semaines écoulées.

Alors qu'un régime « antiterroriste » a été déclaré dans plusieurs zones proches de la frontière avec l'Ukraine, les évacuations de civils russes se poursuivaient ce mercredi. Selon les autorités régionales, plus de 122.000 résidents de l'oblast de Koursk auraient déjà fui les combats depuis le 6 août.

La stratégie de Kiev visant à porter la guerre sur le territoire russe ne se limite pas à la seule incursion à Koursk, comme l'ont démontré les bombardements survenus au cours des dernières 24 heures. Selon le ministère russe de la Défense, 45 drones ukrainiens visant Moscou et plusieurs autres régions auraient été détruits au cours de la nuit.

Onze d'entre eux auraient été abattus au-dessus de la région de Moscou, ainsi que 23 au-dessus de la région frontalière de Briansk, et 6 au-dessus de la région de Belgorod. Des chiffres qui n'ont pas pu être confirmés de manière indépendante. Pour sa part, l'Ukraine affirme avoir détruit 50 des 69 drones russes ayant visé plusieurs villes du pays dans la nuit de mardi à mercredi. ■



Un soldat ukrainien dans la ville russe de Soudja, dans l'oblast de Koursk, vendredi dernier. *Photo Yan Dobronosov/Reuters*

Kiev bannit l'Eglise orthodoxe rattachée à Moscou

Un projet de loi voté au Parlement ouvre la voie à l'interdiction de l'Eglise ukrainienne orthodoxe rattachée au patriarcat de Moscou.

« Un vote historique » : c'est ainsi que la députée Iryna Herachtchenko a décrit ce mardi l'adoption par la Rada, le Parlement ukrainien, d'un projet de loi interdisant les activités de l'Eglise orthodoxe ukrainienne liée au patriarcat de Moscou (UOC). Elle est considérée par Kiev comme un relais d'influence, voire comme une « cinquième colonne » russe en Ukraine.

Votée par 265 législateurs sur les 450 que compte la Rada, et avec seulement 29 votes contre, la loi doit encore être signée par le président ukrainien, mais sa promulgation ne devrait plus être, désormais, qu'une formalité. Dès décembre 2022, Volodymyr Zelensky avait appelé de ses vœux *« l'indépendance spirituelle »* de son pays *« vis-à-vis de Moscou »*, et il a salué mardi le travail des députés dans un message sur Telegram.

Si la majorité des Ukrainiens sont traditionnellement orthodoxes, avec 72 % de la population du pays s'identifiant comme telle dans un sondage de 2022 de l'Institut international de sociologie de Kiev (KIIS), les fidèles sont historiquement divisés entre deux branches : celle liée à Moscou, appelée Eglise orthodoxe ukrainienne (UOC) ; et celle appelée Eglise orthodoxe d'Ukraine, issue de la fusion en 2018 de l'Église orthodoxe ukrainienne (patriarcat de Kiev) et de l'Eglise orthodoxe autocéphale d'Ukraine.

La fusion de ces deux institutions, alors souhaitée par le président Petro Porochenko dans le contexte de la guerre dans le Donbass, avait été reconnue en 2019 par les patriarcats de Constantinople et d'Alexandrie, provoquant un schisme avec Moscou.

Cette prise de distance progressive entre les fidèles ukrainiens et Moscou s'est accélérée depuis le début de l'invasion russe en 2022, en provoquant un exode parmi les fidèles de l'UOC, accusée de complicité avec la Russie. Toujours selon l'institut KIIS, seuls 4 % des Ukrainiens disaient ainsi appartenir au patriarcat de Moscou en juillet 2022, contre 18 % en juin 2021.

Accusations de trahison

L'accusation de complicité avec l'Eglise orthodoxe russe, dont le patriarche Cyrille est un fervent supporter de l'invasion et un soutien de longue date de Vladimir Poutine, est loin d'être infondée. Selon le service de sécurité ukrainien (SBU), près de 70 procédures ont été ouvertes au cours des deux premières années de la guerre à l'encontre de représentants de l'UOC. Parmi les chefs d'inculpation figurent des accusations de trahison et d'actes de collaboration, de trafic d'armes ou encore d'incitation publique à la haine religieuse.

Interviewé par le média ukrainien Hromadske, le métropolite Kliment, l'un des représentants de l'UOC, a démenti tout lien avec Moscou et accusé le gouvernement ukrainien de vouloir s'approprier les biens de l'Eglise. *« L'Eglise orthodoxe ukrainienne continuera à vivre comme une véritable église, reconnue par la grande majorité des croyants ukrainiens pratiquants et des églises locales du monde »*, a-t-il ainsi déclaré.

Indépendamment des accusations du métropolite, force est de constater que l'UOC possède une richesse et une influence disproportionnée au vu du nombre de ses pratiquants. Alors que moins de 5 % des Ukrainiens disent être affiliés à l'UOC, celle-ci possède environ 9.000 paroisses, soit un nombre équivalent à celui déclaré par l'Eglise orthodoxe autocéphale, qui représente 78 % de la population orthodoxe du pays et 52 % des Ukrainiens. Selon le président de la Rada, Rouslan Stefantchouk, *« les organisations religieuses ukrainiennes soupçonnées de coopérer avec l'Eglise orthodoxe russe auront neuf mois pour rompre leurs liens avec Moscou »*. — **Gu. P.**

En Grèce, l'impuissance de l'Etat face aux incendies attise la colère

EUROPE

Le gouvernement grec a débloqué des aides pour les victimes de l'incendie qui a frappé la région d'Athènes.

Sans calmer pour autant le ressentiment des citoyens.

Basile Dekonink
— *Correspondant à Athènes*

Rues fermées à la circulation, escadrons de policiers antiémeutes, voitures blindées… une semaine après qu'un gigantesque incendie a ravagé le nord-est de l'Attique, en Grèce, un dispositif musclé était prévu, mardi, pour tenir à distance les manifestants massés dans la commune de Penteli. Pour la première fois depuis le drame, le Premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, se rendait sur les lieux, entouré d'élus locaux, de ministres… et de la colère de ses concitoyens.

Loin des journalistes et des riverains, le dirigeant conservateur a annoncé un plan en dix points, prévoyant notamment l'indemnisation des sinistrés et le reboisement des surfaces brûlés. Il avait, auparavant, visité le gymnase et le monastère de cette banlieue résidentielle d'Athènes : du dimanche 11 août au mardi 13, Penteli a vécu 40 heures d'horreur, alors que des flammes gigantesques, alimentées par des vents de 80 km/heure, engloutissaient la forêt et les habitations.

Le bilan de cet incendie, le plus important jamais enregistré en Attique après celui de 2009, est très lourd : près de 10.000 hectares de forêt et d'habitations sont partis en fumée le long d'une bande de trente kilomètres. Quelque 146 maisons ont brûlé. Le corps d'une Moldave sexagénaire, surtout, a été retrouvé calciné aux abords de la rue séparant Chalandri de Vrilissia, deux banlieues proches d'Athènes.

Un exécutif sur la défensive

Kyriakos Mitsotakis, lui, se sait sur la défensive. Malgré des moyens inédits déployés cette année, les pouvoirs publics se sont une nouvelle fois trouvés incapables d'empêcher la catastrophe, comme à chaque été depuis son élection en 2019. Depuis une semaine, les critiques pleuvent sur les choix du Premier ministre, tout comme sur ses déclarations. Le 15 août, il assurait que les victimes étaient *« heureusement peu nombreuses »*, et que la réponse des autorités s'améliorait d'année en année.

> La prévention des incendies fait toujours figure de parent pauvre.

Son ministre de la Protection civile, Vassilis Kikilias, s'attache lui à démontrer que la réponse des secours a été quasi immédiate : comme le montre un montage vidéo diffusé sur les réseaux sociaux, le départ de feu a été détecté par un drone et la première intervention aérienne a suivi quelques minutes plus tard.

Mais ni les délais d'intervention, qui se sont améliorés, ni les lourds moyens engagés – plus de 700 pompiers, 199 véhicules, 17 avions et 18 hélicoptères le 12 août – n'ont permis de circonscrire l'incendie. Au contraire, ce dernier est longtemps resté hors de contrôle, et a causé des dégâts similaires à l'incendie de 2009, sur une zone presque identique. *« Ce gouvernement n'a toujours pas pris la mesure de l'importance de la prévention, qui est clé, et se focalise sur les moyens alloués à la Protection civile »*, pointe Elias Tziritis, responsable de l'action contre les feux de forêt chez WWF Grèce.

Financée par le plan de relance européen, la Grèce multiplie en effet les commandes de drones, de Canadair, de caméras infrarouges, de camions ou de radars pour traquer les départs de feu. Le plan Aegis, doté de 2,1 milliards d'euros et qui s'étale jusqu'à 2030, doit équiper le pays face au changement climatique, dont il est un « hot spot ».

La prévention, en comparaison, fait figure de parent pauvre. Certes, 400 millions d'euros ont bien été consacrés ces dernières années au « nettoyage » de 20.000 hectares de forêt (sur 7,5 millions), au recrutement de forestiers, à la création de zones coupe-feu ou à la diversification des essences en forêt. Mais ce programme, AntiNero III, n'aura plus de financements européens dès l'an prochain, et l'exécutif n'a toujours pas annoncé sa reconduction.

Plusieurs initiatives législatives, comme l'établissement d'un cadastre national ou l'obligation de débroussailler les terrains proches des zones boisées, viennent d'être votées mais sont loin d'être achevées. La Grèce reste, en attendant, en proie à une saison des feux très risquée : la Protection civile a averti mardi du danger d'orages violents dans le nord et le centre du pays. ■

Les démocrates afro-américains conquis par Kamala Harris

ÉTATS-UNIS

Joe Biden avait perdu du terrain auprès de cet électorat essentiel au succès des démocrates en novembre.

La montée en puissance de Kamala Harris a changé la donne.

Solveig Godeluck *avec* ***B. B.***
— Envoyés spéciaux à Chicago

Avec Kamala Harris pour candidate à la Maison-Blanche, les Afro-Américains du Parti démocrate ont retrouvé des raisons d'espérer et de mobiliser les troupes pour l'élection de novembre. Cet enthousiasme au sein d'une minorité très active et stratégique pour le candidat démocrate est ce qui manquait à Joe Biden ces derniers mois.

En mai, l'écart des voix noires en faveur de Joe Biden par rapport à Donald Trump était de seulement 59 points, contre 84 points lors de leur précédent duel en 2020, et 85 points entre Hillary Clinton et Donald Trump en 2016, selon l'institut Pew Research.

Mais la campagne fulgurante de cette femme noire de sang mêlé jamaïcain et indien a changé la donne – quoi qu'en dise Donald Trump. Le candidat républicain a en effet mis en doute le fait qu'elle soit *« noire »*, devant un parterre de journalistes afro-américains scandalisés par son culot.

« Tout le monde sort du bois »

Avec la nomination de Kamala Harris, *« on a vu l'énergie se transformer immédiatement »*, témoigne Claudette Williams, déléguée de Pennsylvanie. Celui qu'elle appelle affectueusement *« Uncle Joe »* a été un excellent président, *« mais il nous a aussi fait un cadeau en partant »*, estime-t-elle. *« Les femmes blanches, les femmes noires, les hommes blancs, les républicains pour Kamala, les seniors pour Kamala, tout le monde sort du bois car il y a cette énergie »*, poursuit-elle.

Selon elle, l'excitation est encore plus palpable que pour l'élection de Barack Obama, pourtant le premier Afro-Américain à la Maison-Blanche. Quatre années de Donald Trump président sont passées par là, explique-t-elle, *« la haine »*, *« la division »*, *« alors que le message de Kamala, c'est l'unité, pour rassembler, pour disperser toute cette négativité »*.

Cette nouvelle énergie va accroître les chances des candidats démocrates au Congrès qui se présentent en Pennsylvanie, un grand Etat-pivot, très important pour les démocrates, dit-elle en citant Bob Casey, Matt Cartwright, Susan Wild, Madeleine Dean – avec pour certains, un duel serré. *« Et puis il y a aussi les représentants étatiques, ça va les renforcer »*, se réjouit Claudette Williams.

Voter « pour » et non « contre »

Joshua Simmons, délégué de Floride, un Afro-Américain de haute stature, explique qu'avec Kamala Harris, les Afro-Américains sont *« excités et votent pour quelque chose au lieu de voter contre quelque chose »* – Donald Trump. *« Elle transcende les frontières culturellement. Elle arrive à toucher aussi les jeunes noirs, qui étaient un peu éteints avant »*, considère-t-il. La candidate fait partie d'une nouvelle génération d'élus, pointe-t-il, et cela va pousser les Afro-Américains à se présenter dans les bureaux de vote en grand nombre.

Non, assure-t-il, les Afro-Américains n'ont pas boudé Joe Biden. *« Il a mis des sommes impressionnantes dans les Etats, les villes, les villages, pour réparer les routes dans des communautés majoritairement noires, pour sortir les familles noires de la pauvreté avec les crédits d'impôts enfants, avec le plan de relance post-Covid »*, rappelle-t-il, persuadé que les gens n'ont pas tout à fait pris la mesure de ses accomplissements. Claudette Williams, elle, cite avant tout l'effacement partiel des dettes étudiantes, dont lui parlent de nombreux électeurs afro-américains.

> L'enthousiasme au sein de cette minorité très active est ce qui manquait à Joe Biden ces derniers mois.

A présent, ils attendent de Kamala Harris *« un accès égal aux emplois, aux opportunités de carrière, aux secteurs d'activité »*, plaide Joshua Simmons. Cela ne signifie pas qu'il faut mettre en place des règles préférentielles pour recruter des noirs dit-il. *« Peut-être la discrimination positive fonctionne-t-elle dans certains endroits. Mais donner aux gens des outils pour croître, pour apprendre, pour créer de nouvelles carrières aura des effets de bien plus le long terme »*, croit-il. ■

« Yes she can » : Barack Obama adoube Kamala Harris

« Yes she can ! » **Oui, elle peut gagner l'élection présidentielle américaine en novembre. Barack Obama a mis le feu à la convention démocrate mardi soir à Chicago dans son discours en soutien à la candidate Kamala Harris – que Michelle Obama, son épouse, venait auparavant de désigner comme** ***« my girl »*****. L'ancien président a porté aux nues Kamala Harris, une autre Américaine avec** ***« un nom bizarre »*****, a-t-il noté dans une référence directe à ce discours resté dans les mémoires des démocrates. Les deux se connaissent et s'apprécient depuis longtemps. La vice-présidente a été l'une des premières élues à soutenir sa candidature face à Hillary Clinton en 2008. Pour sa propre campagne, elle a d'ailleurs embauché plusieurs anciens stratèges de l'ancien président, dont David Plouffe qui avait mené la campagne de 2008.**

Les chrétiens sont les premiers migrants du monde

● Près d'une personne sur deux vivant en dehors de son pays de naissance est de religion chrétienne.
● De 1990 à 2020, le nombre de migrants est passé de 153 millions à 280 millions.

POPULATION

Richard Hiault

Que ce soit en raison des conflits armés, des catastrophes naturelles ou pour des motifs économiques, le nombre de migrants dans le monde n'a cessé de gonfler. Entre 1990 et 2020, le chiffre a grimpé de 83 %, dépassant de loin la croissance démographique mondiale (47 %). C'est ce que révèle une étude publiée lundi par le centre de recherche américain Pew Research Center, dont l'originalité est de prendre le prisme de la religion pour analyser l'évolution du paysage des migrants au niveau mondial.

En trois décennies, le nombre de personnes vivant en dehors de leur pays de naissance est ainsi passé de 153 millions (1990) à 280 millions (2020), pour composer, au total, 3,6 % de la population mondiale.

Les chrétiens représentaient environ 47 % de ces personnes vivant hors de leur pays de naissance en 2020. Suivaient les musulmans (29 %), les hindous (5 %), les bouddhistes (4 %) et les juifs (1 %). Les agnostiques et les athées, quant à eux, représentaient un chiffre assez élevé de 13 %.

Les Etats-Unis et l'Europe privilégiés

Au cours de la période étudiée, aucune religion particulière n'a pris le pas sur une autre. *« La composition religieuse de tous les migrants internationaux est restée relativement stable depuis 1990 »*, relèvent Stephanie Kramer et Yunping Tong, les auteurs de l'étude. Même si les schémas migratoires des groupes religieux sont différents, il n'en demeure pas moins une constante : les migrants se rendent souvent dans des pays où leur identité religieuse prédomine.

La part des chrétiens (47 % pour 131 millions de personnes) dans le total des migrants est plus importante que leur part dans la population mondiale (30 %). La plupart vivent principalement en Europe (37 %) ou en Amérique du Nord (30 %). Ils ont eu tendance à s'installer dans des pays qui comptent déjà d'importantes populations chrétiennes. Quatre de leurs dix principales destinations sont des pays majoritairement anglophones.

Les Etats-Unis ont été leur première destination, suivie par l'Allemagne. *« La route la plus courante pour les migrants chrétiens est, de loin, celle du Mexique vers les États-Unis. Plus de 11 millions de chrétiens mexicains l'ont empruntée. En 2020, environ 8 % des migrants chrétiens dans le monde sont nés au Mexique et vivent désormais aux Etats-Unis »*, soulignent les deux auteurs. Il faut y voir un effet lié à l'accord de libre-échange nord-américain.

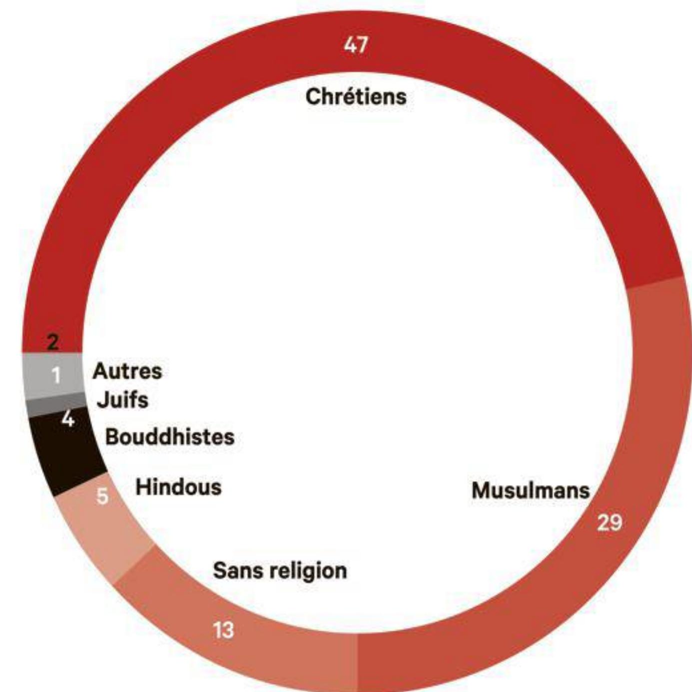
De nombreux musulmans viennent d'Asie-Pacifique

Du côté des musulmans, la part des migrants (29 % avec 80 millions de personnes) est également supérieure à leur part dans la population mondiale (25 %) mais dans une proportion moindre que celle des chrétiens. D'où viennent-ils ? D'Asie-Pacifique. Cette zone totalise près de la moitié des migrants musulmans. Viennent ensuite les régions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La Syrie est le pays d'origine le plus courant au regard du conflit qui sévit dans le pays depuis 2011.

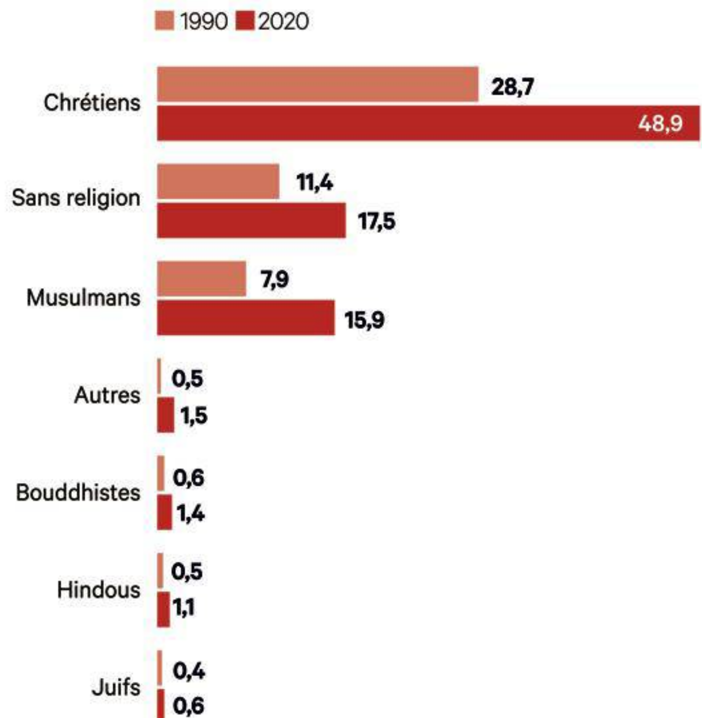
Là encore, les migrants musulmans privilégient des pays de destination où leur religion est prédominante. Ils se sont déplacés en priorité vers l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis pour des raisons économiques évidentes. La Turquie se place en troisième position. Viennent ensuite l'Allemagne (3,7 millions de migrants musulmans) et les Etats-Unis (3,6). La France en recense 2,6 millions.

Concernant les juifs, un sur cinq réside en dehors de son pays de naissance. S'ils ne composent que 0,2 % de la population mondiale, la part de leurs migrants au niveau mondial est bien plus importante (1 %). Environ la moitié des 3 millions de migrants juifs vit au Moyen-Orient, principalement en Israël, et en Afrique du Nord. L'Europe (21 % des migrants) et l'Amérique du Nord (16 %) sont les deux autres destinations qu'ils privilégient. ■

L'affiliation religieuse des migrants dans le monde
En %, en 2020



La population migrante en Europe
En millions, selon l'affiliation religieuse



« LES ÉCHOS » / SOURCE : PEW RESEARCH CENTER (AVEC LES NATIONS UNIES)

Les migrations recomposent le paysage religieux du Vieux Continent

Si les chrétiens constituent la première religion des migrants vivant dans les pays européens, la part des musulmans a progressé au cours des trente dernières années, pour atteindre 18 % en 2020.

En 30 ans, entre 1990 et 2020, la part des migrants musulmans vivant en Europe est passée de 16 % à 18 %, en grande partie en raison de l'augmentation des arrivées en provenance du Maroc, de Syrie et de Turquie. Telle est l'une des observations du centre de réflexion américain Pew Research Center dans une étude sur les migrants internationaux publiée lundi. Le groupe de réflexion se base sur les statistiques de l'ONU ainsi que sur 270 différentes enquêtes et recensements portant sur 40 pays européens.

A l'heure où les mouvements populistes et antimusulmans prennent de l'ampleur, ce chiffre risque d'alimenter un peu plus la polémique sur le danger que représenteraient ces migrants au regard de la culture européenne.

Dans l'absolu, l'Europe au sens large recense il est vrai beaucoup plus de migrants. Selon le Pew Research Center, le nombre total de migrants internationaux vivant en Europe a augmenté de 74 % depuis 1990, approchant les 87 millions en 2020.

La population globale de la région, elle, n'a augmenté que de 3 % au cours de cette période, pour atteindre près de 750 millions. Résultat : la part des migrants est passée de 7 % de la population totale de la région en 1990 à 12 % en 2020.

Les chrétiens constituent de loin le groupe le plus important. Depuis 1990, le nombre de migrants chrétiens a augmenté de 71 % pour atteindre près de 49 millions en 2020. Ceux venant de Russie et d'Ukraine étaient les plus nombreux tant en 1990 qu'en 2020. *« Mais la plus forte croissance en nombre est venue de Pologne et de Roumanie »*, souligne l'étude. L'Allemagne est la deuxième destination la plus courante pour les chrétiens nés à l'étranger puisqu'elle a accueilli environ 6 % d'entre eux (8,4 millions).

Faibles taux de fécondité

L'Espagne quant à elle a vu sa population migrante chrétienne passer de moins de 500.000 à près de 4,2 millions en 30 ans. Ils sont venus d'Amérique latine et des Caraïbes, alors que les crises financières en Colombie, en Equateur et au Venezuela ont poussé des millions de personnes à chercher un emploi ailleurs. Autre fait notable : le nombre de migrants chrétiens roumains vivant en Espagne est passé de 2.000 en 1990 à 550.000 en 2020.

Derrière les migrants athées et agnostiques au nombre de plus de 17 millions, les musulmans constituent la troisième population de migrants en Europe. Leur nombre a doublé en trente ans pour atteindre près de 16 millions de personnes en 2020. Ils sont venus principalement du Maroc, de Syrie, de Turquie et du Pakistan. L'Allemagne (3,7 millions de migrants musulmans) et la France (2,6 millions) sont parmi les dix principales destinations des musulmans ayant décidé de quitter leur pays d'origine.

Pour l'heure, la théorie du grand remplacement ne tient pas la route : 72 % de la population européenne est chrétienne. Seuls 7 % sont musulmans. L'Europe ne peut d'ailleurs pas faire l'économie de l'immigration. De nombreux pays ont de faibles taux de fécondité.

La population de sept pays européens aurait diminué sans l'arrivée de nouveaux migrants venus de l'intérieur ou de l'extérieur de la région (Allemagne, Monténégro, Grèce, Portugal, République tchèque, Italie, Liechtenstein). La population totale de l'Allemagne, par exemple, a augmenté de 4,1 millions de personnes sur ces trente années. Grâce à l'arrivée de 9,8 millions de migrants. — ***R. H.***

analyses

iStock

Sortir la France de la désindustrialisation



LE **POINT DE VUE**

de **Philippe Crevel**

La France souffre-t-elle d'un déficit de l'offre ou de la demande ? Cette interrogation est lancinante depuis une quarantaine d'années. A défaut de pouvoir y apporter une réponse tangible, les gouvernements godillent en permanence, favorisant alternativement l'une ou l'autre, voire les deux.

Le déficit commercial de la France lié à un solde industriel dégradé semble prouver un réel problème d'offre. Toute relance aboutit à son aggravation.

A contrario, les problèmes de pouvoir d'achat que rencontre une part non négligeable de la population amènent à penser que la demande est déficiente en France. 9,1 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté monétaire. 12 % des personnes déclarent en France ne pas pouvoir chauffer suffisamment leur logement ou se restreindre pour l'achat de viande ou de poisson. La moitié des salariés touchent moins de 2.100 euros nets par mois.

Si le pouvoir d'achat n'a pas diminué ces dernières années, contrairement à certaines allégations, sa progression est lente. La forte hausse des dépenses de logement et de transports explique que les Français ressentent une dégradation de leur niveau de vie. Pour les ménages les plus modestes, en particulier pour ceux qui n'ont pas accès au parc social, le logement peut accaparer plus de 30 % de leur budget. Contraints d'habiter loin du centre des agglomérations, ils sont exposés à la hausse du prix des carburants. Au regard de l'évolution des rémunérations en Allemagne ou aux Etats-Unis, il y a, sans nul doute, un problème en France. Celui-ci trouve son origine dans la désindustrialisation, le positionnement de l'offre et le montant des prélèvements.

Avec le Royaume-Uni et les États-Unis, la France est un des pays qui a été confronté à un processus important de désindustrialisation. Le poids de la valeur ajoutée du secteur manufacturier est passé de 22 à 15 % de 1983 à 2023. Seulement 13 % des actifs français étaient, employés dans l'industrie en 2023, contre près de 40 % quarante ans auparavant. Des pays comme l'Allemagne ou les Pays-Bas ainsi que ceux d'Europe du Nord, avec pourtant des caractéristiques sociales proches de celles de la France, n'ont pas connu le même processus.

La désindustrialisation française est la conséquence d'une vague de faillites qui a frappé les secteurs du textile, de la machine-outil et de l'automobile, et du choix de certains grands groupes de délocaliser. La production industrielle française a souffert de son positionnement « gamme moyenne ». Elle a été concurrencée frontalement par celle des pays émergents quand l'Allemagne et les pays d'Europe du Nord ont opté pour le haut de gamme.

Le manque de capitaux, d'ingénieurs, de techniciens, la faiblesse de la recherche et une préférence donnée aux services expliquent ce mauvais positionnement de l'industrie française qui est, en outre, confrontée à des impôts de production plus élevés que ses concurrentes. Sans une industrie forte, génératrice de valeur ajoutée et de gains de productivité, il est illusoire d'espérer une augmentation des rémunérations sur le long terme.

Depuis quelques années, un léger frémissement en matière de création d'emplois industriels est constaté. Non seulement le secteur a cessé de reculer, mais son poids au sein de la valeur ajoutée tend même à augmenter légèrement. Tout processus de réindustrialisation est lent et complexe. Les collectivités locales doivent accepter l'implantation de nouvelles usines sur leur territoire. Les entreprises doivent pouvoir compter sur des salariés ayant les formations adaptées.

En parallèle, les dépenses de recherche doivent augmenter afin de repositionner l'outil industriel sur le haut de gamme technologique. Au niveau des salaires et des prélèvements, le système actuel est contreproductif.

> Notre production industrielle souffre de son positionnement « gamme moyenne ».

> La solution est donc d'agir sur l'offre.

Avec le SMIC et les exonérations de charges sociales sur les bas salaires, une chape de plomb bloque les rémunérations. La proportion de salariés payés au SMIC ne finit pas d'augmenter. Elle est passée de 12 à 17 % de 2021 à 2023 avec les revalorisations provoquées par l'inflation. Cette situation est émolliente.

Elle démoralise de nombreux actifs qui ne sont pas incités à s'investir dans leur travail. Pour éviter les effets de seuils des exonérations de charges, un système d'abattement sur les 500 ou les 800 premiers euros pourrait être appliqué. Tous les salariés en bénéficieraient. Les cotisations sociales deviendraient, de la sorte, légèrement progressives. Les employeurs pourraient ainsi augmenter leurs salariés sans perdre l'avantage des exonérations de charge.

Les politiques de l'offre ont comme défaut de mettre du temps à faire effet quand celles centrées sur la demande sont ressenties immédiatement ou presque. Or, la politique étant de plus en plus la gestion du temps court, la tentation est grande de préférer les secondes aux premières. Pour autant, le pari de la demande n'est pas toujours gagnant. Ces dernières années, que ce soit lors de la crise des « gilets jaunes » ou lors de l'épidémie de Covid, les mesures de soutien du pouvoir d'achat ont surtout nourri l'épargne et non la consommation. Renforcer l'offre est sans nul doute le meilleur moyen de fortifier la demande, mais cela demande de la persévérance et de la patience, deux qualités qui, hélas, ne sont pas les mieux partagées du moment.

Philippe Crevel dirige le Cercle de l'épargne.



DANS LA PRESSE **ÉTRANGÈRE**

Surtourisme : comment voyager sans importuner les habitants locaux

Faire le « touriste », c'est par essence être un peu agaçant, constate le journal « The Guardian ». Et dans certaines villes, c'est plus qu'un simple agacement : alors qu'environ 1,3 milliard de personnes ont franchi une frontière internationale pour un voyage en 2023 – un chiffre multiplié par 25 depuis les années 1950 –, les mouvements « antitourisme » se développent. A Venise par exemple, une taxe touristique de 5 euros a été créée pour les visiteurs qui ne passent qu'une journée. Le conseil municipal d'Amsterdam a choisi de fermer un terminal de croisière pour limiter le tourisme de masse et réduire la pollution des bateaux. Dubrovnik (Croatie) est obligée de rappeler qu'il est interdit de sauter dans les fontaines ou de grimper sur les statues, tandis qu'à Rome le gouvernement en est à menacer de prison les touristes qui dégradent le Colisée.

Voir moins d'endroits, y rester plus longtemps

Ces désagréments sont exacerbés par le caractère massif du tourisme, en net rebond depuis la fin de la crise du Covid et favorisé par *« des vols de plus en plus abordables mais aussi par la commodité de réserver des voyages en ligne, du lancement des courtiers de vols et d'hôtels de dernière minute à la fin des années 1990, à l'apparition d'Airbnb à la fin des années 2000, suivi de Google Flights and Trips. »* Autant d'évolutions qui ont facilité les réservations de dernière minute.

Faut-il alors arrêter de voyager ? La journaliste Paige McClanahan prône plutôt de commencer par ne plus envisager un voyage comme *« un élément rayé de sa liste de choses à faire avant de mourir, une photo amusante à ajouter à son Instagram, une chose de plus dont on peut se vanter auprès de ses pairs »* mais comme l'occasion de profiter d'*« interactions de haute qualité et significatives et d'approfondir notre compréhension de ce que signifie être un être humain dans un monde aussi interconnecté »*.

La deuxième étape est de voir moins d'endroits mais plus longtemps. Et surtout, de réfléchir à deux fois avant de chercher à voir les chutes Victoria au Zimbabwe ou la Grande Barrière de corail en Australie, qui sont les marqueurs d'une *« planète mourante »*. Finalement, le « Guardian » suggère de soutenir le développement en cours de moyens de transport alternatifs, comme l'avion électrique ou à hydrogène. **—*Sarah-Yasmine Ziani***

opinions

Découvrez notre magazine digital « Les Echos Planète » sur planete.lesechos.fr



LE POINT DE VUE

*d'*Emmanuel Combe

Les JO, reflet d'une France des excellences

Dans une France qui n'en finit pas de douter, la formidable réussite des Jeux Olympiques aura eu un mérite inestimable : celui de nous rappeler que nous pouvons être fiers et unis lorsque nous donnons à voir le meilleur de nous-mêmes. Au fond, ces JO auront été le miroir de ce qui nous définit le mieux, à nos propres yeux comme à ceux du reste du monde : la recherche de l'excellence. Cette quête de l'excellence pourrait constituer la matrice de toute notre économie, tant elle est source de création de richesses et porteuse de valeurs positives et inclusives.

Cette France des excellences existe déjà à vrai dire. Regardons dans quels secteurs se trouvent nos principaux excédents commerciaux. C'est bien sûr celle des industries du luxe : nous sommes, avec les Italiens et les Suisses, les champions du monde du luxe à la personne. Mais c'est aussi celle de l'aéronautique, des matériels de transport, des navires et bateaux, du tourisme, des parfums et cosmétiques, des boissons et produits du terroir. Alors que notre balance commerciale affiche en 2023 un déficit de 99 milliards d'euros, tous ces secteurs présentent de solides excédents commerciaux.

Cette France est une France ouverte sur le monde, comme le sont les JO. L'excellence permet même de faire la « mondialisation à l'envers » : la mondialisation n'est plus seulement une machine à délocaliser et à comprimer les coûts, elle devient aussi une formidable opportunité de partir à la conquête du monde, pour y exporter des produits uniques et à forte valeur ajoutée. Elle devient aussi une terre accueillante pour les touristes du monde entier, dès lors qu'en plus de nos monuments et paysages, le sourire, l'accueil, la qualité des services publics, le goût du bon produit sont au rendez-vous.

> La recherche de l'excellence n'a pas de secteur réservé.

Cette France a le mérite d'être plurielle, tout comme les épreuves des JO. La recherche de l'excellence n'a pas de secteur réservé. Elle peut être partout, car elle est d'abord une attitude, une démarche productive, fondée sur la qualité des produits et des services. Elle repose sur des ingrédients aussi variés que les savoirs scientifiques – pensons par exemple à notre médecine ou à notre French Tech –, la créativité, l'excellence de la main-d'œuvre et des savoir-faire, le design – un beau produit se vendra toujours mieux –, les marques et labels, le service et l'accueil, les délais de livraison, la qualité de fabrication.

Cette France des excellences, à l'image des Jeux Olympiques, est ouverte à tous. Elle se nourrit de tous les talents : celui des chercheurs, des ingénieurs, des ouvriers qualifiés, mais aussi des artisans, des commerçants, des agriculteurs. L'excellence dans la production est une matrice qui peut rassembler tous les Français, autour de valeurs fortes comme le goût de l'effort et du travail bien fait. Elle peut redonner de la fierté, de l'ancrage local, à une mondialisation trop souvent vécue comme une menace. Elle permet aussi d'en finir avec la tyrannie de la réussite scolaire unique : s'accomplir en misant sur la qualité comme ouvrier qualifié, commerçant ou artisan n'est pas moins méritant que de sortir d'une grande école.

Pour construire cette France des excellences, le levier essentiel est celui de l'éducation. Nous ne pourrons opérer la montée en gamme de toutes nos productions sans opérer en parallèle une montée en gamme des qualifications : pas de qualité des produits sans qualification des hommes. De tous les hommes. Luttons davantage contre l'illettrisme et le décrochage scolaire. Diversifions les voies de la réussite scolaire. Incitons plus de jeunes à s'orienter vers les formations scientifiques mais aussi les métiers de la créativité et du service.

Notre pays est de petite taille mais, avec son esprit Astérix et sa French Touch, il a tout pour réussir dans le vaste monde. Education et formation pour tous, reconnaissance de tous les talents, récompense du mérite, de l'effort et du travail : tels sont les principaux ingrédients de cette économie des excellences. Nous en sommes capables. Il nous reste juste à le vouloir.

Emmanuel Combe est professeur des universités à Paris-I et professeur associé à Skema Business School.

LE POINT DE VUE

de Sébastien Boussois

Le Qatar, ce partenaire sécuritaire clé pour les Etats-Unis

Le 2 août dernier, Qatar et Etats-Unis ont signé un nouvel accord de renforcement de leur coopération en matière de sécurité, dans un contexte régional tendu comme jamais. Dans la foulée, le directeur de la CIA, William Burns, a décerné la médaille « George Tenet » au chef de l'Agence de sécurité de l'Etat du Qatar, Abdullah bin Mohammed Al Khulaifi, pour sa coopération en matière de renseignement depuis de nombreuses années.

Cette récompense traduit des décennies de partenariat sécuritaire entre les deux pays, alors que certains voisins ont longtemps cherché à faire croire que le Qatar soutenait le terrorisme. Désormais, Doha, médiateur de paix en quête de succès diplomatiques multiples, est devenu incontournable en particulier dans le dossier de la question israélo-palestinienne. Et ce, encore plus après l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre dernier, faisant près de 1.200 morts.

Depuis plus de trente ans, Doha a développé une relation politique, diplomatique, militaire et sécuritaire assez unique dans la région du Golfe avec les Etats-Unis. Immédiatement après son indépendance en 1971, le Qatar a été reconnu par les Etats-Unis, qui y ouvriront une ambassade dès 1973. Mais les premiers accords stratégiques surviennent au moment de la première guerre du Golfe en 1990. C'est alors que Doha autorise Washington à frapper l'Irak depuis son propre territoire. Certes, l'Arabie saoudite dispose aussi dans la région d'un accord stimulant, le fameux pacte du Quincy signé en 1945 entre Riyad et Washington, mais Doha dispose, elle, aujourd'hui de la plus importante base militaire américaine hors territoire : la base d'Al Oudeid.

Depuis maintenant 9 mois, le Qatar joue un rôle déterminant d'intermédiaire avec l'organisation du Hamas, considérée comme terroriste au moins par Israël et les Etats-Unis, et œuvre comme il peut à faire aboutir un cessez-le-feu entre Israéliens et Palestiniens. C'est pour cela qu'il a été distingué par le CIA.

> En défendant le multilatéralisme et le droit humanitaire, le Qatar tord le cou à beaucoup d'idées reçues qui circulent à son sujet.

Beaucoup ont reproché à Doha de faire le jeu du Hamas, en accueillant ses dirigeants, dont feu Ismaïl Haniyeh, un des orchestrateurs du 7 octobre. En réalité, on oublie souvent de dire que l'accueil de dirigeants islamistes comme lui et Khaled Mechaal s'est fait justement sur la demande des Etats-Unis et avec l'accord d'Israël. Washington refusant par principe de négocier avec une organisation qu'il considère comme terroriste, le Qatar a servi de courroie de transmission. Et c'est encore ce qu'il fait en tentant d'arracher des concessions au Hamas, pour que cessent les bombardements sur Gaza, que la population gazaouie puisse revenir chez elle, que le territoire soit démilitarisé, que les otages israéliens soient tous libérés, et que toute la communauté internationale réfléchisse à l'après-guerre à Gaza.

Au fond, depuis de nombreuses années, Doha cherche à devenir un médiateur de crises politiques et de conflits incontournables. A l'heure où le multilatéralisme et les Nations unies sont à la peine, ce sont les puissances régionales qui jouent un rôle déterminant à ces fins. On se souvient de l'action de Doha pour évacuer Afghans et personnels occidentaux d'Afghanistan après la reprise de Kaboul par les talibans il y a trois ans. Tous les pays occidentaux présents en Asie centrale avaient salué l'action de Doha, qui réalisa le plus grand pont aérien de l'histoire dans ce dossier brûlant.

Toute l'agilité de la politique du Qatar et les bénéfices à tirer d'un tel engagement résideront dans son pragmatisme, son recentrage au cœur des puissants, la préservation de sa relation avec les Etats-Unis comme jamais, son rapport à la Chine, et sa capacité à ménager des alliés stratégiques du moment comme l'Iran et la Turquie tout en condamnant certaines de leurs actions dès l'instant qu'il n'est pas en accord avec leur stratégie.

En défendant le multilatéralisme et le droit humanitaire, le Qatar tord en tout cas le cou à beaucoup d'idées reçues qui circulent à son sujet. Face au déclin des intermédiaires traditionnels occidentaux, largement dépassés en Afghanistan, en Israël et en Palestine comme ailleurs, et à la complexification des crises régionales, c'est aussi ça le rôle d'un médiateur local stratégique dont ne peut plus vraiment se passer Washington.

Sébastien Boussois est docteur en sciences politiques, spécialiste du monde arabe et géopolitique, enseignant à l'Ihecs de Bruxelles.

Dessin Mailys Glaize pour « Les Echos »

art&culture

LES DÉSERTS



Déserts filmés : à hauteur d'horizon

Adrien Gombeaud

A la fin de « The Fabelmans », son film autobiographique, Steven Spielberg décrit sa rencontre avec John Ford. Entre deux volutes de cigares, le maître confie au cinéaste en devenir le secret de la composition d'un plan : *« Quand l'horizon est en haut, c'est intéressant. Quand l'horizon est en bas, c'est intéressant. Quand l'horizon est au milieu, c'est mortellement chiant. »*

Confronté au désert, le metteur en scène ne peut contourner la question de l'horizon. Or parmi les plus beaux plans de Ford, l'horizon se situe parfois au milieu. Ainsi en va-t-il de la fin de « La Poursuite infernale » qui, en 1946, voit Henry Fonda quitter la ville en construction pour chevaucher vers le vide du désert. On doit surtout à Ford cette image fondatrice : dans « La Prisonnière du désert » (1956), la silhouette de John Wayne s'arrache au cadre d'une porte pour s'offrir au lointain. L'horizon se trouve en haut et tout le western sous nos yeux : des récits d'hommes renvoyés vers la solitude, l'aventure, l'immensité… et le passé.

De Monument Valley à Almería

Parmi tous les déserts, Ford s'est particulièrement attaché à Monument Valley, en Arizona. Sergio Leone, gamin de Rome, a, lui, cherché un désert américain pas trop loin de chez lui. C'est en Andalousie qu'il tournera une grande part de son œuvre. En 1968, dans « Il était une fois dans l'Ouest », il invente la ville de Sweetwater, dont le nom s'inspire sans doute d'Aguadulce, une station balnéaire proche d'Almería. Car, au cœur du désert, l'esprit n'a qu'une obsession : l'eau douce.

Chercher le puits où la vie puisse, au moins temporairement, s'enraciner. Tout autre souci s'évapore. Voilà pourquoi les déserts, rugueux, mortels, recueillent les paumés que la ville a recrachés. Jasmine, touriste allemande larguée par son mari, ira s'échouer dans un improbable « Bagdad Café » perdu sur la route 66 et filmé par Percy Adlon en 1987. « Thelma et Louise » (1991), les deux copines du film de Ridley Scott, préfèrent s'envoler dans le grand Canyon que supporter la brutalité d'un monde d'hommes. Mark et Daria, le couple de hippies de Michelangelo Antonioni, iront dériver vers « Zabriskie Point » (1970), loin de la société de consommation. Et encore, Travis, tragique héros errant, largue sa famille pour partir à pied, dériver au large du « Paris, Texas » de Wim Wenders (1984).

Le désert se fait alors reflet de toutes les solitudes. Marilyn Monroe ne s'est jamais montrée plus déchirante que dans « Les Désaxés » de John Huston, hurlant sa rage dans un lac asséché du Nevada, face aux chasseurs de chevaux patibulaires : *« Assassins ! Menteurs, vous n'êtes heureux que lorsque vous voyez mourir ! Mais pourquoi ne pas vous tuer vous-mêmes pour vous rendre heureux ? Vous et votre pays de Dieu ! Liberté ! Vous me faites pitié ! »*

Chaque vision nous poignarde car « Les Désaxés » restent le dernier film achevé de la comédienne. Aussi savons-nous qu'en 1961, elle aussi erre dans un désert de désespoir et de médicaments. L'horizon était au milieu et Marilyn minuscule.

De Tataouine à Tatooine

Par son gigantisme minéral, le désert expose nos failles. Nul ne s'y cache et il nous laisse « à découvert » en cible parfaite. Fragile. Ainsi, le plus mythique plan de désert reste sans doute celui de « Lawrence d'Arabie », mis en scène par David Lean en 1962 : l'horizon est au milieu. Au loin, un cavalier n'en finit pas d'approcher. Soudain fuse cette balle tirée de nulle part. Là-bas, la pluie est rare, la mort jamais loin.

Longtemps, le désert est passé pour le plus exotique des endroits de la Terre. Avec les progrès de l'astronomie, on s'est aperçu que ces paysages étaient la norme de l'Univers et notre planète une minuscule exception bleue. A partir des années 1970, pour ses « Star Wars », George Lucas a transformé la région tunisienne de Tataouine en Tunisie. Bien des décors sont encore là, à 17 mètres sous le niveau de la mer, déjà dans *« une galaxie lointaine, très lointaine »*.

Ce n'est donc pas un hasard si, avant de devenir l'un des grands auteurs de science-fiction contemporains, Denis Villeneuve a tant filmé les déserts. Désert de sel dans son premier long-métrage « Un 32 août sur Terre », tourné à Bonneville Salt Flats dans l'Utah en 1998. Puis le désert de Wadi Rum en Jordanie pour « Incendies » (2010), ou encore, dans le thriller « Sicario » en 2015, les déserts américains, lieux de tous les trafics, qui séparent et réunissent à la fois les Etats-Unis et le Mexique.

Dans « Blade Runner 2049 » (2017), le désert représente l'avenir squelettique d'un monde vidé de vie par la pollution. Ce chemin devait mener le cinéaste québécois né à Trois-Rivières vers la planète Arrakis et les sables de « Dune » (2021 et 2024). A la sortie du premier volet, lorsqu'on l'interrogeait sur sa fascination pour le désert, Villeneuve avait cette belle formule : *« J'y ai trouvé un endroit douloureusement apaisant. »* Avec l'océan, le désert reste notre plus proche ailleurs, un lieu étrange qui nous rapproche de l'infini qui entoure notre petite planète. Reste ce mystère : dans l'espace, où placer l'horizon ? ■



« Dune » de Denis Villeneuve, tourné en Jordanie. Les déserts sont ce qui nous rapproche le plus des planètes lointaines. *Photo Warner Bros*



« La Bataille de Waterloo », de Charles de Steuben (1831). *Photo Look and Learn/Bridgeman Images*

Et Waterloo marqua le début de la croissance

Longtemps, la France n'a pas connu de véritable croissance économique malgré les progrès scientifiques et politiques. Ce n'est qu'au XIXe siècle que la courbe des revenus par habitant a finalement décollé.

par **Charles Serfaty**

Avant la Renaissance, pas de croissance ! Bien sûr, la richesse des nations avait fluctué jusque-là, mais le cours du monde était conçu le plus souvent comme un cycle, les âges d'or succédant aux âges de fer, et le principal progrès à escompter pour l'avenir était de nature théologique. A partir du XVIe siècle, après l'invention de l'imprimerie et le début des guerres de religion, une forme de conscience du présent et d'idée de progrès commence à apparaître, comme l'explique Reinhart Koselleck dans « Le Futur passé ».

Plusieurs auteurs français manifestent leur optimisme après le XVIIe siècle. Les thuriféraires de Louis XIV, comme le conteur Charles Perrault, vantent les mérites du « Roi-Soleil » et affirment la supériorité des modernes sur les anciens. Cent ans plus tard, l'idée d'avoir vécu un siècle de croissance est encore plus claire, et elle se manifeste dans le luxe de la vie parisienne. Voltaire, dans son fameux poème « Le Mondain », célèbre la richesse matérielle de son époque, le sucre, la porcelaine, le vin effervescent, le café : *« Moi, je rends grâce à la nature sage/Qui, pour mon bien, m'a fait naître en cet âge/Tant décrié par nos tristes frondeurs : /Ce temps profane est tout fait pour mes mœurs. / J'aime le luxe, et même la mollesse, /Tous les plaisirs, les arts de toute espèce. »*

Cette prise de conscience a cependant précédé la véritable croissance économique. Ces « Temps modernes », qui ont marqué le début des grands progrès scientifiques et de la pensée politique en Europe, n'ont pas été une période de prospérité accrue pour la population prise dans son ensemble – même s'ils ont été pour les classes les plus riches qui ont pu se procurer les épices d'Asie de moins en moins chères ou agrandir considérablement leurs bibliothèques grâce à la baisse des prix du livre…

Le niveau de vie de la majeure partie de la population et même la nature de leur occupation avaient très peu changé. Pour autant que l'on puisse en juger par la taille de fémurs des hommes d'antan, les âges des morts sur les pierres tombales, les salaires rapportés aux prix du blé, il n'y a pas de progrès économiques tangibles en France avant le XIXe siècle.

Jusqu'à l'avènement de la croissance, le monde était pris dans le piège décrit par Thomas Malthus dans son « Essai sur les populations » : les techniques de production avaient beau progresser, les moulins et autres équipements agricoles se généraliser, le cheptel être de mieux en mieux sélectionné, cela ne se traduisait pas en amélioration du niveau de vie. Le système productif, essentiellement agricole et textile, se heurtait à la loi des rendements décroissants. Ainsi, le PIB par habitant moyen ne fit-il pas de réel progrès entre le XIIIe et le XVIIIe siècle.

La peste noire soulage la terre

Le principal problème provenait de la pression démographique sur l'agriculture. Chaque nouveau progrès allégeait temporairement les risques qui pesaient sur l'existence de chacun, réduisait le nombre de famines et favorisait, par contrecoup, la croissance démographique. La population augmentait et, pour la nourrir, il fallait défricher et cultiver de nouvelles terres, ou transformer des pâturages en champs de céréales, au risque de réduire la consommation, déjà faible, de viande et de produits laitiers. Les nouvelles terres ainsi cultivées étaient moins fertiles – c'est d'ailleurs bien pour cela que l'on n'y semait pas auparavant – de sorte que la productivité agricole diminuait.

Peuplée de plus de 20 millions d'habitants au début du XIVe siècle, la France montrait des signes de surchauffe, et il n'y avait plus de nouveaux terrains à défricher. La peste noire, qui fit disparaître la moitié de la population, soulagea en quelque sorte la terre, au moins en France et en Angleterre. Les salaires augmentèrent sensiblement, mais ce n'était que temporaire, et le retour de la population à son niveau précédent au XVIe siècle ramena le PIB par habitant près du seuil de subsistance.

Le modèle de Malthus, quoique clair, n'est pas sans faille. La malédiction décrite n'avait rien d'universel : les historiens ne constatent, par exemple, pas de hausse du niveau de vie espagnol après la peste noire. Une densité de population trop faible pouvait aussi produire des effets négatifs, en rendant le commerce plus difficile. Surtout, au moment même où Malthus essayait d'éduquer les foules sur le rôle néfaste de la *« passion entre les sexes »* et ses conséquences démographiques, son modèle cessait de s'appliquer. En Angleterre, depuis le XVIIe siècle, le niveau de vie avait commencé à croître malgré un accroissement notable de la population. En France, au XVIIIe siècle, le PIB par habitant se stabilisait et les famines devenaient bien plus rares alors même que les Français étaient plus nombreux. Après 1815, le PIB par habitant décollait à son tour – la véritable cassure dans la courbe du revenu moyen de notre pays coïncide avec la défaite de Waterloo.

A partir de là, et jusqu'en 1914, le PIB par habitant croît de plus de 1 % par an. Les hommes français, d'après les données de la conscription militaire, grandissent de plus de 2 centimètres. Ils vivent plus longtemps et, même si l'on observe l'horreur du travail des enfants dans l'industrie ou la mine, ces derniers travaillent sans doute moins qu'auparavant et sont mieux éduqués.

> **Le modèle de croissance à la française, axé sur le raffinement et l'innovation, porte ses fruits. Paris s'impose progressivement comme la capitale incontestée de la modernité.**

Dans les champs, la faux remplace la faucille : moins précise, elle permet de moissonner les blés bien plus rapidement au risque d'abîmer davantage d'épis. Son extension est le signe que le temps et la force de travail des hommes sont désormais plus précieux que quelques épis perdus, comme plus tard la généralisation de la machine à laver était le signe que le temps des femmes était devenu, au regard de la société, plus précieux.

Cette phase de croissance initiale est souvent désignée comme la première révolution industrielle. Pourtant, elle dépasse largement le cadre de l'industrie pour englober l'ensemble de l'économie, y compris l'agriculture. Le secteur textile, notamment en Angleterre, connaît une véritable métamorphose grâce à la mécanisation, permettant à la population de s'habiller à moindre coût. En France, pourtant, le progrès économique emprunte une voie différente : plutôt que de miser sur l'industrie, la production répond à la demande intérieure, et de nombreux secteurs artisanaux peu intensifs en capitaux se développent.

Les exportations textiles françaises, par exemple, ne reposent pas tant sur la mécanisation que sur l'ingéniosité des motifs conçus par les artisans français. Ces motifs, imprimés sur la soie grâce à des innovations comme le métier Jacquard, deviennent la marque de fabrique du textile français à l'international. Les banques investissent avec talent à l'étranger, dénichant d'excellents rendements dans l'empire ottoman, en Amérique latine, en Russie. Quant à l'agriculture française, bien que moins productive que celle de l'Europe du Nord, elle parvient à suivre le mouvement général de progrès, contribuant ainsi au développement économique du pays.

La nostalgie de la croissance perdue

Ce modèle de croissance à la française, axé sur le raffinement et l'innovation, porte ses fruits. Paris s'impose progressivement comme la capitale incontestée de la modernité. Les articles de luxe français, réputés pour leur bon goût, conquièrent l'Europe. L'industrie automobile naissante produit des véhicules artisanaux qui deviennent les fleurons de la Belle Epoque. L'appétit des Français pour les nouveautés et leur capacité à les créer font de leur capitale un symbole de progrès et d'élégance.

Malgré cette croissance notable, en partie attribuable aux réformes économiques de la Révolution, la France accuse toujours un retard par rapport à l'Angleterre. Ce n'est que dans les années 1920 qu'elle commence à combler cet écart. Cette période de rattrapage est marquée par une politique de relance et de reconstruction qui, sans le savoir, applique des principes keynésiens avant l'heure. La France investit massivement, surestimant les recettes qu'elle pourrait tirer des réparations allemandes. Paradoxalement, cette surestimation lui permet d'éviter une saturation de la dette publique en renonçant à restaurer le franc à son ancienne parité or.

C'est cependant après 1945 que la France entre dans sa période la plus faste, connue sous le nom des « Trente Glorieuses ». Cette ère marque l'apogée de l'optimisme économique français. En ce temps-là, la France parvient non seulement à rattraper mais aussi à dépasser le niveau de richesse de l'Angleterre et même de la Hollande, deux pays qui connaissaient pourtant eux aussi une phase de croissance rapide. Pas plus que la perte de Saint-Domingue durant la Révolution, la décolonisation entre 1945 et 1962 n'empêche pas l'accélération de l'activité économique : certains groupes d'intérêt et certaines villes souffrent de la perte des colonies, qui agrandissaient la place de la France sur les mappemondes, mais dont ne dépendait pas sa prospérité.

Cette croissance très rapide subit un net ralentissement avec le choc pétrolier de 1973. Ce dernier n'explique pas tout : à force de s'enrichir, les consommateurs avaient saturé leurs besoins en biens manufacturés et se sont tournés vers les services, comme décrit par Jean Fourastié dans son livre de 1973. Or, la productivité a augmenté plus rapidement dans le secteur manufacturier que dans celui des services, qui dépendent de l'humain – ce que les économistes appellent la maladie des coûts de Baumol, du nom de l'économiste américain qui a décrit ce phénomène dans le secteur du spectacle vivant. Comme l'a démontré Daniel Cohen, notre nostalgie nous pousse à la recherche de la croissance perdue, pour tenter de revivre une époque réellement exceptionnelle au regard de notre histoire. Pour faire croître la productivité de l'humain, dans les services et le travail des relations interpersonnelles, nous nous sommes précipités dans la numérisation. Mais celle-ci provoque une déshumanisation dont nous n'avons pas encore mesuré toutes les conséquences.

Demain
Et la forêt fit la fortune du pays



Dans la future usine, les fumées toxiques seront dépolluées avec des filtres plus performants et une autre technique, ce qui rendra invisible la colonne de fumée. *Photo Lucille Pellerin/RÉA pour « Les Echos »*

SÉRIES D'ÉTÉ 4/5

L'ÉCONOMIE XXL

A Ivry, cure d'amaigrissement en vue pour le plus grand incinérateur d'Europe

Le site d'incinération des déchets d'Ivry-Paris XIII est, pour quelques mois encore, le plus grand d'Europe. Au printemps 2025, le traitement des déchets basculera sur une usine adjacente aux capacités réduites. Une façon de suivre les directives publiques qui incitent à réduire la production de déchets, bien que cette diminution tarde à se concrétiser.

C'est parfois tout près de chez soi que se trouvent les choses les plus impressionnantes. Nous sommes à Ivry-sur-Seine, un des derniers bastions communistes de la petite couronne parisienne. Et une terre industrielle depuis des décennies. A Ivry, on est fier d'accueillir des usines, même celle d'un genre un peu particulier : celle-ci borde le périphérique parisien et son panache de fumée blanche est visible à des kilomètres à la ronde. Cette usine, dont la construction remonte à la fin des années 1960, peut incinérer jusqu'à 730.000 tonnes de déchets par an. Une capacité hors norme qui en fait le premier incinérateur de déchets d'Europe, une gloire que certains préféreraient ne pas endosser.

D'ailleurs, ce record n'aura bientôt plus lieu d'être car le syndicat chargé de la gestion de l'usine, le Syctom, doit basculer le traitement et la valorisation des déchets ménagers de 82 communes en Ile-de-France sur un nouveau site, adjacent à l'ancien, dont la livraison est prévue pour le printemps 2025. Dans la nouvelle usine, dont la construction a débuté en 2018, la capacité de traitement sera divisée par deux. C'est le sens de l'histoire, du moins faut-il l'espérer. Car l'incinération des déchets est le reflet direct de nos modes de consommation et de la pollution que nous générons. Réduire les déchets, mieux les trier, c'est réduire notre empreinte carbone. Mais le message a encore bien du mal à passer.

Une baisse de 50 % des capacités

« Le chantier a débuté en 2018, mais les réflexions sur le nouveau site remontent à 2003-2004, raconte le maire communiste d'Ivry-sur-Seine, Philippe Bouyssou. *A l'époque, on a parié sur une baisse du volume de déchets à traiter. »* Mais la baisse n'a pas été aussi importante que prévu. Les quantités de déchets collectés en porte-à-porte, autrement appelés « poubelles grises », ont pourtant connu une baisse au niveau national de 24 % entre 2005 et 2019. Mais à Ivry, c'est une baisse de près de 50 % de la capacité de l'usine qui a été décidée.

De 730.000 tonnes, le tonnage de la nouvelle usine passera en 2025 à 350.000. Que faire de tout le reste ? Le Syctom compte à court terme se délester sur certains des autres sites d'incinération dont il a la charge et sous-traiter une partie des déchets. A plus long terme, c'est l'amélioration du tri et le développement du réemploi pour limiter les déchets qui est la solution la plus pérenne. Et sur ce point, d'importants progrès sont à faire.

Il suffit de jeter un œil sur la fosse de stockage, qui peut engloutir jusqu'à 7.000 tonnes de déchets, pour s'en rendre compte. Les cartons, papiers et emballages sont légion, alors qu'ils n'ont rien à faire dans une usine d'incinération. Le jour de notre venue, on trouve même un arbre au beau milieu de la fosse. Si les 9.000 camions qui transitent sur le site d'Ivry sont tous badgés afin de pouvoir peser précisément le volume des déchets qu'ils apportent, il n'y a pas de contrôle de leur contenu. Parfois émergent un frigo, des matelas, des « encombrants », qui, eux non plus, n'ont rien à faire là… La bête noire des salariés de l'usine, ce sont les bonbonnes de protoxyde d'azote, ce gaz hilarant qui fait fureur chez les adolescents et les jeunes adultes, pas tous très soucieux du tri sélectif. Commercialisées sur Internet, ces bonbonnes, une fois vidées et jetées dans les déchets ménagers, se retrouvent dans l'un des deux fours de l'usine où la combustion peut monter jusqu'à 850 °C. Les bonbonnes, soumises à une telle chaleur, peuvent exploser et endommager le four.

> En 2022, 64.000 mégawattheures ont été vendus par le Syctom grâce au site d'Ivry, soit l'équivalent de la consommation électrique de plus de 36.000 habitants.

Globalement, plus de 70 % des ordures ménagères résiduelles pourraient être recyclées si le tri était strictement respecté. *« Il faudrait des campagnes de communication permanentes et beaucoup plus soutenues. Pour le tri des emballages et cartons dans les poubelles en bac jaune mais aussi pour les biodéchets, dont la collecte est encore dérisoire »*, insiste Jean-Christophe Brassac, coprésident du collectif 3R qui milite pour une réduction de la production de déchets.

Depuis le 1er janvier 2024, la collecte des biodéchets est devenue obligatoire. Elle fonctionne bien avec les cantines des écoles ou sur les marchés alimentaires, mais pour les particuliers, dont la collecte se fait en apport volontaire, notamment à Paris, les volumes sont encore très réduits alors que la poubelle résiduelle des ménages (le tout-venant) contient en moyenne un tiers de biodéchets, soit 83 kg par an et par habitant.

De piètres performances de tri, un volume de déchets qui baisse trop peu, trop lentement : on se console comme on peut de ce constat amer avec l'essor de la valorisation énergétique des déchets.

Une usine d'incinération est très consommatrice d'eau (pour le traitement des fumées toxiques) mais aussi d'énergie pour assurer la combustion à haute température des déchets. Dans le four, le thermomètre peut grimper jusqu'à 850 °C et les fumées, elles, sortiront de la nouvelle cheminée à 155 °C. Cette énergie est récupérée pour produire de l'électricité. En 2022, 64.000 mégawattheures ont été vendus par le Syctom grâce au site d'Ivry, soit l'équivalent de la consommation électrique de plus de 36.000 habitants. Et la valorisation énergétique a permis de fournir chauffage et eau chaude sanitaire à 100.000 logements cette même année.

L'usine d'Ivry fait donc aussi fonction de centrale thermique. Avec ses tuyaux rouges, jaunes, bleus qui sillonnent le bâtiment, on se croirait presque au Centre Georges-Pompidou à Beaubourg, les œuvres d'art en moins. L'usine date des années 1960, et pourtant, elle tourne toujours. *« Mais les coûts d'entretien sont devenus colossaux et nous avons des difficultés à trouver certaines pièces de rechange »*, explique Bruno Bernier, chef de projet pour le Syctom.

Cette valorisation énergétique est toutefois décriée par les écologistes, qui y voient une façon de se défausser face à la nécessaire réduction des déchets. *« La production d'énergie, c'est un débouché, mais ça ne devrait pas être la finalité pour financer les investissements colossaux entraînés par le nouveau chantier* [le coût, études comprises, de la future usine s'élève à 500 millions d'euros, NDLR]. *On a l'impression que la logique est inversée : pour rembourser les investissements sur la nouvelle usine, on est obligé de garder un certain volume de déchets pour ensuite les valoriser, au lieu de tenter de les réduire au maximum »*, regrette Jean-Christophe Brassac.

C'est en tout cas un débouché auquel tiennent les élus locaux. *« La nouvelle usine ne traitera que la moitié des déchets, mais continuera à produire 80 % de l'électricité d'avant. Je me suis battu pour qu'Ivry en bénéficie pour le chauffage de ses habitants »*, rappelle le maire d'Ivry, Philippe Bouyssou, dont l'équipe municipale a soutenu le projet malgré la résistance de certains riverains et d'associations de défense de l'environnement.

Des seuils de pollution abaissés

Car au-delà des nuisances sonores et olfactives que peut entraîner une usine d'incinération de déchets, c'est sur la pollution due à la combustion que se focalisent les craintes. Il faut dire que l'incinérateur d'Ivry a un certain passif en la matière. En 2022, une étude de biosurveillance de l'ONG ToxicoWatch avait révélé des niveaux élevés de dioxines autour du site. L'agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France s'était alors empressée de faire ses propres relevés et avait recommandé de ne plus consommer d'œufs issus de poulaillers domestiques à l'échelle de toute l'Ile-de-France. C'est que la pollution aux dioxines, loin de ne concerner qu'Ivry et les alentours de l'usine, est en réalité généralisée à un territoire bien plus vaste. *« Notre objectif était de cibler l'incinérateur mais, effectivement, la pollution est omniprésente. L'incinération y est pour quelque chose, mais il n'y a pas que ça »*, reconnaît Jean-Christophe Brassac.

Dans la future usine, les fumées toxiques qui s'échappent du four et qui contiennent métaux lourds, dioxines et furanes, ou encore oxydes d'azote et de soufre, continueront à être dépolluées mais avec des filtres plus performants et une autre technique, le traitement à sec, ce qui rendra invisible la colonne de fumée. Ceci permettra de baisser les seuils de pollution autorisés, comme l'a exigé la préfecture du Val-de-Marne : au lieu de 0,1 nanogramme (ng) équivalent toxique (TEQ) par normo mètre cube (Nm^3) rejeté par l'ancienne usine, le seuil maximal sera de 0,06 ng/m^3. *« Sur certaines molécules, ce sera mieux, mais pas forcément sur tout. On a encore des doutes sur les métaux lourds »*, estime Jean-Christophe Brassac.

Côté Syctom, le problème de la pollution n'est pas traité à la légère, mais les critiques sont parfois mal vécues par les équipes qui travaillent sur le site. *« La pollution, c'est un vrai sujet. Mais ce ne sont pas nous les pollueurs, nous ne sommes qu'en bout de chaîne. C'est au niveau des consommateurs, et plus en amont encore des producteurs, qu'il faudrait aussi faire porter les efforts »*, met en avant Bruno Bernier, du Syctom.

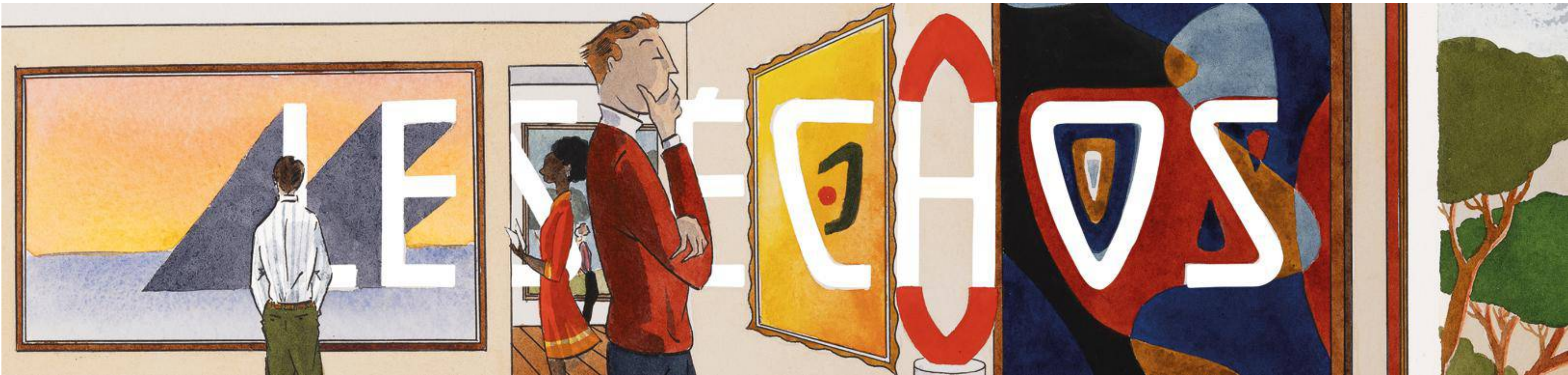
> Le coût, études comprises, de la future usine s'élève à 500 millions d'euros.

La pollution sur le site d'Ivry, ce sont aussi les émissions de CO_2, comme pour toute usine d'incinération. Pour tenter de les réduire, le Syctom a le projet d'installer un système de capture et de stockage du CO_2, une technique encore émergente, qui viendrait prendre place sur le terrain laissé libre par le démantèlement de l'ancienne usine. Ce futur terrain de 25.000 m^2 en plein milieu urbain, à la frontière du 13e arrondissement parisien, attise bien des convoitises. Le Syctom propose également d'y créer une usine de tri, ou une plateforme d'accueil des biodéchets.

« Il va falloir faire des choix, mais il n'y a pas d'intérêt contradictoire entre nous, la Mairie de Paris et le Syctom, veut croire le maire d'Ivry, *c'est un débat qui s'ouvre. »* Un débat qui devra une nouvelle fois aborder la délicate question de la réduction des déchets. Avec 525 kg de déchets produits chaque année par habitant en France, nous avons encore une bonne marge de progression. Et la cheminée d'Ivry, même sans fumée blanche, a encore de beaux jours devant elle.

Demain
Comment la plus grande centrale nucléaire du monde prépare son rallumage

par **Marie Bellan**



« Expositions d'été » par Alexis Bruchon pour « Les Echos »



L'ÉDITORIAL
DES « ÉCHOS »

Nouvelle-Calédonie, l'urgence absolue

S'il fallait un argument – un seul – en faveur de la constitution rapide d'un nouveau gouvernement, ce serait celui-là. A quelques milliers de kilomètres du théâtre politique parisien, un morceau de France s'effondre. En Nouvelle-Calédonie, l'économie a atteint un stade critique au point que – on hésite à écrire le mot tant il paraît impensable sur le territoire de l'un des pays les plus riches du monde – la crainte de famine est ouvertement évoquée à terme.

Depuis les émeutes qui ont secoué l'île en mai dernier, provoquant des destructions massives dans le tissu économique, le PIB local a reculé d'au moins 20 %, si ce n'est 30. Plus d'un tiers des personnes employées par le secteur privé sont au chômage et la perspective d'un exode d'une partie de la population active est proche.

D'autant que 25 % des Calédoniens travaillent dans ce qui était censé être le poumon économique de l'île, l'extraction et la transformation du nickel. Une activité en pleine déliquescence, comme en atteste la fermeture programmée de l'une des trois usines de transformation du minerai à Koniambo.

Par **Daniel Fortin**

> Ce qui tient encore debout le doit souvent au courage de quelques dizaines d'entre-preneurs qui ne se résolvent pas au pire.

Face à cette situation, il est tentant de pointer du doigt les responsabilités immédiates. Imprudence d'un gouvernement prenant le risque de réveiller la poudrière à l'occasion d'un légitime changement de collège électoral, impéritie d'une classe politique locale – loyaliste, comme indépendantiste – sans vision, court-termiste et désormais débordée par une partie de la jeunesse radicalisée, guerre mondiale des prix dans le nickel frappant une industrie locale malmenée par des décisions absurdes : on pourrait dérouler à l'infini les ingrédients d'une crise prête à se rallumer à tout moment. Mais pour l'heure, les priorités sont ailleurs.

Dans une province en situation d'urgence absolue, où ce qui tient encore debout le doit souvent au courage de quelques dizaines d'entrepreneurs qui ne se résolvent pas au pire, le salut immédiat ne peut venir que d'un engagement fort de l'Etat pour colmater les brèches ouvertes par la situation quasi insurrectionnelle de mai. Quelques centaines de millions, voire plusieurs milliards d'euros : ce sera le prix à payer avant de songer à un quelconque avenir pour la Nouvelle-Calédonie.

Lire nos informations
Page 2

DERNIÈRE **HEURE**

Les obsèques d'Alain Delon célébrées par Mgr Di Falco

CINÉMA – C'est samedi, dans la chapelle privée de sa propriété de Douchy-Montcorbon, dans le Loiret, qu'auront lieu les obsèques de la star de cinéma Alain Delon, célébrées en présence de ses proches par l'ancien évêque Jean-Michel Di Falco, conformément aux vœux du défunt. La cérémonie aura lieu à huis clos dans cette propriété achetée par Alain Delon en 1971. Monseigneur Di Falco, 82 ans, a longtemps été l'une des figures les plus médiatiques de l'Eglise de France.

Angoulême : un homme met le feu dans la mairie

FAIT DIVERS – Un homme a *« mis le feu »* avec de l'essence, mercredi, dans la mairie d'Angoulême, sans faire de blessé, avant d'être atteint par balle par la police municipale et hospitalisé *« en urgence absolue »*, selon les autorités et des sources policières. Les faits se sont produits à la mi-journée dans les locaux de l'hôtel de ville, au bureau des élus, où l'homme, vêtu d'un treillis militaire et muni d'un bidon d'essence, a fait irruption. Ce départ de feu a été rapidement éteint.

Israël élimine un chef militaire palestinien

PROCHE-ORIENT – L'armée israélienne a annoncé mercredi avoir tué, au Liban lors d'une frappe aérienne, un responsable de la branche armée du Fatah palestinien. Khalil Maqdah a été tué par un tir contre son véhicule alors qu'il circulait près des camps palestiniens jouxtant Saïda, principale ville du sud du Liban. Le Fatah, rival du Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza, a estimé qu'Israël cherchait à *« embraser la région »*. C'est la première fois en un peu plus de dix mois qu'un responsable du Fatah au Liban est ainsi tué.

Modi en Pologne avant l'Ukraine

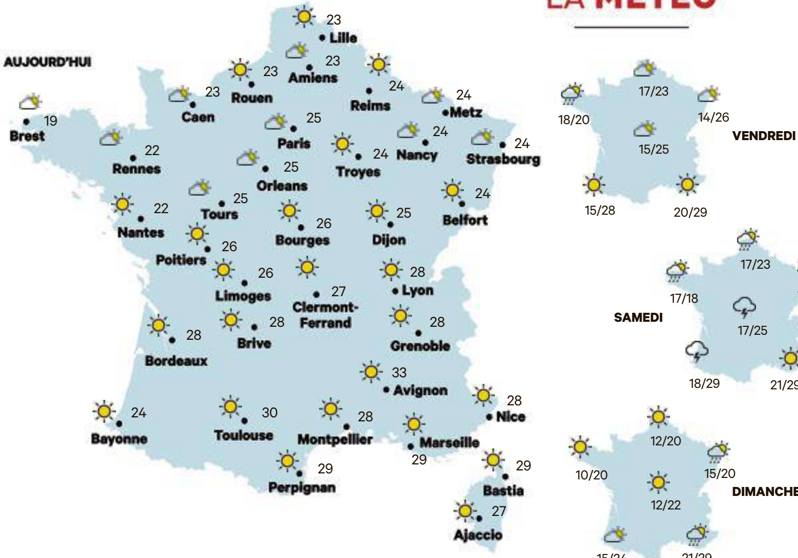
DIPLOMATIE – Le Premier ministre indien, Narendra Modi, est arrivé mercredi en Pologne pour une visite de deux jours. Il doit rencontrer son homologue polonais Donald Tusk, ainsi que le chef de l'Etat, Andrzej Duda. Vendredi, il ira en Ukraine où un entretien avec le président Volodymyr Zelensky est prévu. Avant son départ d'Inde, Narendra Modi a appelé à un *« retour de la paix »*. *« En tant qu'ami et partenaire, nous espérons un retour rapide de la paix et de la stabilité dans la région »*, a-t-il déclaré sur les réseaux sociaux.

LA PHOTO **DU JOUR**



UNE JOURNÉE À LA PLAGE AVEC LE SECOURS POPULAIRE Quelque 5.000 enfants franciliens, âgés de 6 à 12 ans, dont les familles n'ont pas les moyens de partir en vacances ont été emmenés à Deauville, sur la côte normande, mercredi, dans le cadre de l'initiative du Secours Populaire « Journées des oubliés des fêtes ». L'ONG en organise une cinquantaine chaque fin d'été dans toutes les régions de France au profit de 50.000 enfants au total. *Photo Lou Benoist/AFP*

LA **MÉTÉO**



AILLEURS	CE JOUR	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI
AMSTERDAM	14/20	17/22	16/21	14/19	12/21
ATHÈNES	24/34	25/36	25/34	25/33	23/32
BERLIN	14/23	17/29	19/32	21/22	14/23
BRUXELLES	13/22	18/22	17/23	12/20	10/21
DUBAI	31/38	31/40	31/39	31/41	30/40
FRANCFORT	12/24	15/27	17/31	17/21	12/23
HONGKONG	26/29	26/30	27/32	26/33	27/32
ISTANBUL	23/30	23/30	23/30	23/29	22/27
LONDRES	15/20	17/22	14/18	10/19	13/20
MADRID	22/36	21/36	23/35	21/33	19/32
MILAN	23/30	23/31	22/32	22/32	21/30
MOSCOU	14/26	15/23	13/24	14/28	16/29
NEW YORK	15/24	17/27	18/28	20/29	21/28
RIO DE JANEIRO	17/33	19/35	20/28	18/20	16/18
SAN FRANCISCO	14/21	13/19	13/22	12/25	14/27
SHANGHAI	26/34	27/35	26/35	26/34	26/33
SINGAPOUR	26/30	25/30	25/30	25/31	25/30
SYDNEY	16/24	14/21	8/21	12/25	15/25
TOKYO	26/29	26/31	27/33	27/33	26/32
TORONTO	12/23	13/25	15/26	18/27	18/27
ZURICH	11/25	13/28	15/31	17/18	14/18

avec 

LA MEILLEURE INFO MÉTÉO



CAC 40 7.524,72 points 0,5209 %	DOW JONES 40.787,83 points -0,1154 %	EURO/DOLLAR 1,1147 $ 0,1631 %	ONCE D'OR 2.497,95 $ -1,257 %	PÉTROLE (BRENT) 76,58 $ -0,7517 %	Jeudi 22 août 2024 www.lesechos.fr

DEVISES | EUR/GBP 0,8525 | EUR/JPY 161,7325 | EUR/CHF 0,9489 | GBP/USD 1,308 | USD/JPY 145,087 | USD/CHF 0,8511 **TAUX** | €STER 3,664 | EURIBOR 3 MOIS 3,538 | OAT 10 ANS 2,8983 | T-BONDS 10 ANS 3,9039

Produits laitiers : l'Europe dans le viseur d'une enquête de la Chine

AGROALIMENTAIRE

***Dominique Chapuis** (avec AFP)*

Rebelote. Après les importations de porcs européens et de cognac, la Chine s'attaque cette fois aux produits laitiers. Le pays a annoncé mercredi le lancement d'une enquête sur des pratiques commerciales de l'Union européenne jugées déloyales concernant des produits laitiers.

Une mesure de rétorsion, après la confirmation mardi par Bruxelles de nouvelles taxes douanières sur les voitures électriques importées de Chine, pendant une période de cinq ans, y compris les véhicules du constructeur américain Tesla, qui possède une usine à Shanghai.

20 pays visés

Cette enquête antisubventions porte sur des produits comme le fromage frais, le lait caillé, le fromage bleu ainsi que certains laits et crèmes, a précisé le ministère chinois du Commerce. Elle a été engagée sur un an et *« pourra éventuellement être prolongée de six mois »*. La Chine va passer à la loupe une vingtaine de régimes de subventions dans l'ensemble de l'Europe. Autriche, Belgique, Croatie, République tchèque, Finlande, Italie, Irlande et Roumanie sont visées, a précisé le ministère chinois. La France est aussi dans le lot, indique la filière laitière tricolore.

La Chine, selon les données de Business France, est le premier importateur de produits laitiers dans le monde, avec un montant de 11,13 milliards d'euros en 2023, en recul de 13 %. Les principaux produits importés sont le lait en poudre en vrac, le lait infantile et le lactosérum. Ces dernières années, les Chinois ont introduit plus de produits laitiers dans leur régime alimentaire, avec une consommation par habitant qui reste toutefois plus faible que la moyenne mondiale. De nouvelles habitudes liées à leur image de produits sains, les Chinois étant *« de plus en plus soucieux de leur santé et de leur bien-être »*. Les achats sont d'ailleurs encouragés par le ministère de la santé.


L'enquête de la Chine va porter sur le fromage frais, le fromage bleu ainsi que certains laits et crèmes. *Photo iStock*

Ce regain de tension va pénaliser les agriculteurs et les entreprises de l'UE. L'Europe a exporté l'an dernier pour un total de 4,3 milliards de produits laitiers, dont une grande partie constituée par les laits infantiles, vers le pays (source TDM). L'enquête chinoise ne porte toutefois que sur un volant de 1,7 milliard d'euros de denrées, selon la Commission européenne.

Le Vieux-Continent est le deuxième fournisseur de la Chine dans ce secteur, après la Nouvelle-Zélande. Parmi les principaux pays exportateurs figurent les Pays-Bas, l'Allemagne et la France. En 2023, le montant des exportations tricolores vers le pays s'est élevé à 665 millions d'euros, un montant stable depuis 2021. La Chine pèse environ 8 % des ventes mondiales françaises de produits laitiers hors des frontières, en valeur. Un poids non négligeable. Sans le lait infantile, les ventes à l'export se réduisent à 386 millions d'euros.

Montée des tensions

Les entreprises françaises vendent surtout du beurre et de la crème. La France est d'ailleurs le second fournisseur mondial de ces deux denrées à la Chine, après la Nouvelle-Zélande. La filière laitière (CNIEL) précise être en lien avec les autorités chinoises, en attente de plus de précisions. Elle se dit prête à répondre à toute demande.

Ces représailles sont un nouveau coup dur pour la balance commerciale et les filières agricoles françaises. Pékin a annoncé en janvier enquêter sur une infraction supposée à la concurrence des eaux-de-vie européennes, comme le cognac. Or la Chine est le premier débouché des producteurs français en valeur, selon le Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC). Les ventes ont atteint 3,6 milliards d'euros sur des expéditions totales d'alcool de France de 4,9 milliards euros en 2022. ■

L'engouement pour les JO fait décoller la billetterie des Paralympiques

ÉVÉNEMENT

Alexandre Rousset

Après le succès populaire des Jeux olympiques, les Paralympiques arriveront-ils aussi à attirer les foules ? Mercredi, les organisateurs ont indiqué avoir déjà écoulé plus de 1,75 million de billets pour la compétition programmée du 28 août au 8 septembre.

A une semaine tout juste de la cérémonie d'ouverture, c'est un chiffre selon eux positif. *« On est ravis de la dynamique qui s'est installée »*, a assuré Michaël Aloïsio, directeur général délégué de Paris 2024, au cours d'une conférence de presse. Une dizaine de sports affichent presque complets, avec plus de 90 % de taux de remplissage, notamment sur *« les sites iconiques »*, a observé Michaël Aloïsio, citant Versailles avec la para-équitation, le Grand Palais pour la para-escrime et le parataekwondo ou encore le pied de la Tour Eiffel pour le cécifoot. Plus de 500.000 billets ont été acquis pour le para-athlétisme, le premier sport dans ces Jeux.

Si une certaine inquiétude pointait en coulisses au début de l'été, la réussite des JO aura mis un coup d'accélérateur aux réservations. Depuis la cérémonie d'ouverture du 26 juillet, ce sont 700.000 billets pour les Paralympiques qui ont été écoulés. *« Beaucoup de personnes qui ont raté les JO veulent se rattraper »*, expliquait ainsi Tony Estanguet, patron du comité d'organisation.

Faire mieux que Londres 2012

Les organisateurs n'ont pas donné d'objectif total de billets vendus pour la compétition, mais les estimations portent sur une fourchette de 2,6 à 2,8 millions. Pour atteindre cette barre, ou du moins s'en approcher le plus possible, quelque 800.000 billets sont toujours mis en vente à partir de 15 euros.

Alors que les récents JO de Paris ont déjà battu le record de billets vendus avec au moins 9,5 millions d'unités écoulées (dépassant les 8,3 millions d'Atlanta en 1996), l'ambition de dépasser les 2,7 millions de spectateurs lors des Jeux paralympiques de Londres en 2012 semble difficile, mais reste atteignable.

Une dizaine de sports affichent presque complets, notamment sur les sites iconiques.

Pour ce faire, les organisateurs comptent appuyer leur communication sur la nostalgie des spectateurs après la *« parenthèse enchantée »* des JO, et la promesse de revivre les mêmes émotions. *« Les Français vont pouvoir retrouver tous les ingrédients des Jeux olympiques, de la sécurité, mais aussi des sites iconiques, car on a gardé la même ambition dans ce domaine, et plus globalement, le même dispositif pour accueillir les spectateurs »*, soulignait mardi Tony Estanguet.

L'un des principaux défis sera d'attirer les spectateurs lors de la deuxième semaine de compétition, qui se déroulera après la rentrée scolaire. Une vraie problématique car selon les chiffres des organisateurs, le public attendu sera très majoritairement français (92 %) et familial. ■

Le géant américain Marriott étend toujours plus sa toile dans l'hôtellerie

HÔTELLERIE Le groupe états-unien Marriott International se renforce à la faveur d'un accord *« stratégique »* avec le jeune opérateur californien Sonder. Le numéro un mondial de l'hôtellerie va commercialiser le parc de son nouveau partenaire, soit 9.000 chambres et appartements. Il proposera ainsi de nouveaux boutiques-hôtels, soit d'élégants établissements à contre-courant de l'hôtellerie standardisée, mais aussi d'autres résidences hôtelières, une réponse à la concurrence d'Airbnb. De son côté, Sonder prend un nouvel élan en s'adossant au géant américain.
// PAGE 14

L'Australie veut exporter son énergie solaire vers Singapour

ÉNERGIES RENOUVELABLES Le gouvernement australien, qui souhaite devenir une superpuissance des énergies renouvelables, a donné son feu vert pour la construction d'une gigantesque centrale solaire dans le nord du pays. D'une capacité de 6 GW, elle alimentera la ville de Darwin aux deux tiers, mais aussi… Singapour. Le projet intègre en effet des lignes de haute tension et 4.300 kilomètres de câbles sous-marins. Ce sont ainsi 15 % des besoins en électricité de la cité-Etat qui pourraient être couverts. L'Australie, encore très dépendante des énergies fossiles, cherche à se décarboner. // PAGE 13

LES ENTREPRISES CITÉES

Un hypermarché Carrefour accueille le départ d'une étape du Tour d'Espagne

SPORT

Julien Boitel

C'est une première pour une course cycliste pour le moins surprenante. Après les départs photogéniques du Tour de France depuis les parcs d'attractions Disneyland Paris ou le Puy du Fou, La Vuelta va encore plus loin dans le sponsoring de son parcours. Ce jeudi 22 août, les coureurs prendront le départ de la sixième étape du Tour d'Espagne de l'intérieur d'un hypermarché Carrefour, à Jerez de la Frontera, une ville de plus de 200.000 habitants en Andalousie.

Le peloton et la voiture de direction parcourront les premiers mètres neutralisés à l'intérieur du magasin, là où les clients font habituellement leurs courses. Pour l'occasion, l'enseigne arborera une décoration spéciale préparée par 400 employés.

Un partenariat de douze ans

Ce départ insolite scelle une longue relation entre le distributeur français et l'épreuve espagnole. Carrefour Espagne, sponsor principal de l'événement depuis douze ans, a renouvelé l'année dernière son partenariat avec Amaury Sport Organisation (ASO), l'organisateur de La Vuelta qui est aussi derrière le Tour de France, le Dakar ou encore le marathon de Paris.

Pendant les trois semaines de la course cycliste espagnole, qui a débuté à Lisbonne, au Portugal, samedi 17 août, il est difficile de rater les publicités de la marque. Carrefour parraine notamment la Roja, l'équivalent du maillot jaune sur le Tour de France. Après chaque étape, le maillot revêtu par le leader du classement général est même remis par un employé de Carrefour.

Depuis 2023, le distributeur est aussi devenu le sponsor titre du Tour d'Espagne féminin, avec la dénomination « Vuelta españa femenina by Carrefour.es ». Avec ces événements, la marque entend partager les mêmes valeurs que La Vuelta de *« compétitivité, d'effort, de travail d'équipe et de proximité avec les fans »*, et en profite pour faire discrètement la promotion d'une alimentation saine et durable avec des dégustations gratuites de produits locaux à chaque étape. ■

Stellantis : la bataille d'Amérique de Carlos Tavares pour redresser les marges

● Le patron du constructeur a écourté ses vacances pour tenter de résoudre les problèmes du groupe aux Etats-Unis.
● En jeu : le maintien d'une marge « à deux chiffres » en 2024.

AUTOMOBILE

Guillaume Guichard

Il y a mieux, pour terminer ses vacances, que l'industrieuse et interminable banlieue de Detroit, dans le Michigan. Carlos Tavares et sa garde rapprochée ont pourtant écourté leurs congés pour atterrir mardi soir dans la capitale de l'automobile américaine, où se situe le siège régional de Stellantis. Ils y plancheront jusqu'à vendredi soir sur les problèmes en Amérique du Nord.

L'heure est grave. Les stocks de voitures invendues s'accumulent sur les parkings des usines et des concessionnaires. Les marques du groupe, les iconiques Dodge, Jeep, RAM et Chrysler, ne cessent depuis un an et demi de concéder des parts de marché aux concurrents. Plusieurs usines ne tournent plus rond.

Le patron portugais du groupe américano-franco-italien doit redresser l'activité sur son principal marché, celui qui lui rapporte le plus. Non pas que Stellantis soit dans le rouge ou sur le point d'y basculer.

L'enjeu réside plutôt dans le maintien d'une marge opérationnelle à deux chiffres en 2024 sur le périmètre du groupe. Un exploit financier réitéré depuis 2021 par le groupe, mais inédit pour un constructeur automobile généraliste occidental. Une performance que Carlos Tavares compte bien installer comme une habitude.

Reste que l'indicateur financier a quelque peu fondu au premier semestre, à tout juste 10 %, après 12,8 % en 2023 et 13 % en 2022. Le groupe a évité l'avertissement sur résultats pour 2024. Ce qui n'empêche pas le consensus des analystes de tabler, pour l'année entière, sur une marge opérationnelle de « seulement » 9,8 %, rapporte HSBC. Soit sous la fameuse « marge à deux chiffres » visée par Stellantis.

Il faut donc redresser la barre d'un paquebot légèrement à la dérive. Le programme de Carlos Tavares, au siège historique de Chrysler à Auburn Hills, est chargé. De source interne, il va devoir balayer l'ensemble des activités du groupe d'ici à la fin de semaine, avant de redécoller pour d'autres contrées. Bref, « une immersion », illustre la source interne.

Visite d'usine, descente chez des concessionnaires, revues des activités nord-américaines… Le dirigeant à l'habitude de ce genre d'opération commando. A l'automne dernier, il avait passé deux jours en Ile-de-France et dans la région Centre pour calmer la colère des distributeurs.

« *Depuis juin et la journée investisseurs organisée à Detroit, Carlos Tavares a laissé deux mois à ses équipes pour qu'elles lui proposent un plan d'action, explique un proche du patron. Il mobilise maintenant de son temps de vacances afin d'étudier les propositions des équipes, formuler un plan d'action et détailler sa mise en œuvre.* »

Des stocks qui débordent

C'est au printemps, lors d'une traditionnelle revue des activités nord-américaines, que le chef d'entreprise réalise l'ampleur du problème. Il a pour habitude de mener cet exercice mensuel lors de sa semaine de télétravail dans son domaine portugais, à 45 minutes de l'aéroport de Lisbonne.

De 8 heures à 18 heures, ses « top executives » se succèdent en visioconférence pour lui présenter leurs derniers chiffres et indicateurs en une centaine de tableaux compulsés par les financiers. « *Pas besoin d'être tous autour de la même table pour passer son temps à regarder le même écran* », explique-t-on chez Stellantis.

Pointe une conjonction de trois problèmes aux Etats-Unis. Quelques usines américaines ont vu leurs performances décliner. Dans le même temps, alors que le groupe avait terminé l'année 2023 avec des stocks déjà trop élevés, le marché s'est retourné, allongeant les files de voitures invendues sur les parkings d'usines et de concessionnaires.

Cela tombe au plus mal. Les clients se rendent moins, justement, chez les concessionnaires. « *Les actions marketing ne sont pas suffisamment professionnelles et efficaces* », a pointé Carlos Tavares lors de la journée investisseurs organisée mi-juin à Auburn Hills. Usines, stocks et marketing : « *Nous avons mis trop de temps à résoudre ces trois problèmes* », a reconnu le dirigeant au début de l'été. Il ne blâme, devant analystes et investisseurs, que lui-même. « *Nous avons été trop arrogants,* lâche-t-il. *Et quand je dis nous, je parle de moi.* »

Les analystes s'étonnent en privé de ne pas avoir vu Carlos Tavares réagir plus rapidement. « *Il ne nous a pas habitués à cela* », lâche rétrospectivement l'un d'entre eux.

Des trous dans la gamme

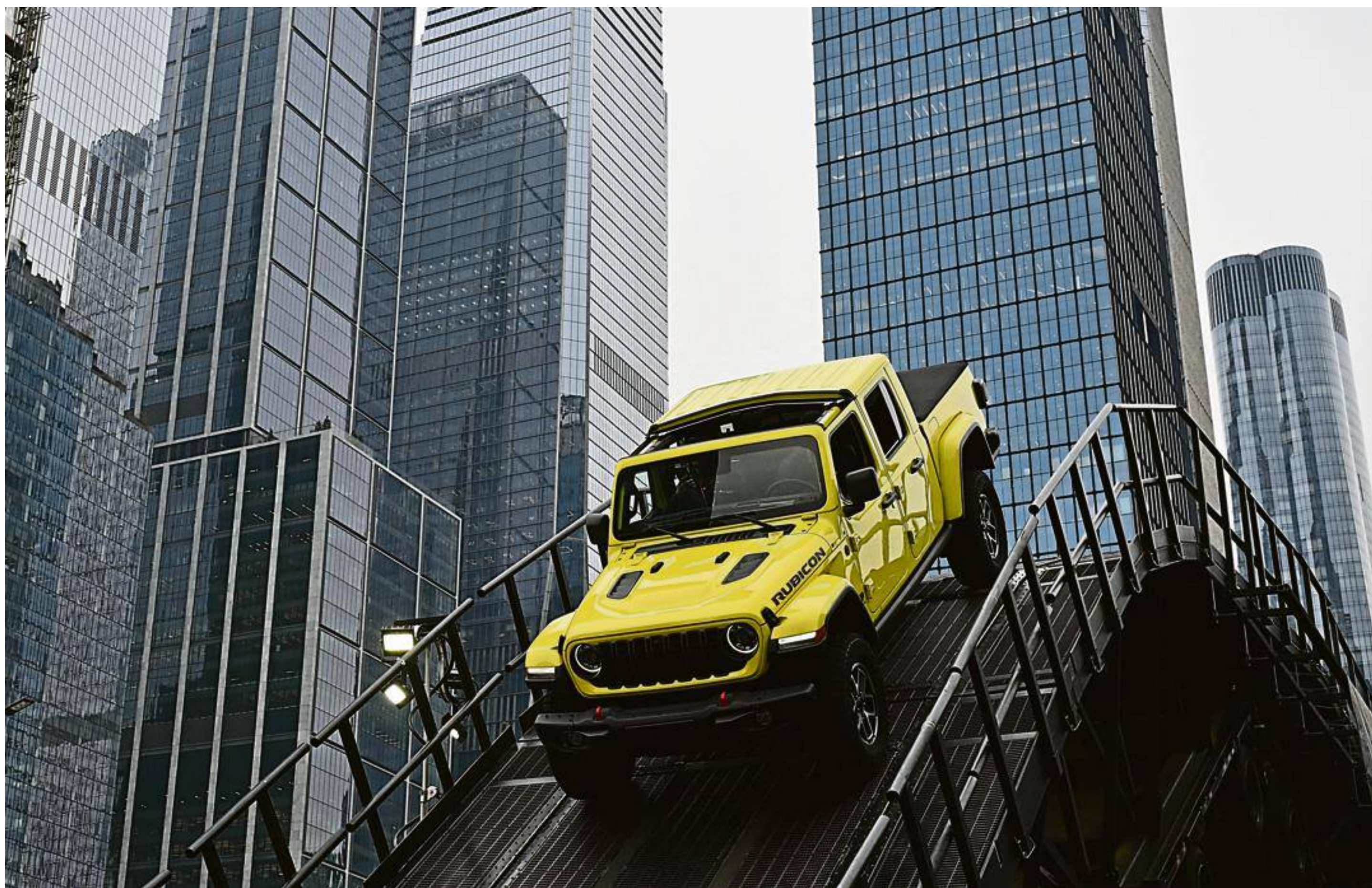
Interrogé par la presse mi-juin, Carlos Tavares reconnaît aussi du bout des lèvres un problème organisationnel. « *Dans une entreprise à 200 milliards de chiffres d'affaires, vous n'êtes pas au courant de tout,* détaille-t-il. *Je ne suis qu'un être humain, n'est-ce pas ? Certes, j'aurais dû voir le problème plus tôt et réagir plus rapidement. Il m'a manqué des feux d'alerte. Nous allons en parler avec les équipes.* »

Nous y sommes. Certains analystes et experts soulignent que les problèmes de Stellantis aux Etats-Unis sont plus profonds. Les stocks qui s'accumulent ? « *Stellantis a pris du retard sur l'état du marché, n'ayant pas activé ristournes et baisses de prix dans les temps* », juge Bertrand Rakoto, consultant chez Ducker Carlisle, basé à Détroit. « *Le groupe a également trop coupé dans les coûts, détériorant le développement des produits et se retrouvant avec des trous dans sa gamme,* continue-t-il. *Prenez Jeep, il lui manque deux modèles à gros volumes, le Cherokee et le Compass n'ayant pas été remplacés.* »

Attaque syndicale

Se profile également un front social pour Carlos Tavares aux Etats-Unis. Le patron a été pris à partie par le chef de file du syndicat des salariés américains de l'automobile, Shawn Fain. Qualifiant au passage la performance opérationnelle du directeur général de Stellantis de « *minable* », le responsable syndical a menacé le groupe d'une nouvelle grève pour ne pas avoir tenu ses promesses de réouverture de son usine de Belvidere (Illinois). Stellantis lui a demandé d'être patient, qu'il tiendrait parole.

La patience, c'est ce que Carlos Tavares demande aussi aux investisseurs. Les effets du plan de redressement de l'Amérique du Nord pourraient commencer à se voir dans les chiffres publiés pour le troisième trimestre, puis plus franchement lors des résultats annuels 2024. Rendez-vous est pris. ■



Le patron portugais du groupe américano-franco-italien doit redresser l'activité du marché américain, celui qui lui rapporte le plus.

Photo Angela Weiss/AFP

Peugeot recrute une équipe de nuit pour sa nouvelle 3008

Le groupe automobile Stellantis recrute 450 intérimaires dans le Doubs pour faire face aux nombreuses commandes du nouveau modèle phare de la marque au lion assemblé à Sochaux.

Bonne nouvelle sur le front industriel. Stellantis a annoncé mardi avoir lancé le recrutement de 450 intérimaires pour venir étoffer son usine de Sochaux (Doubs). Le constructeur constitue pour début septembre une demi-équipe de nuit afin d'accélérer la cadence de production du nouveau Peugeot 3008.

Le SUV, mis sur le marché au printemps en France et au début de l'été en Europe, a fait l'objet de 50.000 commandes, selon Stellantis. « *Un véritable succès en seulement deux mois de commercialisation à travers l'Europe* », insiste le groupe. Un quart des commandes porte sur des modèles tout électriques.

Annonce surprise

Une équipe de nuit permettra de faire grimper les cadences à 1.000 voitures produites par jour. De tels recrutements sont monnaie courante lors du lancement d'un nouveau modèle mais cette annonce a tout de même surpris agréablement les syndicats.

« *Nous pensions devoir attendre janvier 2024 pour qu'une nouvelle équipe de nuit soit créée mais ce beau carnet de commandes a permis d'aller plus vite,* réagit Bilal Benchaa, représentant CFDT à Sochaux. *Nous espérons que cela permettra de recruter une équipe complète à terme.* » « *La solution de la demi-équipe permet de mieux former les nouveaux intérimaires* », souligne Laurent Oechsel, délégué syndical central CFE CGC.

Le site n'avait plus d'équipe de nuit depuis avril 2023, avec la diminution des volumes de production du 3008 en fin de vie. Résultat, Sochaux était resté l'an dernier – pour la deuxième fois de suite – derrière l'usine de Toyota de Valenciennes en matière de production de voitures, n'ayant produit que 170.000 véhicules, un plus bas historique.

Cette année, et d'après les prévisions du groupe dont « Les Echos » avaient eu connaissance en janvier, la production devrait remonter à 200.000, puis grimper à 250.000 en 2025. Ce, grâce au nouveau 3008, mais aussi à sa nouvelle version 7 places, le 5008, qui débute sa commercialisation également en septembre.

Nouvelle phase de croissance

Ces deux modèles font partie d'une plus large offensive produits que Stellantis a prévue d'ici la fin de l'année. Pas moins de 20 modèles doivent être lancés de par le monde. Le groupe décline en effet actuellement ses deux nouvelles plateformes (le socle technique d'une automobile), STLA Medium et Large, dans chacune de ses 14 marques.

L'enjeu : reconquérir des parts de marché, alors que le groupe perd du terrain depuis plus d'un an.

L'enjeu : reconquérir des parts de marché, alors que le groupe perd du terrain depuis plus d'un an et demi face à ses concurrents sur ses principaux marchés, les Etats-Unis et l'Europe. « *L'accent était mis jusqu'à présent sur la réduction des coûts,* relève Michael Tyndall, analyste chez HSBC. *Mais la prochaine phase de croissance pour Stellantis repose désormais sur le succès de ses nouveaux produits.* » — **G. G.**

Ford réduit l'électrique au profit des voitures hybrides

Le constructeur américain a annoncé mercredi un coûteux renoncement à un nouveau modèle de SUV électrique trop peu rentable et le report du renouvellement du pick-up F-150 à batteries.

Matthieu Quiret

Qu'il est loin le temps où Ford n'arrivait pas à suivre en production l'envolée des commandes pour son pick-up électrique F-150. L'heure est plutôt au gros coup de frein du constructeur américain sur les voitures à batteries. Il a annoncé mercredi l'abandon de son projet de SUV 7 places nouvelle génération et le report du lancement du nouveau modèle de pick-up électrique.

Comme pour bien marquer le virage, Ford a également assumé réduire de 30 à 40 % la part de ses investissements annuels consacrée à l'électrique.

C'est un recul notable du PDG Jim Farley, celui-là même qui avait lancé il y a quatre ans son entreprise à la poursuite des autres pionniers de l'électrique comme Tesla, après des années d'hésitations. Il a d'ailleurs regretté devant la presse de devoir jeter les plans de son SUV, « *qu'il adore* » mais qui n'est pas rentable à produire. La facture de cet abandon se monte à 1,9 milliard de dollars.

Pragmatisme

Ford ne tourne pas pour autant le dos aux électrons, mais cible désormais d'autres segments en mettant l'accent sur les propulsions hybrides. Le développement de nouveaux vans électriques ou des pick-ups plus petits a d'ailleurs été annoncé. L'industriel a par ailleurs évoqué des ajustements importants dans ses approvisionnements en batteries en privilégiant la production aux Etats-Unis pour profiter des avantages fiscaux du plan Biden (IRA).

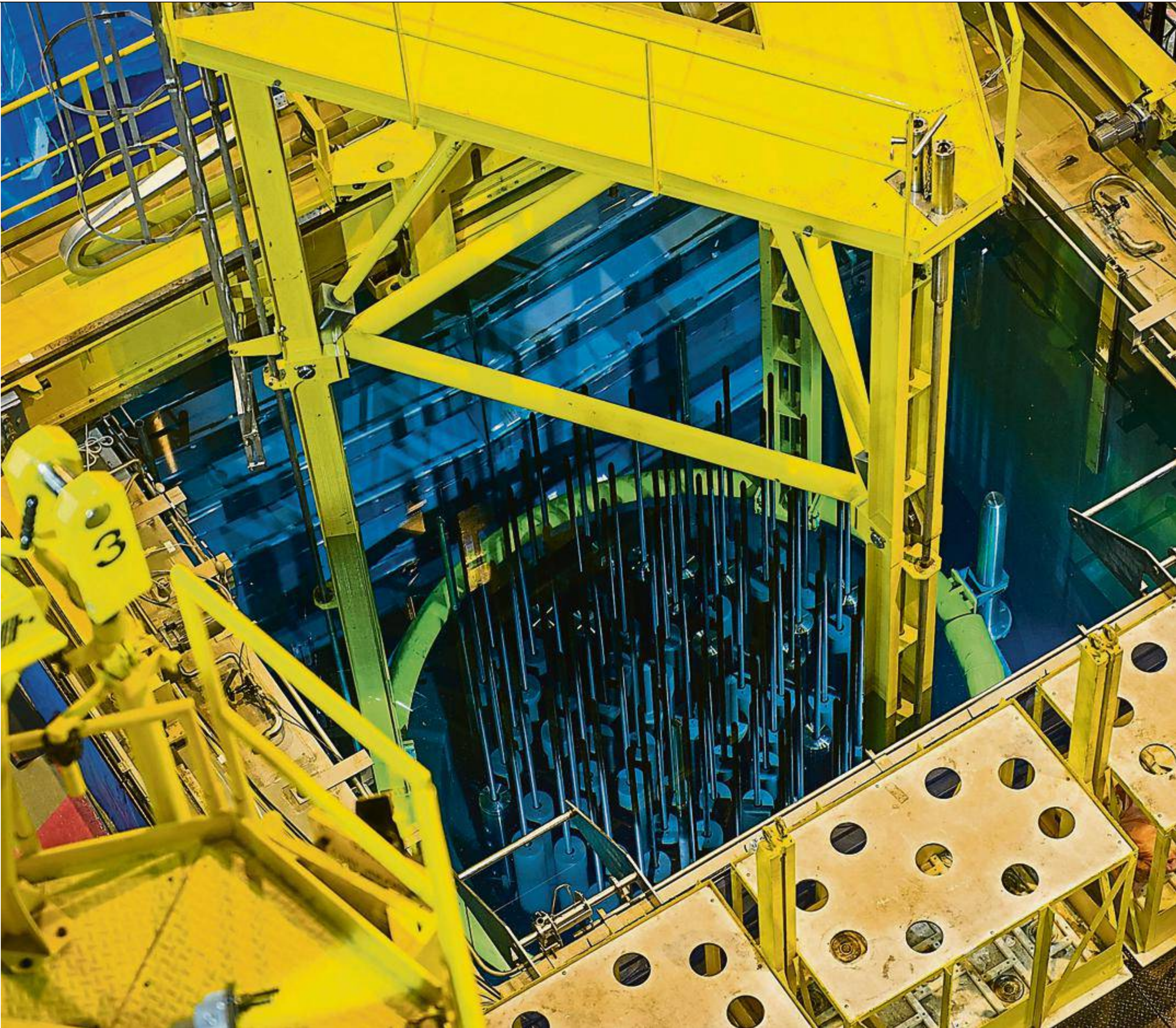
Un bon connaisseur de l'automobile américaine juge que Ford fait là preuve de pragmatisme devant l'apathie du marché de l'électrique outre-Atlantique. Les ventes continuent certes à augmenter à un rythme stable mais elles ne suivent pas la courbe exponentielle qu'espéraient les promoteurs de ce mode de propulsion. Selon une étude de HSBC, sur les cinq premiers mois de 2024, la croissance des véhicules à batterie reste stable à 8 %.

D'après ce consultant, Ford fait le pari, comme Toyota par exemple, de pouvoir respecter les normes d'émissions les plus dures avec la technologie de l'hybridation. La norme CARB sera appliquée en 2026 par 14 Etats américains seulement mais ils représentent la moitié du marché domestique, notamment car ils incluent la Californie, très structurante pour cette industrie.

Ford peut arguer d'un catalogue équilibré de technologies, entre l'électrique pure, l'hybride, l'hybride rechargeable ou les moteurs thermiques. Jim Farley s'est même fait mercredi l'avocat d'une nouvelle approche adoptée en Chine et qui offre une forte autonomie : un petit moteur à essence utilisé simplement pour recharger en appoint la batterie.

Le marché veut croire à la nouvelle stratégie de Ford, le cours qui avait perdu 12 % cette année a repris un peu du poil de la bête (2 %). Reste à voir l'impact financier des charges que va devoir avaler le groupe après ces abandons. A l'annonce des résultats semestriels fin juillet, Ford avait reconnu un recul sur un an de 27 % de son résultat opérationnel du second trimestre. ■

Comment EDF a failli plonger la France dans le noir



En août 2021, des fissures de plusieurs millimètres sont détectées sur les circuits d'injection de sécurité du réacteur numéro un de la centrale nucléaire de Civaux, dans la Vienne. *Photo Guillaume Souvant/AFP*

LES RÉSURRECTIONS INDUSTRIELLES (3/6)

Des fissures de quelques millimètres ont entraîné la mise à l'arrêt préventive de près de la moitié des réacteurs nucléaires d'EDF, privant l'Europe de courant en pleine guerre en Ukraine.

Une crise industrielle qui a fait trembler la maison EDF et changé radicalement la donne sur les marchés de l'électricité. Récit.

Sharon Wajsbrot

C'est un anniversaire qui se fait discret chez EDF, occupé cet été à célébrer les JO et sa vasque électrique qui a porté pour la première fois la flamme olympique dans le ciel de Paris. Il y a trois ans néanmoins démarrait chez EDF une crise industrielle d'une ampleur inédite qui a bien failli plonger la France dans le noir.

En août 2021, le réacteur numéro un de la centrale nucléaire de Civaux, dans la Vienne, est mis à l'arrêt pour une visite décennale de routine, une sorte de bilan de santé des installations réalisé tous les dix ans. Les techniciens chargés de contrôler les tuyauteries n'en croient alors pas leurs yeux. Les circuits d'injection de sécurité du réacteur, ceux qui permettent d'injecter de l'eau borée dans le cœur pour le refroidir en cas de pépin, présentent des fissures de plusieurs millimètres. Inimaginable pour ce type de circuits, ce défaut rend impossible tout redémarrage.

« Corrosion sous contrainte »

On parle là de circuits sous pression, extrêmement sensibles pour éviter la propagation de la radioactivité, en cas d'accident. Surtout, si les ingénieurs d'EDF s'accordent à dire que ces fissures ont été provoquées par de la « corrosion sous contrainte » – un phénomène bien connu dans la métallurgie – personne ne sait comment elle a pu apparaître. Car ces tuyauteries en acier inoxydable sont réputées à toute épreuve.

A la mi-décembre, les autres réacteurs du même type sont donc mis à l'arrêt, par précaution et là encore des tuyauteries sont découpées pour vérifier que la corrosion ne les a pas atteintes. Un crève-cœur mais hélas, les sondages par ultrasons ne livrent que trop peu d'informations.

Le verdict est sans appel : Civaux 2 et les réacteurs de la centrale de Chooz (Ardennes) sont frappés par le même mal. Alors que l'hiver s'engage et que sous la pression de Moscou les livraisons de gaz russe se tendent déjà en Europe, EDF se résout alors à aller investiguer, sans attendre, dans ses autres centrales.

Le résultat est là encore très alarmant : un autre modèle de réacteur en exploitation en France est touché, or EDF exploite 12 unités dotées de cette technologie. In fine, seuls les réacteurs les plus anciens construits par EDF en France, ceux dont le design issu des plans de l'américain Westinghouse n'avait pas été modifié, se retrouvent immunisés contre ce mal.

A la mi-année, près de la moitié des réacteurs d'EDF sont donc à l'arrêt. Pourvoyeur essentiel de courant en Europe, le parc nucléaire d'EDF va manquer cet hiver sur tout le Vieux Continent. Alors que la guerre en Ukraine fait flamber le prix du gaz, ceux de l'électricité s'envolent vers des sommets encore plus haut et en particulier en France où la crainte de la panne de courant s'installe. Fin août 2022, la barre des 1.000 euros le mégawattheure est franchie sur les marchés de gros. Des prix intenables pour les ménages comme pour les industriels.

La date

Août 2022

La barre des 1.000 euros le mégawattheure est franchie sur les marchés de gros. Des prix intenables pour les ménages comme pour les industriels.

Travaux préventifs d'ampleur

Face à l'ampleur des répercussions, les critiques fusent. Fallait-il vraiment mettre à l'arrêt autant de réacteurs en même temps ? Bernard Doroszczuk, le président de l'Autorité de sûreté reste droit dans ses bottes : « *Il s'agit d'un sujet sérieux, en cas de brèche, lors d'une situation accidentelle, nous serions face à des dommages sur l'installation et à une perte potentiellement durable du réacteur, avec un risque modéré mais existant de rejets radioactifs à l'extérieur* », insiste-t-il devant les parlementaires.

« *On a été amené à prendre des décisions que certains ont trouvé trop prudentes. J'ai surtout le sentiment qu'on n'est pas resté les bras ballants* », estime aussi, après coup, Régis Clément, le directeur adjoint de la division production nucléaire chez EDF.

A la mi-année, face à la pression pour donner de la visibilité sur la sortie de crise, EDF décide néanmoins de changer radicalement de stratégie. Au lieu d'aller chercher tuyau par tuyau des traces de corrosion sous contrainte pour réparer les parties endommagées, le groupe public va engager des travaux préventifs d'ampleur. « *Cette stratégie a émergé en 2022, car on se rend compte alors que chercher des défauts de proche en proche ne permet pas de maîtriser nos plannings. Cela nous a permis de basculer d'un monde d'incertitudes à un monde de prévisions* », explique Régis Clément.

EDF met alors les bouchés doubles, commande de l'acier chez des fondeurs italiens, demande à Framatome et à Westinghouse de mobiliser des soudeurs outre-Atlantique pour venir prêter main-forte aux équipes françaises déjà sur le terrain. Pour préparer la suite, les équipes d'ingénieurs d'EDF sont aussi mobilisées pour mettre sur pied un système capable de détecter cette fameuse corrosion, sans découper les tuyaux…

« *On a raccourci les lignes à tous les étages pour développer en moins d'un an ce qu'on faisait en deux ou trois ans habituellement* », atteste Régis Clément. L'industrialisation des travaux permet aussi au gendarme du nucléaire d'accélérer ses propres cadences. « *Au début de la corrosion sous contrainte, il fallait quinze jours d'instruction à l'ASN pour nous permettre de couper un tuyau, aujourd'hui les dossiers sont examinés en 24 à 48 heures* », indique encore le directeur adjoint du parc d'EDF.

> « On a raccourci les lignes à tous les étages pour développer en moins d'un an ce qu'on faisait en deux ou trois ans habituellement. »
> **RÉGIS CLÉMENT**
> Directeur adjoint de la division production nucléaire chez EDF

Le tunnel des travaux est très long : EDF aura achevé ses inspections pour corrosion sur l'ensemble de ses réacteurs en 2025. Mais l'hiver 2022-2023, se révèle finalement, sans encombre. La douceur de l'hiver, la discipline des consommateurs qui, de gré ou de force, ont réduit leurs consommations ont permis d'éviter la panne de courant catastrophe. De quoi permettre aux prix sur les marchés de gros d'amorcer leur décrue.

EDF retrouve aussi un certain optimisme sur sa capacité à produire du courant. Début 2023, il annonce un objectif de 300 à 330 térawattheures. Il finira l'année à 320 TWh, grâce à des travaux qui se passent – fait notable – comme prévu. C'est certes très peu comparé aux années passées mais c'est mieux que les 279 TWh fournis en 2022, lors de l'année catastrophe.

Cette année-là, faute de courant à livrer aux clients à qui l'énergéticien avait déjà vendu ses électrons, EDF a racheté au prix fort de gros volumes d'électricité sur les marchés. De quoi creuser ses pertes à un niveau jamais vu de 18 milliards en 2022.

Ce chiffre ne résume pas à lui seul le coût de cette crise industrielle d'ampleur. Vient s'ajouter le 1,2 milliard d'euros de travaux engagé par EDF pour réparer mais surtout le surcoût pour les entreprises, les ménages et les Etats qui ont accusé, et accusent encore, le coup de la flambée des factures d'électricité.

La page est néanmoins sur le point de se tourner. A fin juillet 2024, 50 des 56 réacteurs en exploitation en France ont été contrôlés et traités pour des problèmes liés à de la corrosion sous contrainte. D'ici la fin de l'année, EDF estime qu'il en aura traité quatre de plus. Les deux derniers, Paluel 4 et Bugey 2, le seront en 2025, lors de leur arrêt programmé.

Demain
Dieselgate, le scandale qui a transformé l'automobile européenne

Un parc solaire australien pour alimenter Singapour

ÉNERGIE

Le soleil du désert australien pour éclairer les gratte-ciel de Singapour ? L'idée n'est pas si saugrenue qu'il n'y paraît.

L'Australie a donné son aval à un projet géant au nord du pays, destiné à alimenter le marché domestique, mais aussi Singapour grâce à des câbles sous-marins.

Marie Ellison
— Correspondante à Sydney

L'Australie veut devenir une « superpuissance » des énergies renouvelables. Et son rayonnement pourrait bien aller au-delà de ses frontières… La ministre australienne de l'Environnement Tanya Plibersek a donné son feu vert, ce mercredi, à un colossal projet intercontinental de centrale solaire, au nord du pays.

Porté par l'entreprise SunCable, Australia-Asia Power Link ambitionne d'installer des panneaux solaires sur 12.000 hectares de pâturages arides entre Darwin et Alice Springs, dans le Territoire du Nord, état très peu peuplé d'Australie. Le projet prévoit aussi 800 kilomètres de ligne de transmission à haute tension aérienne jusqu'à la ville portuaire de Darwin et 4.300 kilomètres de câbles sous-marins vers Singapour, en Asie du Sud-Est.

La capacité énergétique annoncée pour 2030 serait de l'ordre de 6 gigawatts et pourrait alimenter 3 millions de foyers : 4 GW destinés à l'agglomération de Darwin et deux livrés à Singapour. L'énergie renouvelable produite en Australie devrait ainsi combler 15 % des besoins en électricité de cette cité-Etat, qui cherche à diversifier son mix énergétique et l'origine de ses fournisseurs. Suncable se donne pour mission de « *fournir une énergie renouvelable fiable et peu coûteuse à l'Australie et à l'Asie* ».

La production énergétique de la ferme solaire devrait être garantie 24 heures sur 24, sept jours sur sept, grâce à des batteries de stockage ainsi qu'à un parc éolien, pour compenser l'absence de lumière la nuit. « *Les niveaux d'irradiation dans le Territoire du Nord sont de 30 à 40 % supérieurs à ceux de certains marchés asiatiques avec lesquels nous sommes en concurrence. C'est un véritable avantage concurrentiel que ce territoire dispose, tant du point de vue du solaire que de l'éolien* », a fait valoir le directeur général de SunCable, Cameron Garnsworthy, dans le quotidien « Australian Financial Review ».

> Les renouvelables représentaient 32 % de la production totale d'électricité en 2022, contre 47 % pour le charbon.

Avant de voir le jour, le projet devra toutefois encore franchir de nombreuses autres étapes, notamment recevoir l'accord des propriétaires aborigènes des terrains et de l'autorité du marché de l'énergie de Singapour. Le gouvernement indonésien doit aussi donner son aval pour l'installation des câbles sous-marins qui traverseront ses eaux. SunCable dispose déjà de bureaux à Singapour et Jakarta pour faciliter ces procédures.

La décision finale d'investissement est prévue pour 2027. La facture de ce projet inédit est estimée à 30 milliards de dollars australiens (soit 21,2 milliards d'euros). Derrière SunCable, se trouve le fonds d'investissement Grok Ventures du milliardaire australien Mike Cannon-Brookes, cofondateur et PDG de l'éditeur de logiciels Atlassian, qui se décrit aussi comme un « *évangéliste des énergies propres* ». Le renouvelable est le nouveau cheval de bataille de l'Australie, qui figure toujours parmi les principaux exportateurs de gaz et de charbon, mais qui vise la neutralité carbone en 2050. Son mix énergétique est encore dominé par les énergies fossiles, les renouvelables représentaient 32 % de la production totale d'électricité en 2022, contre 47 % pour le charbon. Et elle est fortement touchée par le changement climatique.

La ministre australienne de l'Environnement se réjouit dès lors de l'« envergure massive » du projet AAPower Link. « *Il s'agira du plus grand parc solaire au monde, qui positionnera l'Australie comme leader mondial de l'énergie verte. Il va donner de l'élan à nos capacités de recherche et de production dans le domaine des technologies renouvelables* », augure Tanya Plibersek. ■

A Grenoble, le secteur chimique craint un effet domino autour de Vencorex

CHIMIE

Concurrencé par des produits chinois sur son marché principal, le site de l'industriel cumule les pertes depuis près d'un an.

L'inquiétude gagne les entreprises voisines, notamment Arkema et Framatome, qui utilisent des sous-produits de Vencorex comme matière première.

Florian Espalieu
— Correspondant à Grenoble

Grenoble tremble pour sa chimie et en particulier pour son fer de lance, Vencorex. La CGT a adressé fin juillet une lettre aux députés isérois (hors RN) nouvellement élus, faisant suite à une alerte émise fin 2023. *« Notre étude a conclu que les pertes de la société atteignaient annuellement une soixantaine de millions d'euros pour 2023 et presque autant pour 2024 »*, indique Adrien Poirieux, référent départemental CGT de la fédération des industries chimiques.

Revêtements, adhésifs, mastics, élastomères… Utilisés comme composants pour peintures et vernis, les isocyanates sont présents dans nombre d'objets du quotidien et sont le produit phare fabriqué dans l'usine Vencorex du Pont-de-Claix, dans le sud de l'agglomération grenobloise. Employant près de 600 personnes dans le monde, cette filiale de PTT Global Chemical, plus important groupe pétrochimique thaïlandais, s'adresse aux marchés professionnels de l'automobile, de la construction, du bâtiment, de l'électronique et de la peinture. Si le siège français de la société se situe dans la région lyonnaise, les trois quarts de ses effectifs se concentrent sur le site dauphinois.

Marchés surcapacitaires

Fondée en 2012, l'entreprise Vencorex est l'une des héritières de la chimie locale née en 1915 pour produire du chlore dans le contexte de la guerre contre l'Allemagne. Aujourd'hui, la société pèse plusieurs centaines de millions d'euros de chiffre d'affaires annuel et concentre l'essentiel de son activité sur les infrastructures du Pont-de-Claix, en interaction avec celles de la commune voisine de Jarrie où sont notamment implantés Arkema et Framatome : au total, les deux plateformes représentent environ 1.000 emplois directs et 5.000 emplois induits. Autant dire que les déboires de Vencorex depuis un an et demi sont suivis de près : « *Hors période Covid, nous étions jusqu'à fin 2022 sur une croissance assez solide, à partir de laquelle nous avions bâti notre stratégie, mais les marchés se sont depuis retournés*, retrace un porte-parole de l'entreprise aux « Echos ». *Ils sont devenus surcapacitaires en raison de nos concurrents asiatiques, qui font tourner leurs usines à plein alors qu'ils ne peuvent écouler leurs stocks sur leur marché interne qui ne redémarre pas.* »

Un phénomène que Vencorex constate à la fois en Amérique latine, en Asie, en Europe, et dans une moindre mesure aux Etats-Unis – barrières douanières à l'entrée obligent. Avec *« un double effet en termes de volume et de prix »* et des coûts de production plus réduit *« du fait des prix de l'énergie, des contraintes environnementales et des aspects sociaux »*. Si la direction concède avoir perdu la place de numéro 2 mondial qu'elle détenait il y a plusieurs années, elle ne souhaite pas donner plus de chiffres.

> L'entreprise avoue avoir perdu sa place de numéro 2 mondial.

> Pour l'heure, PTT GC renfloue régulièrement la trésorerie, mais jusqu'à quand ?

« Les entreprises chinoises ont quadruplé leurs capacités de production et inondent le marché avec un produit 30 % moins cher », ajoute le porte-parole de l'entreprise. Pour l'heure, PTT GC renfloue régulièrement la trésorerie, mais jusqu'à quand l'actionnaire va-t-il accepter de continuer ? Un nouveau point doit avoir lieu en septembre, indique la direction de Vencorex.

Les entreprises voisines s'inquiètent aussi d'une potentielle contagion. Car un sous-produit de Vencorex – les sels issus de son process de fabrication – constitue l'une de leurs matières premières. Le PDG d'Arkema, Thierry Le Hénaff, se serait ainsi déclaré inquiet de la situation de Vencorex, selon Hubert Franchi, syndicaliste CGT du site. « *Ce qui me rassure, c'est que nous sommes les seuls à produire des perchlorates. Ils sont notamment utilisés par la fusée Ariane et nous venons de signer un contrat d'approvisionnement pour une dizaine d'années, ce qui conforte notre position* », tempère le représentant du personnel. Il ajoute que des discussions seraient engagées au ministère de l'Industrie afin de trouver une solution. ■



Sonder est spécialisé dans l'hôtellerie chic ainsi que dans les appartements élégants avec services associés. *Photo Sonder*

Marriott prend sous son aile l'opérateur californien Sonder

HÔTELLERIE

Le numéro un mondial a signé un accord de licence stratégique de long terme avec Sonder, qui traverse une passe délicate.

Christophe Palierse

Géant mondial de l'hôtellerie depuis son absorption de Starwood Hotels & Resorts, en 2016, Marriott International étend son empire. Le géant américain, fort d'environ 1,6 million de chambres à la fin 2023 pour près de 9.000 établissements sous une trentaine de marques, prend sous son aile la société d'hébergement californienne Sonder Holdings, dont l'offre combine hôtellerie chic et non standardisée et appartements élégants avec services associés.

Les deux opérateurs viennent d'annoncer la signature d'un accord de licence stratégique de long terme qui intégrera le parc de Sonder aux différents canaux de distribution de la plateforme de réservation de Marriott d'ici à 2025. Soit 9.000 « unités » – chambres d'hôtel et appartements – aujourd'hui exploitées, 1.500 autres étant à venir. Sonder, qui s'est lancé en 2014, est présent dans une quarantaine de destinations pour une dizaine de pays d'implantation. Son offre fera l'objet d'une appellation spécifique, « Sonder by Marriott Bonvoy », du nom du programme de fidélité de Marriott.

Accord exclusif

En contrepartie, le géant américain percevra des redevances dont le montant sera calculé sur la base d'un pourcentage du volume d'affaires brut enregistré via ses canaux de vente. L'accord, qui est exclusif, précise Marriott, s'accompagne de l'apport par ce dernier de 15 millions de dollars à Sonder, en deux tranches à verser d'ici au 31 mars 2025.

Le numéro un mondial de l'hôtellerie va ainsi étoffer son offre d'hôtellerie urbaine avec des établissements de type boutique-hôtel, dont le cachet tranche avec l'hôtellerie de chaîne classique. En outre, Marriott enrichit sa palette d'hébergements pour des séjours de longue durée avec les résidences hôtelières de Sonder.

Une façon de coller aux aspirations d'une clientèle qui évolue, notamment sous l'influence des millennials. La résidence hôtelière, qui séduit tout autant les voyageurs d'affaires que les touristes, répond aussi à la concurrence des plateformes de location telles qu'Airbnb et Vbro, dont le français Abritel est l'une des marques.

En France, l'opérateur, dont le siège international est situé à San Francisco, vient d'ouvrir son dixième hôtel, ce qui y porte son total de chambres à 380. Ces établissements en comptent 20 pour le plus petit, et 60 pour le plus grand. Sonder, qui dispose de 5 hôtels à Paris, de 3 à Nice et de 2 Cannes, prévoit d'en ouvrir un onzième à la fin de l'année à Megève (66 chambres). Par ailleurs, un quatrième établissement niçois (80 chambres) est en vue pour 2025.

Dans l'Hexagone, l'année prochaine sera en outre marquée pour l'entreprise par la commercialisation de ses premiers appartements par le biais d'une résidence hôtelière parisienne, qui en proposera 18.

Levier commercial

D'une manière générale, l'accord conclu avec Marriott constitue un levier commercial pour l'opérateur californien. L'an dernier, le programme de fidélité du géant américain, qui compte plus de 210 millions de membres, a généré plus de 60 % de ses nuitées. Cette alliance avec le numéro un mondial de l'hôtellerie est bienvenue alors que Sonder Holdings, qui est coté au Nasdaq, traverse une passe financière pour le moins délicate.

L'entreprise a en effet été épinglée pour ne pas avoir publié ses comptes trimestriels dans le temps réglementaire, a-t-elle annoncé ce mardi. La dernière « notification de déficience » du Nasdaq porte cette fois-ci sur les comptes du deuxième trimestre, Sonder ayant déjà été blâmé pour la non-publication de ses comptes au titre de l'exercice 2023 et du premier trimestre 2024. Sonder a jusqu'en 30 août pour se mettre en conformité.

En mars, la société avait révélé avoir identifié des *« erreurs comptables »* relatives à la valorisation de droits de location de ses actifs dans le cadre de l'établissement de ses comptes annuels pour 2022 et 2023, d'où la nécessité d'une révision générale. Manifestement, celle-ci ne serait donc pas achevée. Dans l'immédiat, Sonder a conforté sa structure financière avec une levée de fonds de 146 millions de dollars. Sans lien, dit-on, avec sa révision comptable en cours, celle-ci viserait à accélérer le passage de l'entreprise à une croissance rentable.

Selon ses derniers comptes publiés, sur les neuf premiers mois de 2023, le californien affichait une perte opérationnelle avoisinant 184 millions de dollars pour un total de revenus de 439 millions. Quant à son déficit net, il approchait les 200 millions de dollars… ■

Le propriétaire de Wilson, Salomon et Arc'teryx retrouve un peu d'oxygène

BIENS DE CONSOMMATION

Le groupe chinois Amer Sports, tiré par le segment des vêtements techniques, n'a pas trop pâti de son exposition aux marchés asiatiques.

Sarah Dumeau

Le propriétaire des chaussures Salomon et des raquettes Wilson, qui avait essuyé un échec cuisant lors de son introduction à Wall Street en février, pourrait voir son titre se relancer. Lors de la présentation de ses résultats, mardi, Amer Sports a fait état d'un chiffre d'affaires atteignant 2,2 milliards de dollars sur les six premiers mois de l'année, en hausse de 14 % par rapport à la même période de 2023. Au premier semestre, l'équipementier sportif a affiché un résultat net de 5,1 millions de dollars alors qu'il avait essuyé une perte nette de 78,1 millions de dollars sur la même période l'année dernière.

Le groupe d'origine finlandaise est détenu depuis 2019 par un consortium chinois mené par le fabricant de vêtements pour athlètes Ansa Sports, comprenant Anamered Investments et Tencent. Sous l'impulsion des propriétaires chinois, l'entreprise a fortement accéléré sur ses trois marques emblématiques que sont Salomon, Arc'teryx et Wilson. *« Notre portefeuille unique de marques techniques haut de gamme gagne des parts sur les marchés du sport et des activités de plein air dans le monde entier »*, s'est félicité dans un communiqué le PDG du groupe basé à Helsinki, James Zheng.

Intérêt pour la randonnée et le trail

Le groupe a pu surfer sur l'intérêt grandissant constaté depuis la pandémie pour les activités de plein air comme la randonnée, le trail et la course à pied. Ces résultats sont en effet tirés par le succès de la marque d'équipements de montagne Arc'teryx et plus globalement des vêtements techniques. Ce segment a enregistré 918 millions de dollars de chiffre d'affaires au premier semestre, ce qui représente près de la moitié du chiffre d'affaires global et une augmentation de 39 % par rapport à la même période l'année dernière.

Le segment de l'outdoor a quant à lui augmenté de 8 % à 704 millions d'euros, tiré par les chaussures Salomon. Conçues à l'origine pour la randonnée et le ski, ces baskets techniques sont devenues des accessoires de mode, comme le relève « Business of Fashion ». Enfin, le segment des sports de balle et des raquettes, symbolisé par la marque américaine emblématique Wilson, a enregistré une baisse des ventes de 7 % et pèse pour 25 % du chiffre d'affaires. ■

Les éditeurs continuent de moins publier de romans pour la rentrée littéraire

● Avec seulement 459 sorties de romans en cette nouvelle rentrée littéraire, le nombre de nouveautés affiche une baisse pour la troisième année de suite.
● Les éditeurs comptent sur ce moment phare pour relancer leurs ventes après un premier semestre plutôt maussade.

ÉDITION

Anna Grosz
et ***Stéphane Loignon***

« Less is more. » Le secteur de l'édition française reste fidèle à l'adage de l'architecte allemand Mies van der Rohe. Selon le décompte annuel de « Livre Hebdo », 459 nouveaux romans seront proposés en cette rentrée littéraire, contre 466 l'an passé. « *Editer, c'est choisir ; beaucoup de maisons sont désormais dans cette logique* », souligne Philippe Robinet, le directeur général de Calmann-Lévy, qui a ainsi décidé depuis trois ans de ne publier qu'un seul premier roman à la rentrée. « *Chaque éditeur essaie d'offrir une proposition éditoriale qui lui correspond* », ajoute-t-il. Sans se disperser. Calmann-Lévy met ainsi l'accent cette année sur le thème de la famille.

Cette légère baisse de 1,5 % des parutions littéraires poursuit un mouvement engagé dans la foulée du covid. Le nombre de romans publiés à la rentrée littéraire a chuté en 2022 (490 contre 521 en 2021, -6 %) puis en 2023 (466, -5 %). Toutefois, selon le Syndicat national de l'édition (SNE), la rentrée littéraire continue de représenter 5 à 10 % de la production annuelle de romans.

Décrue progressive

« *Lors de la crise du Covid, nous avons resserré le nombre de parutions à cause de l'augmentation des coûts de production liés à l'inflation du prix du papier. On s'est rendu compte à cette occasion que l'on pouvait faire le même chiffre d'affaires en publiant moins* », explique Cécile Boyer-Runge, directrice générale des éditions Points (Média-Participations). « *L'édition est une économie qui s'est durcie, et les coûts ne peuvent pas être répercutés sur les prix, sinon le public ne suivra pas* », complète Renaud Lefèbvre, le directeur général du SNE. « *La demande est aussi venue des libraires*, ajoute Manuel Carcassonne, le directeur général des éditions Stock. *Ils ne peuvent pas lire, mettre en avant et absorber dans leur espace de vente une trop large production littéraire. L'idée est donc de publier moins, mais de mieux mettre les livres en avant.* »

La décrue restera toutefois difficilement perceptible à l'œil nu sur les étalages des librairies, qui ont reçu une centaine de nouveautés les 21 et 22 août. « *Même si le nombre de parutions de cette rentrée peut paraître un point bas, nous avons toujours en France la chance d'avoir une proposition de livres très large par rapport à d'autres pays, notamment grâce à la loi Lang qui a permis de conserver un réseau de libraires et un nombre d'éditeurs très importants* » souligne Philippe Robinet.

Valeurs sûres

Plusieurs poids lourds répondent présent en cette rentrée : Amélie Nothomb (« L'Impossible retour », Albin Michel) ; Mélissa Da Costa (« Tenir debout », Albin Michel) ; Alice Zeniter (« Frapper l'épopée », Flammarion) ; Kamel Daoud (« Houris », Gallimard) ; Aurélien Bellanger (« Les Derniers jours du Parti socialiste », Seuil) ; Gaël Faye (« Jacaranda », Grasset) ; Jérôme Ferrari (« Nord sentinelle », Actes Sud) ; Abel Quentin (« Cabane », L'Observatoire) ou encore Yann Queffélec (« La Méduse noire », Calmann-Lévy).

Des surprises peuvent venir d'auteurs moins établis, comme l'an passé Neige Sinno, prix Femina pour son deuxième roman « Triste tigre » (POL) et succès de librairie. « *"Son odeur après la pluie", le premier roman de Cédric Sapin-Defour, avait été notre meilleure vente en 2023* », ajoute Manuel Carcassonne, chez Stock. Côté littérature étrangère, les Américains Richard Ford (« Le Paradis des fous », L'Olivier), James Ellroy (« Les Enchanteurs », Rivages) et l'Irlandaise Sally Rooney (« Intermezzo », Gallimard) font figure de têtes d'affiche.

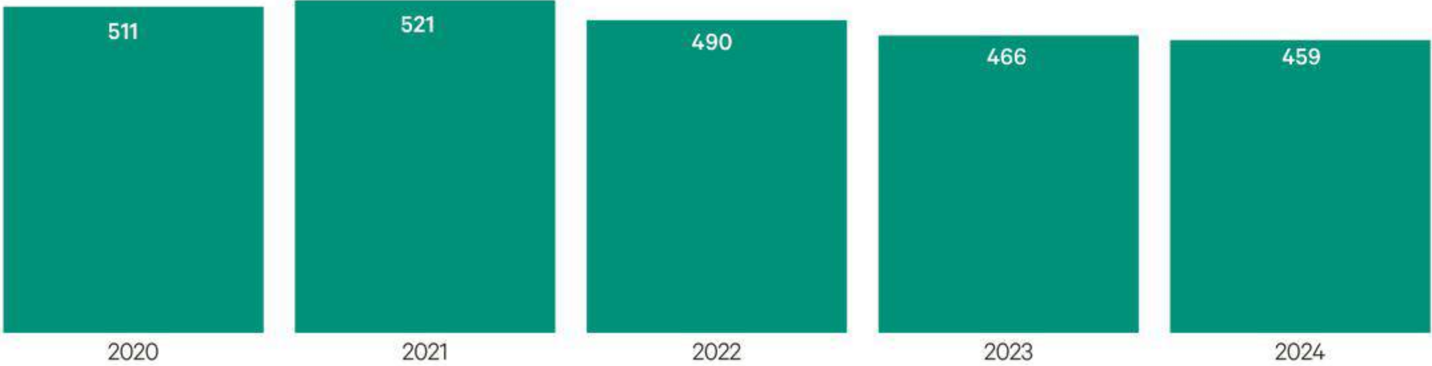
Enjeu économique

L'enjeu économique de cette rentrée reste grand pour les éditeurs, après un premier semestre plutôt maussade. Maison mère de Hachette leader du secteur, Lagardère (groupe Vivendi) a par exemple publié fin juillet une légère baisse de ses revenus en France sur les six premiers mois de l'année pour son activité « Publishing » (-0,7 %), « en ligne avec le marché » selon le groupe.

Phénomène médiatique et de librairie, la rentrée littéraire offre chaque année un coup de projecteur bienvenu pour les maisons d'édition, lançant une fin d'année propice aux ventes, avec les prix littéraires, puis Noël. « *Une rentrée littéraire est comme un moteur* », souligne Manuel Carcassonne. « *Si tout fonctionne comme prévu, l'effet d'entraînement peut permettre de multiplier notre chiffre d'affaires par 3 ou par 4. A l'inverse, il peut y avoir un fort effet démultiplicateur si la rentrée littéraire ne fonctionne pas.* » ■



Nouvelle baisse du nombre de romans publiés lors de la rentrée littéraire en France
Nouveaux titres publiés



« LES ÉCHOS » / SOURCE : « LIVRES HEBDO » – PHOTO : RICCARDO MILANI / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

« Jamais plus », le best-seller mondial de « new romance », réussit sa percée au cinéma

Adapté au cinéma avec l'actrice Blake Lively, le roman de Colleen Hoover connaît un succès fulgurant dans les salles. Le film au budget estimé à 25 millions de dollars a déjà récolté 187 millions de dollars au box-office mondial.

Phénomène d'édition, la « new romance », ce genre en vogue de fiction amoureuse à suspense, séduit aussi le public des salles obscures. Paru en 2016, le best-seller « Jamais plus » (« It ends with us ») de la romancière texane Colleen Hoover voit son adaptation connaître un succès fulgurant aux Etats-Unis comme en France, relançant au passage les ventes du titre.

Sorti le 9 août aux Etats-Unis, le film distribué par Sony Pictures, qui évoque l'histoire d'une relation amoureuse abusive entre une fleuriste incarnée par Blake Lively et un neurochirurgien joué par Justin Baldoni, a déjà récolté plus de 100 millions de dollars au box-office sur le territoire américain, pour un total de 187 millions de dollars dans le monde à ce stade, selon « Variety ». Une belle performance pour un projet au budget de production estimé à 25 millions de dollars. Seuls 13 films sont parvenus à dépasser les 100 millions de dollars au box-office domestique américain en 2024, selon le site spécialisé « Box Office Mojo ». En France, le long-métrage cumule environ 323.000 entrées pour sa première semaine d'exploitation, selon Comscore.

Phénomène grâce à TikTok

La sortie du film, avec la promotion qui l'accompagne, a relancé avant même le début de l'exploitation en salle les ventes d'un titre qui avait déjà largement circulé en librairie. Selon Edistat, entre le 5 et le 11 août 2024, la version poche du roman, publié en France aux éditions Hugo & Cie, a grimpé de six places dans le classement des meilleures ventes en librairie, à la septième position. En 2023, « Jamais plus » pointait à la deuxième place des meilleures ventes de romans en France, selon « Livre Hebdo », derrière le prix Goncourt « Veiller sur elle », de Jean-Baptiste Andrea.

La suite, « A tout jamais », chez le même éditeur, profite aussi de l'appel d'air et grimpe de 4 places dans les ventes entre le 5 et le 11 août, à la 11e position, selon Edistat. Les bonnes performances du film pourraient donner à ses producteurs l'envie de réitérer l'exploit sur la base de cet autre succès de librairie.

Agée de 44 ans, Colleen Hoover, qui a commencé par s'autoéditer avant de se faire repérer par une maison d'édition au début des années 2010, doit une partie de son rayonnement mondial à des recommandations sur TikTok, qui ont contribué à la faire connaître, notamment auprès du public adolescent. En 2023, l'Américaine a été l'écrivain qui a vendu le plus de livres en France avec 1,4 million d'ouvrages écoulés au total.

Le genre « new romance » est en plein essor. En France, les Français ont acheté plus de 6 millions d'ouvrages de « romance » en 2023, en hausse de 106 % selon l'institut GfK. Dans le monde, Colleen Hoover cumulait plus de 24 millions de livres vendus entre 2012 et la mi-2023, selon le « New York Times ». — ***S. Lo.***

323.000

LE NOMBRE D'ENTRÉES EN FRANCE
pour le film « Jamais plus » lors de sa première semaine d'exploitation, selon Comscore.

OpenAI signe un accord avec le groupe de presse Condé Nast

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

La société derrière ChatGPT va pouvoir utiliser les contenus de l'éditeur de « Vogue » et « Vanity Fair ».

Marina Alcaraz

Nouveau contrat entre OpenAI et la presse. Le créateur du célébrissime ChatGPT a conclu un accord pluriannuel avec le groupe Condé Nast, derrière « Vogue », « Wired », « The New Yorker » ou encore « Vanity Fair ». Le partenariat prévoit à la fois l'utilisation des contenus du groupe pour entraîner les modèles et l'affichage dans les réponses données aux utilisateurs. OpenAI a déjà signé des accords de ce type ces derniers mois avec plusieurs grandes entreprises de médias un peu partout dans le monde, comme Axel Springer (« Bild », etc.), « Le Monde », l'Espagnol Prisa, News Corp (« The Wall Street Journal », etc.), ou encore le Financial Times.

Dans un communiqué, OpenAI souligne que le partenariat porte sur ChatGPT mais aussi sa nouvelle fonctionnalité SearchGPT, lancée en phase de test fin juillet, et marchant sur les plates-bandes deGoogle. Il s'agit d'un moteur de recherche intégrant des réponses générées par l'IA mais aussi des informations trouvées sur Internet, avec des liens vers des sites tiers. « *Nous nous engageons à travailler avec Condé Nast et d'autres éditeurs de presse pour garantir qu'à mesure que l'IA joue un rôle plus important dans la recherche et la diffusion de l'information, elle préserve l'exactitude, l'intégrité et le respect des reportages de qualité* », a indiqué Brad Lightcap, directeur des opérations d'OpenAI. Un enjeu crucial alors que le monde des médias s'inquiète de l'avenir de son modèle économique avec l'essor de l'IA.

Revenus complémentaires

Les acteurs de l'IA donnent des réponses, avec des résumés d'articles et souvent des liens. Le risque : que les médias perdent le contact – et donc du trafic et de la publicité – avec leurs lecteurs qui se contenteraient de lire les réponses sur ChatGPT ou d'autres. En outre, les éventuelles erreurs des « robots » pourraient menacer la confiance déjà fragile de l'audience dans la presse. Bon nombre de médias et de représentants des industries culturelles se sont élevés contre l'utilisation de leurs contenus. Le « New York Times » mais aussi plusieurs journaux américains dont le « Chicago Tribune » ont lancé des poursuites notamment contre OpenAI ces derniers mois. Comme l'a expliqué Roger Lynch, le PDG de Condé Nast, dans un mémo adressé aux employés et repris par la presse américaine, de nombreuses entreprises technologiques ont réduit la capacité des éditeurs à monétiser du contenu. « *Notre partenariat avec OpenAI commence à compenser une partie de ces revenus* », assure-t-il. Les conditions financières de l'accord entre OpenAI et Condé Nast n'ont pas été dévoilées. Dans le cas de News Corp, le « Wall Street Journal » évoquait le chiffre de 250 millions de dollars sur cinq ans, citant des sources proches du dossier. Pour le « FT », entre 5 et 10 millions par an. Pour « Le Monde », ce serait quelques millions d'euros par an, selon nos informations. En juillet, la start-up Perplexity a, de son côté, lancé un modèle de partage des revenus avec des éditeurs, après avoir fait l'objet de critiques et d'accusations de plagiat. ■

SÉRIES D'ÉTÉ 8/9 LES TERRITOIRES DU NUCLÉAIRE

Le lourd démantèlement de Superphénix

Le réacteur à neutrons rapides mis en service dans les années 1980 n'a fonctionné qu'une dizaine d'années. Le chantier de déconstruction devrait s'achever en 2034.

Françoise Sigot
— Correspondante à Lyon

Superphénix ne renaîtra pas de ses cendres. Depuis quelques semaines, les équipes chargées du démantèlement de ce réacteur à neutrons rapides situé sur la commune de Creys-Mépieu, en Isère, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Lyon, s'attaquent au cœur du réacteur. Avant cela, les circuits ont été vidangés, le combustible évacué, la salle des machines démontée. *« Ces opérations ont permis d'éliminer 99,9 % de la radioactivité présente sur site »*, précise Mathieu Ponnet, directeur du site EDF de Creys-Malville.

D'ici à 2034, date à laquelle le chantier de démantèlement commencé en 2006 devrait s'achever, il faudra encore démonter les générateurs de vapeur et les derniers équipements de cette installation nucléaire. Une facture de 1,9 milliard d'euros, signant le clap de fin de ce surgénérateur présenté comme un fleuron du nucléaire, mais dont la durée de vie n'aura pas excédé la dizaine d'années. *« Il a été mis en service en 1986 et mis à l'arrêt en 1997 »*, observe prosaïquement Mathieu Ponnet. Une décision prise par le gouvernement de Lionel Jospin que l'énergéticien s'abstient de commenter.

Moins de cinq ans de production

Sur la technologie, en revanche, les équipes d'EDF ne sont pas avares de détails. Niché sur les bords du Rhône, le réacteur Superphénix, détenu par EDF à hauteur de 51 % aux côtés de l'italien Enel (33 %) et de quatre autres électriciens européens, est le premier prototype de la filière des réacteurs à neutrons rapides refroidi au sodium. Un équipement XXL dans la continuité des galops d'essais de cette technologie réalisés avec les réacteurs expérimentaux Phénix à Marcoule (dans le Gard) et Rapsodie à Cadarache (dans les Bouches-du-Rhône).

Mais la belle machine promise s'est grippée dès ses premiers pas. Et d'arrêts inopinés en redémarrages poussifs, elle n'aura finalement fonctionné que l'équivalent de quatre ans et demi entre sa mise en fonction et son arrêt. *« La centrale a produit 7,9 TWh, soit l'équivalent de la consommation de l'agglomération grenobloise pendant cinq ans »*, fait néanmoins valoir le directeur du site EDF de Creys-Malville.


Le réacteur de Creys-Malville, en Isère, à une cinquantaine de kilomètres de Lyon, a été arrêté définitivement en 1997. *Photo Laurent Cerino/RÉA*

Vilipendé depuis son embryon, Superphénix n'aura pas eu un démarrage des plus faciles. Dès 1975, 400 scientifiques font part de leurs inquiétudes sur ce surgénérateur qui doit contenir 5.000 tonnes de plutonium. En 1976, plus de 20.000 personnes occupent le site où doit être construit le surgénérateur. L'année suivante, un manifestant est tué par une grenade offensive lancée par les forces de l'ordre et une centaine de personnes blessées, dont trois grièvement. Le projet ira tout de même au bout et, finalement, sa courte vie fera oublier les controverses.

« La présence de la centrale n'a jamais vraiment posé de problème. On y gagnait mieux sa vie que dans la plupart des usines du coin et elle a eu un effet dynamisant en termes d'urbanisation et de développement des tissus économiques et associatifs locaux », estime Olivier Bonnard, le maire de Creys-Mépieu. Au plus fort de l'exploitation, 1.200 personnes travaillaient sur le site. Aujourd'hui, EDF salarie encore une petite centaine de personnes et les sous-traitants chargés des opérations de démantèlement environ 300. *« L'annonce de la fermeture a été un choc, mais cela se fait par étapes et sans grandes conséquences sur l'emploi et l'économie locale. Le Nord Isère est un territoire dynamique qui a pu absorber cette disparition »*, ajoute l'édile isérois.

Rassuré sur les conséquences de l'arrêt du réacteur, le maire s'interroge en revanche sur l'après. *« Nous ne travaillons pas avec EDF sur ce sujet »*, dit-il. Du côté de l'exploitant de Superphénix, l'avenir de ce site de 170 hectares propriété d'EDF, sur lesquels l'équipement nucléaire en occupe une bonne quarantaine, semble loin d'être acté. *« Cela restera un site industriel, mais nous n'avons pas défini son futur usage »*, indique Mathieu Ponnet.

Entreposage, nouveau réacteur, production solaire, le champ des possibles est grand ouvert et aucune des solutions envisagées aujourd'hui ne semble tenir la corde. Seule certitude, EDF n'entend pas se séparer de cette réserve foncière. Une véritable pépite sur laquelle la proximité du Rhône permet d'imaginer la poursuite de la vocation nucléaire. Tandis que le voisinage de l'agglomération lyonnaise en mal d'espaces – notamment pour installer de l'industrie – laisse penser que les propositions ne manqueront pas si tout ou partie des terrains venait à chercher un avenir en dehors de la production d'énergie.

Demain Fessenheim, de la production d'électricité au traitement des déchets nucléaires

Obiz se diversifie dans les achats groupés

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Le spécialiste lyonnais du marketing digital rationnel reprend HA Plus PME, plateforme d'achats pour les TPE-PME.

Stéphane Frachet
— Correspondant à Lyon

Le groupe lyonnais Obiz, spécialiste du marketing digital relationnel, a bouclé l'acquisition de la plateforme d'achats HA Plus PME au début de l'été. La transaction, dont le montant n'est pas dévoilé, porte sur 100 % du capital. HA Plus PME fournit des tarifs négociés à 35.000 TPE, PME et ETI adhérentes sur des biens courants provenant d'une centaine de fournisseurs dans l'énergie, la téléphonie, les véhicules et l'intérim, au nombre desquels Renault, Bouygues, Adecco ou Loxam.

Synergies commerciales

La société affiche 3,4 millions d'euros de chiffre d'affaires et 20 % de marge brute. Implantée à Toussus-le-Noble, dans les Yvelines, elle emploie une trentaine de collaborateurs. Ses deux dirigeants, Anthony Streicher et Laurent Longin, ont réinvesti une partie de la cession, soit 2,2 millions d'euros, dans le holding d'Obiz et en détiennent désormais 5 %. Ils conservent des fonctions opérationnelles, et intègrent le comité exécutif et le comité stratégique du groupe. Ce service d'achats groupés cible les entreprises *« qui n'ont pas les moyens d'avoir un service achats »*, résume Brice Chambard, le président-fondateur d'Obiz, qui compte quelque 55.000 clients. *« Les synergies commerciales sont fortes, notamment pour notre plateforme Adelya acquise en 2022, qui propose des programmes de fidélisation clients »*, précise-t-il.

Les 35.000 clients d'HA Plus PME se verront proposer l'offre de billetterie de SLD (Ski Loisirs Diffusion), une autre activité qu'Obiz a acquise l'an dernier, *« afin d'améliorer le pouvoir d'achat des 300.000 salariés de nos entreprises adhérentes »*, indique Anthony Streicher. Avec cette opération, Obiz, fournisseur des clubs clients de Cogedim et Vinci Autoroutes ainsi que des programmes internes d'Adecco et de Michelin, devient un concurrent d'un autre acteur lyonnais en vue, Qantis, qui propose les mêmes services d'achats négociés aux petites entreprises.

Coté en Bourse depuis 2021, Obiz a procédé, l'année dernière, à une augmentation de capital de 7,6 millions d'euros. *« Nos acquisitions vont se poursuivre »*, assure Brice Chambard, dont le groupe vise un chiffre d'affaires de 125 millions d'euros au cours de l'exercice 2024, après avoir déjà bondi de 108 % l'an dernier, à 83 millions. Au-delà de son intérêt financier et économique, le rapprochement des deux entreprises s'est joué sur une rencontre : Brice Chambard, Anthony Streicher et Laurent Longin sont tous trois réservistes de la Gendarmerie nationale. ■

Gerlon se développe dans les produits d'entretien naturels

HAUTS-DE-FRANCE

A Abbeville, la société familiale lance une gamme de produits plus respectueux de l'environnement avec un vinaigre ultraconcentré à diluer soi-même, nouveau sur le marché.

Elle mise sur une croissance de 20 % par an pour les années à venir.

Juliette Poulain
— Correspondante à Amiens



Le conditionnement en poche permet de réduire le plastique de 92 % par rapport aux bouteilles.

A Abbeville, dans la Somme, la société familiale Gerlon surfe sur la tendance des produits ménagers naturels à faire soi-même. Le spécialiste des abrasifs et des produits d'entretien pour la maison et pour l'ébénisterie vient d'investir 1,1 million d'euros dans trois nouvelles lignes de production, progressivement mises en service depuis la fin 2023. La dernière, en cours d'installation, sera lancée à l'automne.

Fondé en 1989, Gerlon s'est historiquement spécialisé dans la laine d'acier, utilisée pour décaper ou polir les meubles anciens en bois. Mais ce marché a fortement décliné ces deux dernières décennies, détrôné par les meubles en kit. Gerlon s'est donc diversifié il y a une dizaine d'années en fabriquant des produits ménagers distribués uniquement en magasin de bricolage. Aujourd'hui, cette activité représente la moitié de son chiffre d'affaires, de 8,5 millions d'euros en 2023. *« C'est Leroy Merlin, notre plus gros client, qui, souhaitant améliorer son impact, nous a orientés pour créer une gamme de produits plus vertueuse »*, explique Sébastien Chapotard, le directeur général de Gerlon.

Magasins de bricolage

Pour se démarquer face aux PME et aux start-up concurrentes du secteur, l'entreprise picarde de 45 salariés a conçu un produit unique : un vinaigre ultraconcentré à 23° vendu dans une poche à soufflet en plastique. Ce qui permet de réduire le plastique de 92 % par rapport aux bouteilles habituelles. Le produit est vendu avec un flacon gradué vide, en plastique recyclé et recyclable, pour que l'utilisateur dilue le vinaigre concentré avec de l'eau en fonction de ses besoins.

Le nouvel investissement permet également à Gerlon de se lancer dans la fabrication de produits d'entretien bruts et « do-it-yourself », déjà connus du grand public, comme le bicarbonate et les cristaux de soude ou les savons de Marseille se substituant au produit vaisselle et au détachant.

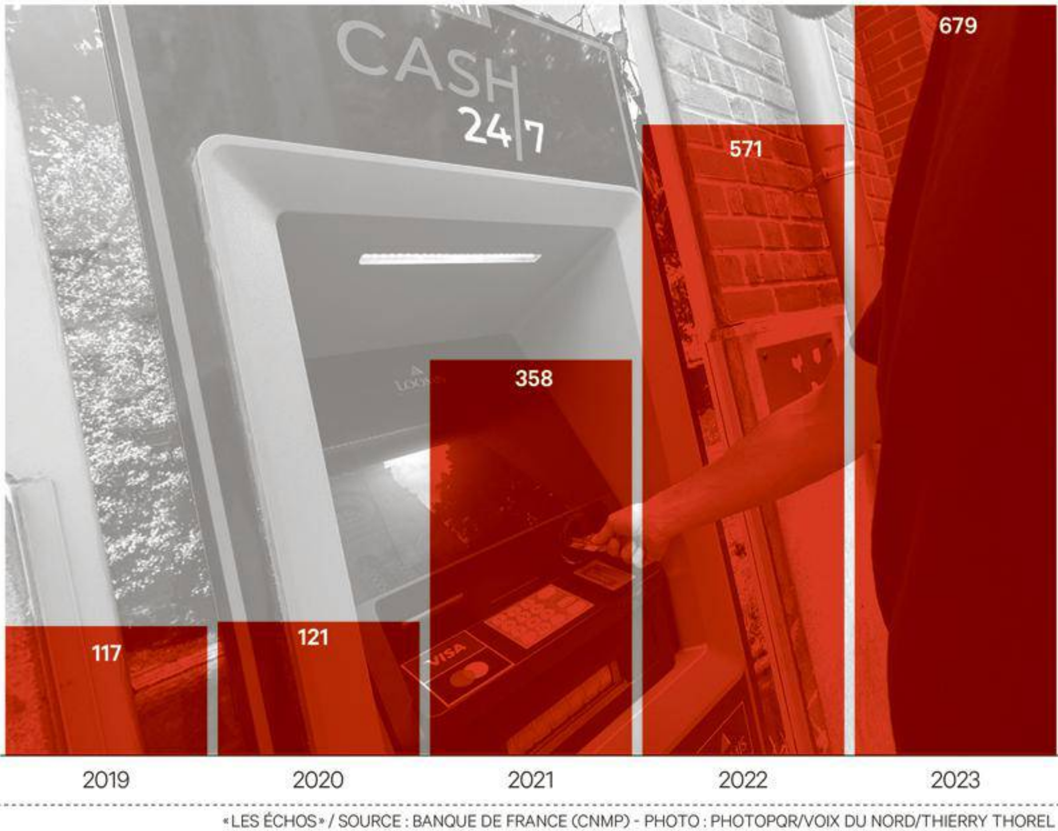
> « Leroy Merlin, notre plus gros client, nous a orientés pour créer une gamme de produits plus vertueuse. »
> **SÉBASTIEN CHAPOTARD**
> Directeur général de Gerlon

Même si le marché du bricolage s'essouffle à cause de la crise immobilière, Gerlon, en partenariat avec Leroy Merlin, poursuit la distribution de tous ses produits uniquement en magasin de bricolage. *« Le marché des produits d'entretien en magasin de bricolage représente 200 millions d'euros. C'est un marché dynamique, qui affiche une croissance de 9,3 % entre le premier semestre 2023 et le premier semestre 2024 »*, analyse Sébastien Chapotard.

Avec sa nouvelle gamme, Gerlon mise sur une croissance à 20 % par an pour les années à venir. Pour 2024, l'entreprise familiale d'Abbeville vise un chiffre d'affaires à 10 millions d'euros. L'année prochaine, des nouveaux produits devraient étoffer ses gammes d'abrasifs. ■

Ces communes qui financent leurs propres distributeurs de billets

● Le nombre de distributeurs automatiques de billets diminue d'année en année en France.
● Certains territoires installent eux-mêmes des automates sur la voie publique ou au sein de commerces pour maintenir un accès optimal aux espèces.



PAIEMENT

Rachel Cotte

A Gonfaron, dans le Var, l'été est une période riche en animations. Outre plusieurs fêtes et concerts, la commune organise deux marchés nocturnes, où les artisans des alentours viennent exposer leurs créations. Pour y régler leurs achats, locaux et visiteurs peuvent désormais retirer du cash sans avoir à parcourir plusieurs kilomètres.

En début d'année, la ville a inauguré un nouveau distributeur automatique de billets (DAB) sur sa place principale, désertée depuis 2016 par le Crédit Agricole. Le maire Thierry Bongiorno avait bien tenté, à l'époque, de convaincre l'agence de rester. « *Ils m'ont répondu qu'ils perdaient de l'argent, que c'était comme ça et pas autrement* », rejoue-t-il.

Après avoir étudié plusieurs solutions, la municipalité a fait appel au transporteur de fonds Brink's pour installer un nouvel automate. Coût du dispositif : 61.000 euros, auxquels s'ajoutent environ 1.100 euros mensuels sur trois ans – un tarif qui varie selon le nombre de retraits.

2.126 distributeurs de billets disparus en 2023

De plus en plus de communes cherchent à pallier le désengagement croissant des banques – pour qui ces guichets sont devenus moins rentables dans un contexte de déclin du cash – en finançant l'installation de DAB « indépendants ». Si ces derniers sont souvent implantés en milieu rural, on les retrouve aussi dans zones très fréquentées, comme les aéroports, note la Banque de France.

Euronet, la Brink's et Loomis se partagent ce marché en croissance. 108 nouveaux automates ont été installés l'an dernier, portant leur nombre total à 679. Ils n'étaient que 117 en 2019. A l'inverse, 2.126 DAB bancaires ont disparu en 2023, et le parc a fondu de 20 % en dix ans. La Banque de France juge néanmoins l'accessibilité des espèces « *très bonne* », avec 98,8 % de la population vivant à moins de 15 minutes en voiture d'un DAB.

Mais ce constat se heurte parfois à la réalité du terrain. Le fait de devoir parcourir plusieurs kilomètres pour se procurer du cash peut être assez contraignant, et le retrait progressif des banques entrave les efforts menés par certains maires pour revitaliser les centres bourgs.

« Beaucoup de personnes veulent payer en cash »

Les installations de DAB indépendants s'inscrivent ainsi souvent « *dans un projet plus large de la commune pour développer son centre-ville, avec tout un travail pour favoriser les commerces de proximité* », observe Stéphanie Courtois, directrice communication pour la Brink's. Car si son usage faiblit, le cash n'a pas dit son dernier mot : en France, 50 % des paiements étaient réalisés en espèces en 2022, selon la Banque centrale européenne.

« *Même si un distributeur marche moins qu'avant, on savait qu'il nous fallait ce service dans le centre, car on l'a redynamisé. C'était un réel besoin pour les habitants et les commerces* », appuie Thierry Bongiorno. Entre février et juillet, le nouveau DAB de Gonfaron a comptabilisé environ 1.750 retraits mensuels en moyenne.

Située à une quarantaine de kilomètres de là, la très touristique commune de Roquebrune-sur-Argens voit sa population bondir d'environ 14.500 à 80.000 habitants en période estivale. Face à une forte demande, le maire Jean Cayron a fait installer deux nouveaux DAB non bancaires depuis 2022. « *On a un gros marché le lundi matin dans le quartier des Issambres. Maintenant, les exposants sont souvent équipés de lecteurs de carte, mais il y a encore beaucoup de personnes qui veulent payer en cash. C'est aussi un moyen pour certains de mieux gérer leurs dépenses* », remarque-t-il.

Service de retrait de cash en magasin

Au sein des communes, les DAB indépendants s'installent parfois sur les emplacements autrefois occupés par les banques, ou dans de nouveaux locaux mis à disposition par la municipalité. Ils peuvent aussi être déployés au sein de commerces de proximité, une alternative qui séduit de plus en plus. « *Ce sont des projets plus faciles à mettre en place car le commerçant a déjà l'habitude de gérer des espèces. Ils sont souvent demandeurs* », remarque Stéphanie Courtois.

Dans ce cas, le commerçant est à l'initiative de l'installation et la finance, mais elle se concrétise en général après consultation de la commune, qui peut débloquer des aides. Mais tandis qu'un point de retrait sur la voie publique sera ouvert 24 heures sur 24, l'accessibilité du DAB dépendra dans ce cas des horaires d'ouverture du magasin.

Pour compenser la baisse de leur nombre d'automates, les banques françaises ont elles aussi développé un service de retrait de cash en magasin. Seuls les clients des banques partenaires de la boutique peuvent toutefois bénéficier du dispositif. Ce dernier était déployé dans 27.418 points de vente à fin 2023 selon la Banque de France, qui estime que son développement pourrait, à terme, « *modifier fortement la manière dont le public accède aux espèces* ». ■

> « Même si un distributeur marche moins qu'avant, on savait qu'il nous fallait ce service dans le centre, car on l'a redynamisé. C'était un réel besoin pour les habitants et les commerces. »
>
> **THIERRY BONGIORNO**
> Maire de Gonfaron, dans le Var, qui a inauguré en début d'année un nouveau distributeur automatique de billets sur la place principale de sa ville

Aux Etats-Unis, JP Morgan accélère les ouvertures d'agences bancaires

A contre-courant de la plupart des grands groupes bancaires, JP Morgan a multiplié les créations d'agences sous sa franchise Chase.

Bastien Bouchaud
— Bureau de New York

Quand d'autres rationalisent leur réseau d'agences bancaires, JPMorgan Chase accélère son développement. La première banque américaine compte ouvrir près d'une agence tous les deux jours aux Etats-Unis au cours des trois prochaines années, comme annoncé récemment. Un rythme en forte progression, après avoir déjà inauguré 650 nouvelles succursales au cours des cinq dernières années. Ces 500 nouvelles agences vont ainsi s'ajouter au réseau de 4.700 agences du groupe, qui opèrent sous la marque Chase auprès des particuliers américains.

JP Morgan a fait de son expansion dans l'Amérique rurale l'une de ses priorités ces dernières années. Une stratégie qui porte ses fruits. La banque de Wall Street est devenue en 2021 la première à disposer d'agences dans tous les Etats (hors Hawaï et Alaska). La même année, elle est devenue la principale banque de détail aux Etats-Unis, avec une part de marché de plus de 10 % auprès des particuliers et plus de 1.000 milliards de dollars de dépôts. Les autres grands groupes bancaires américains cherchent plutôt à réduire la voilure.Au premier trimestre, il y a eu 229 fermetures de plus que d'ouvertures d'agences bancaires aux Etats-Unis, selon S&P Global Market Intelligence. Wells Fargo a notamment fermé 60 agences au cours des trois premiers mois de l'année, et Bank of America une quarantaine. JP Morgan est la seule grande banque de Wall Street à avoir étendu son réseau entre janvier et mars, avec dix nouvelles agences.

Tournée en bus dans l'Amérique profonde

Certaines métropoles comme Boston, Philadelphie ou Charlotte vont bénéficier de l'installation de nouvelles agences Chase. La banque s'est également engagée à ouvrir de nouveaux « centres communautaires » pour servir les populations moins aisées, avec des ouvertures prévues cette année à Brooklyn et dans le Bronx à New York.

Mais la principale cible de cette nouvelle phase d'expansion pour JPMorgan Chase est l'Amérique rurale. « *Nous avons l'objectif d'être capables de servir 50 % de la population d'un Etat avec des agences accessibles facilement en voiture, y compris dans des Etats très ruraux comme l'Alabama et l'Iowa* », déclarait Jamie Dimon dans sa dernière lettre aux actionnaires de JP Morgan, qui souhaite « *apporter toute la force du groupe au cœur de l'Amérique* ».

Un engagement qu'il a répété ces derniers jours au cours d'une traversée en bus de l'Amérique profonde. Jamie Dimon, le dernier rescapé de la crise financière de 2008 parmi les grands patrons de Wall Street, se prête chaque été depuis 14 ans à cet exercice habituellement réservé aux politiques. L'occasion pour lui de prendre le pouls de ses employés et de communiquer auprès de la presse locale. Cette année, le bus de Jamie Dimon s'est arrêté dans l'Iowa, le Minnesota, le Nebraska, le Missouri, le Kansas et l'Arkansas.

Ambitions politiques pour Jamie Dimon ?

Un tremplin pour une future carrière politique ? Le patron de JP Morgan a publié début août une tribune dans le « Washington Post » à l'adresse des candidats à la Maison-Blanche, sans prendre parti pour l'un ou pour l'autre. Interrogé par la presse locale du Minnesota sur la possibilité de se voir nommé au Trésor dans une prochaine administration – une éventualité évoquée par Donald Trump fin juin –, Jamie Dimon a préféré botter en touche. « *Je ne crois pas que ce soit probable* », a-t-il expliqué, rapporte le « Twin Cities Business ». « *J'aime ce que je fais, j'aime cette société et je peux créer beaucoup de valeur ici.* » ■

Livret A : rebond surprise de la collecte en juillet

ÉPARGNE

La collecte du Livret A et du Livret de développement durable et solidaire a progressé au mois de juillet.

Une surprise après le lent mouvement de baisse entamé depuis le début de l'année.

Tifenn Clinkemaillié

Le Livret A continue d'attirer. Le placement préféré des Français a enregistré une collecte en hausse au mois de juillet, selon des données publiées mercredi par la Caisse des Dépôts. Les Français y ont placé 1,57 milliard d'euros, contre 1,23 milliard le mois précédent, sa pire performance de l'année 2024. Même dynamique pour son « frère jumeau », le Livret de développement durable et solidaire (LDDS), qui voit sa collecte atteindre 730 millions d'euros, contre 590 millions en juin. « *Malgré les vacances, les Français continuent à faire attention*, analyse Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'épargne. *Leur appétence à épargner demeure extrêmement forte.* »

Alors qu'elle se normalisait depuis quelques mois, la collecte sur les deux produits d'épargne se maintient donc en juillet à des niveaux largement au-dessus de la moyenne des dix dernières années, soit autour d'un milliard d'euros pour le Livret A et de 300 millions pour le LDDS. « *Les incertitudes politiques, liées à la dissolution de l'Assemblée puis aux élections législatives, peuvent prêter à l'attentisme et à la prudence des ménages* », avance Philippe Crevel.

Incertitudes

Plusieurs autres facteurs ont aussi pu jouer. Le moral des ménages restant bas, leurs doutes sur de futures baisses des prix mais aussi leurs craintes sur de possibles hausses d'impôts ont pu pousser les Français à rester fourmis ce mois-ci. Un comportement qui se vérifie aussi sur la collecte du Livret d'épargne populaire (LEP). En juillet, elle baisse légèrement à 460 millions d'euros, contre 570 millions en juin. Mais elle reste positive, après deux décollectes successives, en avril et en mai. Même la baisse du taux du LEP de 5 % à 4 % – effective en août mais annoncée en juillet – ne semble pas avoir eu d'effet notable.

Jusqu'ici, nombreuses étaient les prévisions estimant que les gains de pouvoir d'achat attendus de cette année conduiraient les ménages à consommer davantage. Force est de constater que l'épargne réglementée continue d'attirer. D'autant que ce placement, bloqué à 3 %, est depuis peu redevenu rémunérateur, à la faveur du reflux de l'inflation en France.

Le succès fou de l'an dernier devrait néanmoins rester un lointain souvenir. Avec 22,3 milliards d'euros collectés en cumul sur les sept premiers mois de l'année, la campagne 2024 devrait s'inscrire en deçà des 61,4 milliards d'euros récoltés en 2023. Principale explication à cette année hors norme : un mouvement massif de liquidités vers les produits d'épargne réglementée, en raison d'un bond de ses rendements. En 2022, la collecte a bondi de 70 %, à 33,49 milliards, puis encore en 2023 à près de 40 milliards. Du jamais-vu depuis 2021 (49,16 milliards).

Le deuxième semestre, traditionnellement orienté vers les dépenses de l'épargne – pour cause de rentrée scolaire, de paiement des impôts locaux ou de fêtes de fin d'année – devrait être scruté de près. « *Si le taux d'épargne reste élevé, ce qui est le cas depuis fin 2019, il y a un côté assez structurel qui s'installe* », prévient Philippe Crevel. ■

> **2,3**
> **MILLIARDS D'EUROS**
> ont été placés en juillet par les Français sur leurs livrets d'épargne réglementée, contre 1,8 milliard en juin.



Compte tenu de ses taux d'intérêt très élevés de 50 % pour une inflation de 62 %, la Turquie (ici, Istanbul) est l'une des cibles favorites de ces opérations. *Photo Shutterstock*

Le « carry trade » reste sous la menace d'une nouvelle tempête

● Après la crise du 5 août, la reprise de la stratégie qui consiste à profiter des différentiels de taux d'intérêt reste fragile.
● Ces turbulences incitent à la prudence face au danger de nouvelles ventes massives de dettes risquées, des pays émergents à l'Europe.

DEVISES

Nessim Aït-Kacimi

Emprunter dans des monnaies à faible taux d'intérêt pour ensuite prêter dans des devises à fort taux d'intérêt, ce grand écart dit « carry trade » créé par les divergences de politiques monétaires et de conjoncture économique entre pays, continue de prospérer. Le « vol Tokyo-Istanbul », notamment, est toujours très fréquenté par les investisseurs institutionnels et les traders.

Ils empruntent à 0,36 % à deux ans au Japon afin d'investir dans de la dette d'Etat turque de même maturité qui rapporte 38,5 %. Cette stratégie Japon-Turquie reste populaire parmi les spéculateurs, malgré ses risques mis en lumière par la tempête du 5 août. Le rebond de 15 % du yen face à la livre turque en deux semaines avait piégé ceux qui avaient vendu la devise nippone pour investir en Turquie. Les hedge funds continuent aussi de profiter des écarts de taux entre le Japon et des pays comme le Brésil, l'Afrique du Sud, le Mexique et la Hongrie, selon les données de la banque Citi. Même si ses perspectives de rendement sont moins favorables avec le mouvement global de baisse des taux, la stratégie de carry trade reste l'une des favorites des hedge funds. Elle fonctionne d'autant mieux que la volatilité est faible. Or les incertitudes américaines (croissance, politique monétaire, élections) sont de nature à la faire remonter sur la première monnaie au monde, le dollar, avec, à la clé, des turbulences planétaires.

Des traders plus sélectifs

Les traders sont donc devenus plus sélectifs sur le carry trade : l'écart de rendement et sa stabilité doivent justifier la prise de risque. Les données sur les positions spéculatives sur le yen témoignent de leur division sur cette stratégie, encore vulnérable à des chocs futurs. Les hedge funds ont diminué leurs positions spéculatives à la baisse sur le yen et augmenté leurs achats sur les cinq séances qui ont suivi la tempête du 5 août, selon les données au 13 août des marchés à terme américains collectées par la Commodity Futures Trading Commission.

> Ce premier débouclage brutal est un signe de la détérioration de l'environnement économique mondial (croissance) et financier (liquidité, volatilité).

Le marché est aujourd'hui un peu moins déséquilibré entre acheteurs et vendeurs de yens, alors qu'il penchait nettement au bénéfice de ces derniers avant l'été meurtrier du carry trade. Le yen étant très sous-évalué, son potentiel de rebond, nuisible au carry trade, est significatif. Il se produirait avec l'assentiment de la Banque du Japon, qui a dépensé sans compter pour soutenir sa monnaie cette année.

Le premier débouclage brutal des opérations de carry trade est un signe de la détérioration de l'environnement économique mondial (croissance) et financier (liquidité, volatilité). La peur d'une récession aux Etats-Unis, qui aurait tiré vers le bas l'activité mondiale, avait entraîné une révision à la hausse de l'échelle des risques sur les marchés.

Pire chute depuis le Covid

« Les opérations de carry trade transfèrent l'épargne de zones (Japon, Suisse) qui en ont moins besoin (excédent courant, croissance faible) vers des zones à forte croissance et actifs risqués. Si l'affaiblissement de la performance du carry trade présage celle de l'économie mondiale, il a aussi un effet sur celle-ci. Quand ces opérations sont débouclées, les capitaux fuient les pays dans lesquelles elles étaient investies, aggravant les difficultés économiques », constate dans une note de recherche Mathieu Savary, responsable de la stratégie européenne de BCA Research.

Historiquement, les corrections de la stratégie du carry trade durent entre une dizaine et une vingtaine de séances, aboutissant à une chute de 6 % à 13 % de son rendement, selon la banque HSBC. La correction commencée mi-juillet, et qui a atteint son point culminant le 5 août, conforme aux crises passées, a amputé des deux tiers son rendement annuel. C'était la plus forte chute depuis celle de février-mars 2020, quand la crise du Covid frappait la planète et les marchés. La stratégie de carry trade met généralement une trentaine de séances pour regagner la moitié de sa baisse si l'environnement s'y prête et ne se détériore pas de nouveau. L'indice Standard & Poor's de cette stratégie sur les monnaies du G10 grimpe de 4,4 % cette année, après avoir gagné 12 % à la mi-juillet. Il a rebondi de 3,3 % depuis le 5 août. ■

Londres brasse 3.351 milliards de dollars par jour sur les devises

C'est un record. La City échange quotidiennement l'équivalent du produit intérieur brut du Royaume-Uni en une année. La place financière a enregistré des volumes historiques sur le yen en avril, après la hausse des taux au Japon.

La City de Londres a battu, en avril, son record d'activité quotidienne sur le plus grand marché au monde, celui des monnaies, selon les statistiques de la Banque d'Angleterre (BoE). Elles sont élaborées à partir des données des 30 principales banques, dont trois françaises, Crédit Agricole, BNP Paribas et Société Générale. Deux fois par an, la BoE livre ses statistiques sur les changes pour les mois d'octobre et avril, et elle les divulgue trois mois plus tard.

Les volumes journaliers ont atteint 3.351 milliards de dollars en avril, soit une hausse de 2 % par rapport à leur précédent record, deux ans plus tôt. Il s'est négocié chaque jour sur les changes un peu plus que le produit intérieur brut du Royaume-Uni en une année (3.332 milliards de dollars en 2023).

Entre les Etats-Unis et l'Asie, Londres est au cœur du marché mondial des devises, qui fonctionne 24 heures sur 24. La place britannique concentre la plus forte liquidité et le plus grand type d'intervenants (banques, firmes de trading, institutionnels, gérants, hedge funds, entreprises) de toutes nationalités. Elle a traité près de trois fois plus en volume quotidien que la numéro 2, New York (1.165 milliards de dollars).

Sur les transactions au comptant, les étrangers (non anglais) traitent les deux tiers des transactions à Londres. La paire dollar-yen a concentré leurs intérêts. Elle a connu une activité historique en s'établissant au deuxième rang derrière l'euro-dollar et en rétrogradant la livre contre dollar au troisième rang.

Progression des monnaies asiatiques

En mars, la Banque du Japon a procédé à sa première hausse des taux depuis 2007. Le yen n'en a pas moins plongé le mois suivant. Son fort regain de volatilité conjugué aux opérations de « carry trade » a entraîné des volumes records pour la monnaie japonaise. Dans son sillage, l'activité sur de nombreuses devises asiatiques (won coréen, dollar de Singapour, yuan) a progressé. La monnaie chinoise a fait un bond au classement par rapport au mois d'octobre. Elle a été au sixième rang des devises les plus traitées derrière le dollar, l'euro, le yen, la livre sterling et le franc suisse.

La place de Londres a multiplié ces dernières années les initiatives et les efforts pour devenir la place offshore de référence pour le renminbi et les institutions financières chinoises. — *N. A.-K.*

Bitwise met un pied en Europe avec le rachat d'ETC Group

CRYPTOS

Après Ark Investment, c'est au tour du spécialiste californien des ETF crypto de pousser ses pions sur le Vieux Continent avec l'acquisition d'un groupe britannique.

Caroline Mignon

Dans un marché saturé aux Etats-Unis, les pourvoyeurs de fonds cotés (ETF) cherchent de nouveaux débouchés. Très en retard sur l'essor de ces produits financiers, l'Europe leur apparaît comme un terrain de jeu prometteur. Dernier exemple en date, le fournisseur d'ETF Bitwise vient de mettre la main sur le groupe londonien ETC Group. Tous deux sont spécialistes des ETF investis en cryptomonnaies.

Après avoir lancé cette année deux des plus grands ETF sur Bitcoin et Ethereum aux Etats-Unis, Bitwise *« renforce sa position de leader global en tant que gestionnaire d'actifs sur les cryptomonnaies avec l'acquisition d'ETC Group, l'émetteur du plus grand ETP (produit coté) physique sur Bitcoin en Europe – BTCE »*, indique le communiqué.

> Le nouvel ensemble aura à gérer 4,5 milliards de dollars d'actifs, dont 1,1 milliard de dollars provient du groupe britannique.

Les termes de la transaction n'ont pas été dévoilés, mais le nouvel ensemble aura à gérer 4,5 milliards de dollars d'actifs, dont 1,1 milliard de dollars provient du groupe britannique. Bitwise entend peu à peu imposer sa marque aux libellés des produits d'ETC Group, commercialisés en Allemagne, où l'appétit des investisseurs pour les ETF se développe rapidement, notamment au travers des distributeurs en ligne.

Economies d'échelle

Déjà en septembre 2023, la société de gestion de Cathie Wood, Ark Invest, avait étendu son emprise en Europe avec l'acquisition du britannique Rize ETF, spécialiste des ETF thématiques et environnementaux, qui gérait moins de 500 millions de dollars d'actifs. En pleine expansion, le marché européen des ETF a progressé de près de 16 % à fin juillet cette année à 2.110 milliards de dollars, sur un marché mondial de 13.610 milliards de dollars, selon ETFGI.

Les sociétés de gestion cherchent aussi à se rapprocher pour gagner en économies d'échelle et améliorer leur rentabilité, dans un secteur hautement concurrentiel. L'européen CoinShares a racheté cette année à l'américain Valkyrie Investments son activité d'ETF, et l'an dernier aux Etats-Unis, TCW Group, spécialiste des ETF obligataires, s'était emparé de la branche ETF du groupe d'investissement activiste Engine No. 1. ■

Comment Revolut a mis les influenceurs au cœur de sa stratégie

BANQUE

La néobanque britannique multiplie les partenariats avec les stars des réseaux sociaux pour séduire la clientèle des 18-30 ans.

Rémy Videau

« Attendez j'ai un dernier truc à vous dire, très important ! » Allongée sur son lit, Léna Situations dégaine sa carte bancaire Revolut et présente un concours à ses abonnés. Le concept ? Créer un compte chez la néobanque pour tenter d'être l'un des cinq vainqueurs qui remportera 500 euros à dépenser dans la nouvelle boutique de l'influenceuse, « Hôtel Mahfouf », privatisée pour l'occasion.

Ce type de partenariat se développe continuellement sur les réseaux sociaux. Revolut est parmi les banques qui utilisent le plus ces collaborations commerciales. *« Les médias de référence de la tranche d'âge 18-30 ans c'est Squeezie, c'est Léna Situations,* explique Nicolas Moalic, responsable marketing France de Revolut. *C'est naturel de travailler avec ces créateurs qui sont en adéquation avec notre audience. »*

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), le gendarme financier, suit avec attention le phénomène. *« De telles actions de communication pourraient avoir un effet non négligeable sur un public plutôt jeune,* rappelle l'autorité. *En matière bancaire et assurantielle, nous n'avons pour le moment pas observé de dérives. »*

Plusieurs avantages

Léna Situations est une ambassadrice de choix pour Revolut. Chaque mois d'août depuis 8 ans, la vidéaste publie une vidéo par jour sur YouTube. Baptisés « vlogs d'août », ces vidéos sur son quotidien cumulent entre 1 et 1,5 million de vues chaque jour, une audience proche d'une chaîne de télévision. Toutefois, contrairement au public du petit écran, ce million de personnes est très majoritairement jeune. Autrement dit, la cible idéale pour Revolut.

La régularité du contenu est un facteur déterminant pour conclure un partenariat. *« Lorsqu'on lance un produit bancaire, on peut très rapidement en faire la promotion avec ces créateurs,* précise Nicolas Moalic. *Ils vont expliquer directement le produit à leur communauté dans des termes plus simples qu'une publicité classique. »*

La multitude d'influenceurs permet à Revolut de trouver des ambassadeurs pour tous types de produits. En Angleterre, la banque avait choisi de promouvoir ses avantages dans les restaurants avec des vidéastes spécialisés dans la gastronomie. De même, l'absence de frais à l'étranger est mise en scène avec des influenceurs amateurs de voyages.

> L'ACPR, le gendarme financier, suit avec attention le phénomène face à l'impact potentiel « non négligeable sur un public plutôt jeune ».

Côté réglementaire, la loi exige que la mention « collaboration commerciale » soit présentée de manière explicite au moment de l'annonce. L'ACPR ajoute que les attentes sont les mêmes que pour le reste de la publicité : « caractère clair, exact et non trompeur ». Les communications doivent également contenir des messages d'information selon le produit bancaire vendu.

D'après Nicolas Moalic, les collaborations avec les influenceurs ont débuté *« il y a au moins trois ans ».* La néobanque affirme être souvent sollicitée par les créateurs de contenu pour établir des partenariats. Elle n'hésite pas à les mettre en avant dans les gros événements qu'elle parraine, notamment le match de NBA de Paris en janvier dernier.

Ce modèle promotionnel convient mieux à Revolut que la publicité classique. *« Au lieu d'investir et de devoir amortir un spot publicitaire sur un an, on paye un peu tout le temps tout en adaptant les partenariats à nos nouveaux produits »*, décrit le responsable marketing. La néobanque britannique estime gagner en flexibilité en sélectionnant les influenceurs selon leur public avec des contrats à durée variable selon les volontés respectives. ■



Léna Situations est une ambassadrice de choix pour Revolut. Chaque mois d'août depuis huit ans, la vidéaste publie une vidéo par jour sur YouTube. *Photo Loïc Venance/AFP*

en bref



Shutterstock

Le London Metal Exchange profite de la hausse des volumes de trading

MATIÈRES PREMIÈRES Selon les résultats de l'opérateur de la Bourse de Hong Kong (HKEX), maison mère du London Metal Exchange (LME), l'Ebitda généré par les matières premières au premier semestre a bondi de 82 % à 816 millions de dollars. Le LME a tiré parti de l'intense activité sur les métaux et d'une hausse de ses tarifs début 2024. Le marché du cuivre a été particulièrement animé sur les six premiers mois de l'année : la tonne de métal rouge a établi un nouveau record historique à près de 12.000 dollars en mai, avant de revenir sous les 10.000 dollars. Le LME représente 10 % du chiffre d'affaires de la Bourse de Hong Kong.

La Suisse lance le paiement instantané pour les particuliers

PAIEMENT La Banque nationale suisse (BNS) a officialisé mercredi le lancement d'un nouveau système de paiement instantané pour les particuliers. Environ 60 banques sont désormais en mesure de recevoir et de traiter des paiements instantanés, couvrant plus de 95 % des transactions de paiement de détail en Suisse, selon la BNS. Le système sera généralisé dans toutes les banques d'ici fin 2026, permettant d'accélérer et de simplifier les procédures de paiement, assure l'institution.

euronext

SÉANCE DU 21 - 08 - 2024
CAC 40 : 7524,72 (0,52 %) NEXT 20 : 10805,98 (0,33 %)
CAC LARGE 60 : 8095,62 (0,51 %)
CAC ALL-TRADABLE : 5574,81 (0,51 %)
DATE DE PROROGATION : 27 AOÛT

A : Indicateur acompte, solde ou total du dividende. **BPA** : Bénfice par action. **PER** : Price Earning Ratio. Les plus hauts et plus bas ajustés sont sur l'année civile. Les valeurs classées par ordre alphabétique sont regroupées en trois classes de capitalisation signalées par les lettres **A** pour les capitalisations supérieures à 1 milliard d'euros, **B** pour les capitalisations comprises entre 1 milliard d'euros et 150 millions d'euros et **C** pour les capitalisations inférieures à 150 millions d'euros. ■ : Valeurs de l'indice CACNext20. ◆ : Valeurs de l'indice CACLarge60. ▲ : Valeurs de l'indice CACMid60. △ : Valeurs de l'indice CACSmall. Les bénéfices par action : source FacSet JCF Estimates.

CAC 40

VALEURS MNÉMO / INFO / OST ISIN / DEVISE / DATE DÉTACH. / DIV		OUV VOL. NB TITRES	CLOT + HAUT + BAS	% VEIL % MOIS % 52 S.	% AN + HAUT AN + BAS AN	BPA PER RDT
ACCOR (AC) ◆ FR0000120404 05/06/24 1,18	A	35,59 405590 243.622.860	35,8 35,84 35,54	+ 0,56 - 6,09 + 9,78	+ 3,47 43,74 31,73	3,3
AIR LIQUIDE (AI) ◆ FR0000120073 20/05/24 3,2	A	165,38 367583 578.131.063	165,56 166,52 165,02	+ 0,21 + 1,55 + 13,79	+ 3,4 179,473 150,618	1,93
AIRBUS GROUP (AIR) ◆ NL0000235190 16/04/24 2,38	A	138,32 582196 792.283.683	139,1 139,1 138,04	+ 0,45 + 5,54 + 8,57	- 0,49 172,78 126,66	3,4 40,97 2,01
ARCELORMITTAL (MT) ◆ LU1598757687 16/05/24 0,2	A	20,6 2484427 852.809.772	20,86 20,97 20,59	+ 1,41 + 0,48 - 11,59	- 18,75 26,95 18,435	
AXA (CS) ◆ FR0000120628 30/04/24 1,98	A	33,4 2352025 2.200.619.258	33,47 33,55 33,34	- 0,03 + 4,79 + 23,07	+ 13,5 35,19 29,04	5,92
BNP PARIBAS (BNP) ◆ FR0000131104 21/05/24 4,6	A	60,81 1415656 1.130.810.671	61,18 61,41 60,67	+ 0,44 - 2,97 + 4,87	- 2,25 73,08 53,08	7,52
BOUYGUES (EN) ◆ FR0000120503 30/04/24 1,9	A	31,62 439796 379.243.267	31,65 31,76 31,54	 - 2,85 + 2,03	- 7,24 38,26 29,82	6
CAP-GEMINI (CAP) ◆ FR0000125338 29/05/24 3,4	A	181,55 151996 172.608.113	182,75 183,55 181,5	+ 0,83 - 5,99 + 12,77	- 3,18 227,4 170,15	1,86
CARREFOUR (CA) ◆ FR0000120172 28/05/24 0,87	A	14,15 870441 677.969.188	14,08 14,17 14,065	- 0,71 - 4,15 - 23	- 15 16,92 13,14	6,18
CREDIT AGRICOLE (ACA) ◆ FR0000045072 29/05/24 1,05	A	13,51 1753290 3.025.902.350	13,58 13,655 13,505	+ 0,37 - 2,16 + 19,56	+ 5,66 15,925 12,118	7,73
DANONE (BN) ◆ FR0000120644 03/05/24 2,1	A	60,56 1156259 679.553.991	60,32 60,58 59,38	- 0,43 + 3,11 + 13,68	+ 2,79 63,8 56,14	3,48
DASSAULT SYSTEMES (DSY) ◆ FR0014003TT8 27/05/24 0,23	A	34,22 595534 1.338.435.363	34,37 34,53 34,16	+ 0,59 - 0,26 - 3,37	- 22,3 48,875 32,25	0,67
EDENRED (EDEN) ◆ FR0010908533 10/06/24 1,1	A	37,75 351251 249.588.059	37,6 37,97 37,52	- 0,32 - 8,94 - 33,94	- 30,55 58,76 34,7	2,93
ENGIE (ENGI) ◆ FR0010208488 02/05/24 1,43	A	15,45 4061421 2.435.285.011	15,48 15,53 15,35	+ 0,03 + 8,98 + 4,99	- 2,75 16,64 13,07	1,21 12,84 9,24
ESSILORLUXOTTICA (EL) ◆ FR0000121667 06/05/24 3,95	A	210,8 226262 457.318.291	212,8 213,3 210,6	+ 0,95 +10,34 + 21,64	+ 17,18 214,9 172,82	1,86
EUROFINS SCIENT. (ERF) ◆ FR0014000MR3 03/07/19 2,45	A	51,68 373281 190.742.750	51,8 52,02 51,52	+ 0,35 + 7,14 - 3,65	- 12,17 62,1 39,47	0,97
HERMES INTL (RMS) ◆ FR0000052292 02/05/24 21,5	A	2174 38244 105.569.412	2195 2200 2174	+ 1,11 + 6,45 + 17,13	+ 14,39 2436 1788,8	0,98
KERING (KER) ◆ FR0000121485 02/05/24 9,5	A	257,75 234446 123.420.778	258,6 260,9 257,7	+ 0,04 -17,92 - 48,12	- 35,19 438,6 246,7	3,67
L.V.M.H. (MC) ◆ FR0000121014 23/04/24 7,5	A	675 233343 500.141.700	678,8 681,5 675	+ 0,15 - 0,15 - 13,41	- 7,47 886,4 611,5	1,11
LEGRAND (LR) ◆ FR0010307819 31/05/24 2,09	A	97,08 340855 262.245.733	97,88 97,88 97,04	+ 1,05 + 4,15 + 10,57	+ 4,02 104,9 88,44	2,14
L'ORÉAL (OR) ◆ FR0000120321 26/04/24 6,6	A	385,35 220875 534.955.898	390,5 391,45 385,35	+ 1,4 - 3,45 - 1,88	- 13,35 461,85 374	1,69
MICHELIN (ML) FR001400AJ45 22/05/24 1,35	A	35,06 781965 714.958.226	35,3 35,39 35,06	+ 0,89 + 1,96 + 24,03	+ 8,75 38,52 30,06	3,82
ORANGE (ORA) ◆ FR0000133308 04/06/24 0,42	A	10,2 2744093 2.660.056.599	10,2 10,215 10,165	 + 0,05 - 0,16	- 1,01 11,37 9,192	4,12
PERNOD-RICARD (RI) ◆ FR0000120693 17/07/24 2,35	A	121,45 543755 253.328.748	124,8 125,3 121,3	+ 2,97 - 0,04 - 35,17	- 21,88 164,55 119,95	1,88
PUBLICIS GROUPE (PUB) ◆ FR0000130577 01/07/24 3,4	A	94,58 223566 268.723.468	95,04 95,12 94,46	+ 0,47 - 3,61 + 34,16	+ 13,14 108,4 83,16	3,36
RENAULT (RNO) ◆ FR0000131906 22/05/24 1,85	A	42,24 640513 295.722.284	43,04 43,31 42,23	+ 1,61 -10,95 + 15,25	+ 16,62 54,54 33,265	4,3
SAFRAN (SAF) ◆ FR0000073272 28/05/24 2,2	A	195,5 297918 427.260.541	196,55 196,65 195,3	+ 0,54 - 0,58 + 35,81	+ 23,26 218,9 156,68	1,12
SAINT-GOBAIN (SGO) ◆ FR0000125007 10/06/24 2,1	A	76,68 506696 504.005.802	76,76 77 76,6	+ 0,1 - 0,95 + 29,99	+ 15,15 82,76 61,27	2,74
SANOFI (SAN) ◆ FR0000120578 13/05/24 3,76	A	98,34 938344 1.268.607.152	98,92 99,24 98,19	+ 0,42 + 7,1 + 0,27	+ 10,2 99,24 84,93	3,8
SCHNEIDER ELECTRIC (SU) ◆ FR0000121972 28/05/24 3,5	A	224,75 382226 575.627.026	225,65 225,95 224,65	+ 0,56 + 1,23 + 45,71	+ 24,13 239 171,1	1,55
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (GLE) ◆ FR0000130809 27/05/24 0,9	A	20,97 2040779 812.035.548	21,21 21,4 20,97	+ 1,14 -10,69 - 16,64	- 11,72 27,95 19,37	4,24
STELLANTIS NV (STLAP) NL00150001Q9 22/04/24 1,32	A	14,752 1500303 3.023.129.879	14,886 14,986 14,748	+ 0,98 -19,88 - 10,57	- 29,6 27,345 13,694	10,41
STMICROELETRONICS (STMPA) ◆ NL0000226223 24/06/24 0,08	A	27,84 1769557 911.281.920	28,105 28,5 27,73	+ 1,08 -23,58 - 33,96	- 37,88 45,815 25,9	0,23 123,67 0,32
TELEPERFORMANCE (RCF) ◆ FR0000051807 28/05/24 3,85	A	103,75 92700 60.738.823	102,9 105,05 102,65	- 0,87 - 1,34 - 10,52	- 22,07 153,8 80,76	3,74
THALES (HO) ◆ FR0000121329 21/05/24 2,6	A	147,8 102638 210.210.140	148,2 148,65 147,05	+ 0,34 - 2,82 + 13,3	+ 10,64 174,5 131,45	1,75
TOTALENERGIES (TTE) ◆ FR0000120271 19/06/24 0,79	A	61,99 1811404 2.397.679.661	62,13 62,25 61,72	+ 0,26 - 0,96 + 7,88	+ 0,86 70,11 57,45	1,27
UNIBAIL-R/WFD (URW) FR0013326246 14/05/24 2,5	A	69,16 257881 139.364.104	70,56 70,74 69,16	+ 1,88 - 3,87 + 51,42	+ 5,44 82,16 63,96	3,54
VEOLIA ENV. (VIE) ◆ FR0000124141 08/05/24 1,25	A	28,7 1106115 726.148.514	29,09 29,18 28,7	+ 1,22 + 0,59 + 5,28	+ 1,86 31,6 26,47	4,3
VINCI (DG) ◆ FR0000125486 23/04/24 3,45	A	105,3 356185 588.519.218	105,6 105,75 105,15	+ 0,24 + 0,05 + 4,68	- 7,12 120,62 97,44	3,27
VIVENDI (VIV) ◆ FR0000127771 30/04/24 0,25	A	9,686 1700733 1.029.918.125	9,752 9,762 9,6	+ 0,56 -10,24 + 20,84	+ 0,79 11,17 9,026	2,56

SRD VALEURS FRANÇAISES

VALEURS MNÉMO / INFO / OST ISIN / DATE DÉTACH. COUPON / DIV		OUV VOL. NB TITRES	CLOT + HAUT + BAS	% VEIL % MOIS % 52 S.	% AN + HAUT AN + BAS AN	BPA PER RDT
AB SCIENCE (AB) △ FR0010557264	B	0,977 10806 52.375.019	0,976 0,98 0,961	+ 0,21 - 8,1 - 68,52	- 72,55 4,465 0,88	
ABC ARBITRAGE (ABCA) △ FR0004040608 23/04/24 0,1	B	4,14 5986 59.608.879	4,165 4,18 4,14	+ 0,36 + 4,65 - 30,81	- 13,32 4,87 3,58	
ABIVAX (ABVX) △ FR0012333284	B	10,32 10045 63.276.925	10,4 10,52 10,26	+ 2,97 -10,65 - 38,9	+ 5,91 15,42 9,35	
ABIONYX PHARMA SA (ABNX) △ FR0012616852	B	1,29 30149 34.931.012	1,278 1,29 1,26	- 0,93 + 3,4 + 5,45	- 0,78 1,482 0,91	
ADOCIA (ADOC) △ FR0011184241	B	5,83 52655 15.043.513	5,66 5,83 5,64	- 2,92 - 9,15 - 52,03	- 50,95 12,4 5,11	
AÉROPORTS DE PARIS (ADP) ◆ FR0010340141 10/06/24 3,82	A	115 31044 98.960.602	115,7 116,1 115	+ 0,61 - 2,45 - 2,2	- 1,28 133,2 109,6	3,3
AIR FRANCE-KLM (AF) ■ FR001400J770	A	7,562 882055 262.769.869	7,576 7,756 7,53	+ 0,27 - 7,32 - 45,87	- 44,26 13,828 7,412	
AKWEL (AKW) △ FR0000053027 03/06/24 0,3	B	10,68 4388 26.741.040	10,26 10,68 10,26	- 2,29 - 6,04 - 34,82	- 36,51 17,44 9,83	2,92
AYVENS (AYV) ▲ FR0013258662 31/05/24 0,47	A	6,195 219674 816.960.428	6,33 6,365 6,195	+ 2,84 + 4,46 - 28,84	- 1,78 7,51 5,11	7,43
ALPES (CIE DES) (CDA) △ FR0000053324 20/03/24 0,91	B	13,44 18342 50.622.242	13,54 13,64 13,42	+ 0,74 - 1,02 + 4,48	- 4,11 16,28 12,32	5,91
ALTAREA (ALTA) ▲ FR0000033219 11/06/24 8	A	101 3273 21.893.754	100,6 101,8 99,2	- 0,59 + 6,34 + 21,35	+ 25,75 111,8 66,8	
ALSTOM (ALO) ■◆ FR0010220475 17/07/23 0,25	A	17,885 655956 461.509.585	17,83 18,02 17,82	- 0,28 + 0,99 - 28,31	+ 46,39 19,88 10,66	
ALTAREIT (AREIT) FR0000039216	B	450 1 1.750.487	450 450 450	 - 15,89	 480 440	
ALTEN (ATE) ▲ FR0000071946 24/06/24 1,5	A	99 17720 35.209.501	100 100 99	+ 1,11 - 2,53 - 20,63	- 25,71 146,9 92,15	1,5
AMUNDI (AMUN) ▲ EX-DS 15/03/17 FR0004125920 03/06/24 4,1	A	66,4 80968 204.647.634	66,05 66,75 66,05	- 0,75 - 0,23 + 25,93	+ 7,22 72,35 58,75	6,21
ANTIN INFRA PARTNERS (ANTIN) ▲ FR0014005AL0 17/06/24 0,39	A	12,2 7298 179.193.288	12,16 12,22 12,14	 - 3,18 - 10,19	- 11,76 17,28 10,1	3,21
ARAMIS (ARAMI) FR0014003U94	A	5,25 24660 82.856.671	5,38 5,38 5,25	+ 1,89 +24,25 + 34	+ 23,68 5,53 3,3	
ARGAN (ARG) FR0010481960 27/03/24 3,15	A	75,6 5171 25.402.673	75,7 76 75,4	+ 0,13 - 3,07 + 7,83	- 11,15 86,1 70,7	
ARKEMA (AKE) ■◆ FR0010313833 17/05/24 3,5	A	79,65 62584 75.043.514	80,4 80,55 79,6	+ 1,01 - 3,42 - 15,19	- 21,94 104,4 76,7	4,35
ARTMARKET.COM (PRC) △ FR0000074783	C	4,54 492 6.651.515	4,63 4,63 4,53	- 1,49 - 2,11 - 29,1	- 8,68 6,15 4,11	
ASSYSTEM (ASY) OPA 24/11/17 FR0000074148 10/07/24 5,5	B	50,2 6921 15.668.216	51,3 51,4 50,2	+ 2,19 + 1,99 + 13,5	+ 3,64 61,2 44,45	10,72
ATOS SE (ATO) FR0000051732 14/05/21 0,9	A	0,861 412597 112.136.778	0,853 0,866 0,853	- 0,65 - 24,68 - 87,54	- 87,9 7,83 0,637	
AUBAY (AUB) △ FR0000063737 17/05/24 0,7	C	35,8 4588 13.064.446	35,85 36 35,65	+ 0,14 - 2,71 - 12,56	- 13,93 47,35 33,9	1,95
AVENIR TELECOM (AVT) FR001400CFI7	C	0,088 45319	0,092 0,094 0,088	+ 2,22 - 11,88 - 47,9	- 19,72 0,198 0,074	
AXWAY SOFTWARE (AXW) △ FR0011040500 05/06/23 0,4	B	21,7 3489 21.633.597	22,6 23,2 21,7	+ 3,67 -17,82 - 5,44	- 14,39 30,9 20	
BAINS MER MONACO (BAIN) MC0000031187 10/10/23 1,2	B	102 192 24.516.661	100,5 102 100,5	- 0,5 - 1,95 - 9,46	- 1,47 111 93,4	1,19
BALYO (BALYO) △ FR0013258399	C	0,59 2172 34.356.767	0,59 0,596 0,59	- 1,01 +11,53 - 29,51	- 28,83 0,839 0,441	
BASTIDE LE CONFORT (BLC) △ FR0000035370 07/01/22 0,27	C	20,9 5949 7.358.328	21,35 21,35 20,55	+ 3,39 + 5,96 - 23,89	- 20,34 28 13,8	
BELIEVE (BLV) ▲ FR0014003FE9	A	14,2 3744 100.708.785	15,02 15,14 14,2	+ 5,78 - 0,79 + 64,69	+ 43,05 16,92 8,79	
BÉNÉTEAU (BEN) ▲ FR0000035164 12/06/24 0,73	B	9,25 69535 82.789.840	9,42 9,47 9,24	+ 1,95 - 6,36 - 29,6	- 24,52 14,38 7,95	7,75
BIC (BB) ▲ FR0000120966 10/06/24 2,85	A	59,3 9444 42.270.689	59,7 59,8 59,1	+ 1,02 + 2,93 + 5,01	- 5,01 71,5 50,6	4,77
BIGBEN INT. (BIG) △ FR0000074072 27/07/22 0,3	C	2,175 20453 18.538.970	2,195 2,2 2,17	+ 0,23 - 6,2 - 49,07	- 36,56 3,88 2,09	
BIOMÉRIEUX (BIM) ▲ FR0013280286 07/06/24 0,85	A	98,5 46378 118.361.220	98,4 99,35 98,15	- 0,1 + 6,44 + 5,78	- 2,19 108,9 88,25	0,86
BOIRON (BOI) △ FR0000061129 03/06/24 1,35	A	32,2 532 17.545.408	32,5 32,5 31,95	+ 1,56 - 0,31 - 37,62	- 19,19 42,8 29,3	4,15
BOLLORÉ (BOL) ▲ FR0000039299 25/06/24 0,05	A	5,825 468102 2.852.174.816	5,815 5,855 5,815	- 0,17 - 1,94 + 8,59	+ 2,83 6,425 5,28	0,86
BONDUELLE (BON) △ FR0000063935 02/01/24 0,25	B	6,96 19771 32.630.114	6,89 7,07 6,86	- 1,01 +11,49 - 36,9	- 37,02 10,94 6	3,63
BUREAU VERITAS (BVI) ■◆ FR0006174348 02/07/24 0,83	A	29,06 456906 453.871.520	29,12 29,36 28,94	+ 0,21 +11,31 + 19,79	+ 27,33 29,36 22,52	2,85
CARMILA (CARM) △ FR0010828137 29/04/24 1,2	C	16,7 32172 142.441.073	16,72 16,82 16,7	- 0,12 + 0,72 + 18,25	+ 7,32 18 14,72	
CASINO GUICHARD (CO) FR0014000KR3	A	3,467 96886 395.740.444	3,5 3,586 3,467	+ 0,97 -10,55 - 98,89	- 95,53 80 2,71	
CATANA GROUP (CATG) △ FR0010193052 05/03/24 0,15	C	5,11 30725 30.706.178	5,2 5,28 5,11	+ 0,97 + 5,16 - 27,58	- 9,09 5,92 4,085	2,89
CEGEDIM (CGM) FR0000053506 29/06/22 0,5	B	12,7 2987 14.097.155	12,65 12,9 12,65	 - 3,07 - 39,04	- 29,17 18,8 11,3	
CHARGEURS (CRI) △ FR0000130692 02/05/23 0,54	C	10,56 10817 24.862.314	11,9 11,9 10,54	+ 12,69 +18,29 + 15,76	+ 1,88 13,3 9,14	
CHRISTIAN DIOR (CDI) EX D OP 08/06/17 FR0000130403 23/04/24 7,5	A	623,5 1622 180.507.516	628 630 623,5	+ 0,72 - 1,72 - 15,53	- 11,24 832,5 569	1,19
CLARANOVA SE (CLA) △ FR0013426004	B	1,46 88188 57.206.910	1,484 1,5 1,442	+ 1,51 -17 - 16,82	- 30,16 3,05 1,37	
CLARIANE (CLARI) ▲ FR0010386334 21/06/23 0,25	A	1,772 617828 355.980.761	1,765 1,826 1,76	- 0,62 - 2,22 - 69,38	- 26,58 5,45 1,321	
COFACE (COFA) ▲ FR0010667147 22/05/24 1,3	A	14,37 92372 150.179.792	14,39 14,47 14,35	+ 0,49 + 4,2 + 11,46	+ 21,54 15,95 11,53	9,03
COVIVIO (COV) ▲ FR0000064578 19/04/24 3,3	A	48,9 82553 111.623.468	49,38 49,88 48,9	+ 0,73 + 7,86 + 24,63	+ 1,44 51,05 39,54	
DASSAULT AV. (AM) FR0014004L86 20/05/24 3,37	A	189,8 14514 78.595.561	190,7 190,7 188,8	+ 0,26 +15,93 + 10,36	+ 6,42 212,4 160,9	1,77
DASSAULT SYSTEMES (DSY) ◆ FR0014003TT8 27/05/24 0,23	A	34,22 595534 1.338.435.363	34,37 34,53 34,16	+ 0,59 - 0,26 - 3,37	- 22,3 48,875 32,25	0,67
DBV TECHNOLOGIES (DBV) △ FR0010417345	B	0,856 46783 96.498.927	0,836 0,856 0,835	- 2,34 + 3,85 - 71,13	- 54,79 1,896 0,764	
DEEZER SA (DEEZR) FR001400AYG6	2	1,8 499 117.054.347	1,81 1,81 1,8	+ 0,56 - 2,16 - 12,77	- 14,82 2,4 1,64	
DERICHEBOURG (DBG) △ FR0000053381 14/02/24 0,16	B	4,75 124500 159.397.489	4,892 4,894 4,75	+ 3,12 + 1,75 - 5,65	- 3,7 5,295 3,858	3,27
DMS (DGM) △ FR0012202497	C	0,924 4286 16.120.556	0,95 0,958 0,922	- 2,26 - 3,65 - 28,57	- 16,3 1,37 0,884	
EDENRED (EDEN) ◆ FR0010908533 10/06/24 1,1	A	37,75 351251 249.588.059	37,6 37,97 37,52	- 0,32 - 8,94 - 33,94	- 30,55 58,76 34,7	2,93
EIFFAGE (FGR) ■◆ FR0000130452 20/05/24 4,1	A	91,24 107380 98.000.000	91,92 91,92 91,24	+ 0,64 + 0,39 + 2,36	- 5,26 107,75 84,56	4,46
EKINOPS (EKI) △ FR0011466069	B	3,47 5611 26.994.049	3,455 3,475 3,425	+ 1,02 +12,91 - 52,54	- 41,04 5,94 2,82	
ELIOR (ELIOR) ▲ FR0011950732 07/04/20 0,29	B	3,198 159189 253.611.809	3,224 3,258 3,196	+ 0,88 + 1,26 + 51,65	+ 9,96 3,98 2,136	
ELIS (ELIS) ▲ FR0012435121 27/05/24 0,43	A	21,66 101224 235.567.817	21,62 21,78 21,56	- 0,37 + 5,36 + 24,25	+ 14,45 23,58 18,08	1,99
EMEIS (EMEIS) ▲ FR001400NLM4	A	9,05 331609 160.723.308	8,72 9,2 8,7	- 3,65 -30,5 - 92,2	- 48,06 17,979 8,7	
ERAMET (ERA) ▲ FR0000131757 04/06/24 1,5	B	72,8 29191 28.755.047	73,75 74,2 72,8	+ 1,31 -22,29 - 1,07	+ 3,15 114,5 58,5	2,03
ESSO (ES) △ FR0000120669 08/07/24 15	C	129,2 10013 12.854.578	133,6 135,6 129,2	+ 3,25 -22,05 +154,72	+143,57 205 48,98	11,23
EURAZEO (RF) ▲ FR0000121121 14/05/24 2,42	A	71,15 92636 76.081.874	70,8 71,75 70,05	- 0,91 - 7,57 + 35,24	- 1,46 86,75 63,95	3,42
EUTELSAT COM. (ETL) ▲ FR0010221234 17/11/22 0,93	A	4,42 21248 475.178.378	4,428 4,44 4,41	+ 0,18 - 3,95 - 18,53	+ 4,19 4,96 3,382	
EXAIL TECHNOLOGIES (EXA) △ FR0000062671 23/06/21 0,32	B	17,38 3399 17.424.747	17,8 17,84 17,38	+ 2,18 + 2,89 - 9,46	- 7,77 24,6 15,7	
EXCLUSIVE NETWORKS (EXN) FR0014005DA7 05/07/22 0,2	A	23 28537 91.670.286	22,95 23,1 22,9	- 0,22 - 0,65 + 26,24	+ 18,18 23,7 16,9	
EXOSENS PROM (EXENS) FR001400Q9V2	A	19,49 5058 50.782.552	19,44 19,49 19,072	+ 0,73 - 9,92 - 2,8	- 2,8 24,945 18,86	
FDJ (FDJ) ▲ FR0013451333 03/05/24 1,78	A	36,02 77563 185.270.000	36,32 36,32 36,02	+ 0,55 + 9,46 + 12,17	+ 10,6 39,46 30,7	4,9
PHAXIAM TX (PHXM) FR0011471135	C	1,82 3800 60.751.054	1,804 1,82 1,784	+ 1,24 - 8,43 - 63,56	- 60,78 4,7 1,78	
FNAC DARTY (FNAC) ▲ FR0011476928 03/07/24 0,45	A	28,4 11538 27.778.578	28,8 28,8 28,15	+ 1,95 - 0,35 - 2,24	+ 4,73 35,95 23,1	1,56
FONCIÈRE LYONNAISE (FLY) FR0000033409 18/04/24 2,4	A	64,2 84 42.950.800	64,4 64,4 63,8	+ 0,31 + 2,22 - 5,01	- 3,88 72 62	
FORVIA (FRVIA) ■◆ FR0000121147 04/06/24 0,5	A	9,416 757402 197.089.340	9,474 9,542 9,374	+ 1,05 - 7,71 - 52,39	- 53,6 21,17 8,72	5,28
GECINA (GFC) ■◆ FR0010040865 02/07/24 2,65	A	96,05 102668 76.670.861	95,95 96,7 95,7	- 0,36 + 9,78 + 4,63	- 12,85 111,1 85,15	
GENFIT (GNFT) ▲ FR0004163111	B	3,935 142706 49.939.043	4,02 4,04 3,88	+ 3,08 + 0,25 + 24,07	+ 13,56 5,79 3,025	
GENSIGHT (SIGHT) △ FR0013183985	B	0,364 100796 103.800.959	0,366 0,379 0,36	- 0,54 +21,83 - 18,05	- 20,54 0,598 0,282	
GERARD PERRIER (PERR) FR0000061459 10/06/24 2,3	B	92 3 3.973.148	92 92 92	 - 3,77 - 15,21	- 7,82 102 87,2	2,5
GETLINK (GET) ■◆ FR0010533075 30/05/24 0,55	A	15,96 432294 550.000.000	15,935 16,03 15,935	- 0,31 - 1,54 + 6,52	- 3,8 16,89 14,915	3,45

SRD Suite VALEURS FRANÇAISES

VALEURS MNÉMO / INFO / OST ISIN / DEVISE / DATE DÉTACH. / DIV		OUV VOL. NB TITRES	CLOT + HAUT + BAS	% VEIL % MOIS % 52 S.	% AN + HAUT AN + BAS AN	BPA PER RDT
GL EVENTS (GLO) △ FR0000066672 02/07/24 0,7	B	16,66 14655 29.982.787	16,94 16,94 16,56	+ 1,32 - 1,97 - 5,36	- 13,66 23,55 16,2	4,13
GRAINES VOLTZ (GRVO) FR0000065971 29/03/22 2	C	23,8 26 1.480.265	23,8 23,8 23,8	 + 0,85 - 36,02	- 18,49 30,6 21,8	
GROUPE CRIT (CEN) △ FR0000036675 03/07/24 1	B	61,8 148 11.250.000	61,6 62 61,6	- 0,32 - 6,67 - 13,97	- 21,63 79,6 59,8	1,62
GTT (GTT) ■▲ FR0011726835 18/06/24 2,51	A	135,1 43806 37.078.357	135,6 136,6 135,1	+ 0,44 + 3,43 + 17,61	+ 13,09 151,1 117,3	1,85
GUERBET (GBT) △ FR0000032526 01/07/24 0,5	B	34,8 6001 12.641.115	34,2 34,8 33,9	- 1,3 -12,31 + 57,97	+ 75,38 40,25 17,02	1,46
GUILLEMOT (GUI) △ FR0000066722 07/06/23 0,25	C	5,56 4981 15.087.480	5,6 5,64 5,56	 -11,67 - 19,08	- 17,53 7,48 4,405	
ICADE (ICAD) ▲ FR0000035081 02/07/24 2,42	A	19,91 67915 76.234.545	19,91 20,08 19,85	 - 4,65 - 37,11	- 43,98 35,9 19,36	
ID LOGISTIC (IDL) FR0010929125	A	460 1510 6.173.328	465 465 460	+ 1,09 +14,11 + 95,38	+ 51,96 465,5 298	
IMERYS (NK) ▲ FR0000120859 21/05/24 1,35	A	30,04 28542 84.940.955	30,3 30,3 30,04	+ 0,93 - 8,68 + 0,93	+ 6,39 38,5 24,96	4,46
INFOTEL (INF) △ FR0000071797 29/05/24 2	C	38,8 1806 6.934.791	38,6 39 38,5	- 0,52 - 1,78 - 27,72	- 27,17 53,6 33,7	5,18
INNATE PHARMA (IPH) △ FR0010331421	B	2,04 31511 80.967.407	2,06 2,09 2,035	 + 0,49 - 22,85	- 21,37 2,8 1,862	
INTERPARFUMS (ITP) ▲ FR0004024222 26/04/24 1,15	A	43,45 15745 83.035.884	43,95 44 43,45	+ 1,15 +15,96 - 19,16	- 4,08 50,182 37,7	2,62
INVENTIVA (IVA) △ FR0013233012	B	2,3 41003 52.477.188	2,305 2,38 2,29	+ 0,66 - 7,8 - 32,21	- 43,71 4,44 2,04	
IPSEN (IPN) ▲ FR0010259150 30/05/24 1,2	A	106,9 56903 83.814.526	107,3 108,1 106,9	+ 0,19 - 1,83 - 7,26	- 0,56 126,7 99,7	1,12
IPSOS (IPS) ▲ FR0000073298 01/07/24 1,65	A	55,05 37655 43.203.225	55,25 55,3 55	+ 0,18 - 9,87 + 23,22	- 2,64 68,2 53,85	2,99
JACQUET METALS (JCQ) △ FR0000033904 03/07/24 0,2	B	15,18 9864 22.016.467	15,32 15,4 15,18	+ 1,19 + 3,1 - 15,82	- 21,84 20 14,5	1,31
JCDECAUX (DEC) ▲ FR0000077919 21/05/19 0,58	A	18,68 55529 213.161.658	18,78 18,87 18,58	+ 0,43 - 8,03 + 14,72	+ 3,19 22,36 16,65	
KAUFMAN & BROAD (KOF) △ FR0004007813 09/05/24 2,4	B	30,5 7441 19.862.022	30,95 31,05 30,4	+ 1,48 - 0,96 + 26,58	+ 2,82 34,4 25,45	7,75
KLEPIERRE (LI) ■◆ FR0000121964 09/07/24 0,9	A	26,54 460895 286.861.172	26,7 26,74 26,54	+ 0,38 + 6,46 + 14,3	+ 8,18 27,62 22,69	
LAGARDÈRE (MMB) ▲ FR0000130213 26/04/24 0,65	A	22,05 4586 141.133.286	22,2 22,25 22,05	+ 0,68 - 2,42 + 3,02	+ 20,78 23 17,8	2,93
LDC (LOUP) FR0013204336 28/08/23 2,7	A	141 260 17.635.433	142,5 142,5 141	+ 1,06 - 1,38 + 10,89	+ 1,79 159 125	1,9
LNA SANTÉ (LNA) △ FR0004170017 08/07/24 0,6	B	25,05 829 10.709.416	25,05 25,3 25	+ 0,2 - 6,88 - 19,19	+ 24,63 28,4 18,14	2,4
LECTRA (LSS) △ FR0000065484 30/04/24 0,36	B	26,6 13212 37.832.965	27,5 27,5 26,6	+ 3,38 - 2,65 - 2,48	- 12 35,2 24,3	1,31
LHYFE (LHYFE) FR0014009YQ1	B	3,89 2320 47.943.848	3,85 3,92 3,835	+ 1,05 - 3,63 - 34,97	- 23,61 5,49 3,445	
LINEDATA SERVICES (LIN) △ FR0004156297 08/07/24 1,75	B	71 58 4.960.807	71,2 71,2 70,2	 + 0,85 + 30,88	+ 28,06 81,6 55,6	2,46
LISI (FII) △ FR0000050353 30/04/24 0,31	A	27,8 4513 46.538.313	27,6 27,8 27,4	- 0,9 +15,97 + 25,45	+ 16,95 29,3 20,85	1,12
LUMIBIRD (LBIRD) △ FR0000038242	C	10 1322 22.466.882	10 10 9,86	 - 9,09 - 34,47	- 17,9 15,48 9,5	
M6-MÉTROPOLE TV (MMT) ▲ FR0000053225 30/04/24 1,25	A	11,9 50635 126.414.248	12,06 12,06 11,9	+ 1,52 - 6,8 - 8,64	- 6,8 14,96 11,48	10,37
MAISONS DU MONDE (MDM) △ FR0013153541 03/07/24 0,06	B	3,475 15336 39.189.288	3,64 3,64 3,475	+ 4,6 - 5,45 - 56,87	- 35,8 5,73 3,26	1,65
MANITOU (MTU) △ FR0000038606 17/06/24 1,35	B	19 8521 39.668.399	19 19,08 18,9	+ 0,32 -16,67 - 21,65	- 18,1 29 18,88	7,11
MAUREL ET PROM (MAU) △ FR0000051070 03/07/24 0,3	B	5,35 80898 201.261.570	5,39 5,4 5,325	+ 0,75 -10,91 + 15,91	- 11,49 6,865 4,7	5,57
MEDINCELL (MEDCL) FR0004065605	B	17,54 169482 29.103.380	18,5 18,74 17,54	+ 5,23 +20,29 +189,06	+156,94 18,74 6,91	
MERCIALYS (MERY) ▲ FR0010241638 29/04/24 0,99	B	11,85 133301 93.886.501	11,89 11,96 11,83	+ 0,34 + 9,99 + 51,46	+ 19,56 11,96 9,775	
MERSEN (MRN) ▲ FR0000039620 02/07/24 1,25	B	31 14365 24.418.312	31,4 31,45 30,95	+ 1,62 - 3,68 - 23,79	- 10,8 40,25 29,1	3,98
METABOLIC EXPLORER (METEX) △ FR0004177046	C	/060524 50.919.133		 - 84,03	- 68,71 0,578 0,05	
MONCEY (FIN.) NOM. (FMONC) FR0000076986 25/06/24 28	B	 182.871		+ 3,13 + 1,85 + 8,55	+ 7,84 8650 6550	2800
NACON (NACON) FR0013482791	B	1,164 144543 105.321.937	1,144 1,174 1,116	- 3,05 - 3,38 - 22,18	- 31,41 1,838 1,05	
NANOBIOTIX (NANO) △ FR0011341205 13/05/19	B	4,38 32380 47.133.328	4,4 4,472 4,362	+ 0,87 - 7,95 - 46,99	- 33,73 7,93 3,816	
NEOEN (NEOEN) ▲ FR0011675362 20/05/24 0,15	A	38,48 190761 152.848.774	38,6 38,6 38,44	+ 0,36 + 0,68 + 45,66	+ 27,48 38,6 21,8	0,39
NEURONES (NRO) FR0004050250 12/06/24 1,2	B	42,65 1468 24.278.716	43,1 43,4 42,6	+ 1,17 - 1,6 + 14,63	- 1,49 48,15 39,45	2,78
NEXANS (NEX) ▲ FR0000044448 21/05/24 2,3	A	119,9 111413 43.753.380	120,3 120,6 119,3	+ 0,33 +15,9 + 64,46	+ 51,8 124,9 72,1	1,91
NEXITY (NXI) ▲ FR0010112524 24/05/23 2,5	A	9,74 47010 56.129.724	9,84 9,84 9,7	+ 1,08 + 6,72 - 27,81	- 41,6 17,19 8,335	
ODET (CIE DE L') (ODET) FR0000062234 25/06/24 4	A	1494 273 6.585.990	1474 1500 1466	- 1,47 + 6,66 + 4,24	+ 1,38 1626 1294	0,27
OSE IMMUNO (OSE) △ FR0012127173	C	7,35 132396 21.817.777	7,45 7,54 7,14	+ 2,06 +13,39 +167,03	+ 74,07 8,63 3,115	
OVH (OVH) △ FR0014005HJ9	A	5,92 70845 188.532.591	6,075 6,075 5,92	+ 2,79 + 9,26 - 33,5	- 29,48 11,28 4,43	
PEUGEOT INVEST (PEUG) △ FR0000064784 19/05/23 1	A	83,5 7752 24.922.589	83 83,5 82,6	- 0,6 - 8,39 - 18,47	- 18,15 119,6 76,7	3,92
PHARMAGEST INT. (PHA) △ FR0012882389 02/07/24 1,25	A	46 5382 15.174.125	46,85 46,85 46	+ 2,18 - 4,39 - 36,94	- 23,32 67,4 42,95	2,67
PIERRE & VACANCES (VAC) △ FR0000073041 19/03/12 0,7	C	1,386 147963 454.447.336	1,4 1,408 1,378	+ 1,01 - 0,71 + 5,11	- 9,79 1,668 1,142	
PLANISWARE PROM (PLNW) FR001400PFU4	A	29,8 16775 69.391.000	29,91 30,155 29,435	+ 0,69 +15,98 + 86,94	+ 48,88 31,2 19,306	
PLASTIC OMNIUM (OPM) ▲ FR0000124570 25/07/24 0,24	A	8,545 115617 145.522.153	8,585 8,645 8,51	+ 0,88 - 3,97 - 47,81	- 28,46 13,2 8	2,8
POXEL (POXEL) △ FR0012432516	C	0,628 212860 51.952.581	0,631 0,639 0,623	+ 0,96 +23,24 + 7,13	+ 14,52 0,898 0,364	
QUADIENT (QDT) △ FR0000120560 05/08/24 0,65	B	17,24 16901 34.468.912	17,56 17,56 17,24	+ 1,86 - 6,99 - 8,54	- 8,64 23,1 16,34	3,7
RALLYE (RAL) FR0000060618 20/05/19 1	A	/220424 52.925.203		 - 76,26	- 66,84 0,169 0,015	
RAMSAY GDS (GDS) FR0000044471 02/12/14 1,4	A	15,4 543 110.389.690	15,5 15,6 15,4	+ 0,98 - 0,64 - 24,76	- 18,42 19,9 12	
RÉMY COINTREAU (RCO) ◆ FR0000130395 24/07/24 2	A	69,85 64969 51.252.969	72,4 73 69,85	+ 2,26 + 1,61 - 50,66	- 37,04 114,9 67,4	2,76
REXEL (RXL) ■◆ FR0010451203 15/05/24 1,2	A	22,51 493670 301.735.000	22,78 22,9 22,48	+ 1,65 - 9,64 + 8,32	- 8,03 28,88 20,3	5,27
ROBERTET S.A. (RBT) FR0000039091 27/06/24 8,5	B	842 145 2.167.745	846 850 842	+ 0,6 + 2,55 + 1,93	+ 1,93 907 762	1,01
RUBIS (RUI) ▲ DIV 2 28/07/17 FR0013269123 14/06/24 1,98	A	28,04 84337 104.156.127	28,04 28,18 27,86	- 0,28 - 0,43 + 29,46	+ 24,62 34,3 22,5	7,06
SARTORIUS STED. BIO. (DIM) ▲ DIV 6 10/05/16 FR0013154002 02/04/24 0,69	A	170,35 33534 97.330.405	172,05 174,55 170,35	+ 1,03 +17,16 - 29,55	- 28,16 281 139,1	0,4
SAVENCIA (BH) FR0000120107 13/05/24 1,4	B	50,4 361 14.032.930	50,2 50,4 49,9	 - 0,4 - 8,39	- 8,73 55,2 48,2	2,79
SCOR (SCR) ■▲ FR0010411983 21/05/24 1,8	A	18,43 596140 179.362.195	18,5 18,76 18,4	+ 0,27 - 9,22 - 33,88	- 30,08 32,48 16,91	9,73

SRD Suite VALEURS FRANÇAISES

VALEURS MNÉMO / INFO / OST ISIN / DEVISE / DATE DÉTACH. / DIV		OUV VOL. NB TITRES	CLOT + HAUT + BAS	% VEIL % MOIS % 52 S.	% AN + HAUT AN + BAS AN	BPA PER RDT
SEB (SK) ▲ FR0000121709 03/06/24 2,62	A	91,1 37081 55.337.770	92,6 92,6 91,1	+ 1,48 - 8,68 - 7,4	- 18,05 120,2 85,1	2,83
SECHE ENVIRONNEMENT (SCHP) △ FR0000039109 08/07/24 1,2	B	98,6 1663 7.857.732	99,4 99,4 97,5	+ 1,22 + 6,42 - 17,3	- 9,64 121,4 85,5	1,21
SERGEFERRARI GROUP (SEFER) △ FR0011950682 28/06/24 0,12	C	5,97 410 12.299.259	5,97 5,98 5,97	 - 8,29 - 46,89	- 25,93 8,2 5,38	2,01
SES-IMAGOTAG (VU) ▲ FR0010282822 25/06/24 0,3	B	137,4 16104 16.071.708	133,9 137,4 133,9	- 2,12 - 3,74 + 25,14	- 1,4 175,1 120,2	0,22
SHOWROOMPRIVÉ (SRP) △ FR0013006558	B	0,972 7321 118.902.909	0,982 0,982 0,972	 +30,93 - 23,28	- 7,88 1,17 0,7	
SOITEC (SOI) ▲ EX-DS 13/05/16 REGR.1P20 FR0013227113	A	102,4 58608 35.724.746	105,6 105,6 102,4	+ 2,82 - 5,29 - 39,55	- 34,73 164,1 86	
SOLOCAL GROUP (PAJ) FR0014000609	B	0,003 69949618 129.505.837	0,003 0,003 0,003	- 3,23 -92,77 - 97,42	- 96,59 0,15 0,003	
SODEXO (SW) ■◆ FR0000121220 20/12/23 3,1	A	87,05 119010 147.454.887	87,6 87,6 86,7	+ 0,63 + 9,36 + 18,71	+ 17,02 89,4 71,94	3,54
SOLUTIONS 30 (ALS30) FR0013379484	A	1,47 124270 107.127.984	1,49 1,493 1,469	+ 1,36 -10,56 - 44,57	- 44,11 2,896 1,3	
SOPRA STERIA GP (SOP) ▲ FR0000050809 28/05/24 4,65	A	166,1 14441 20.547.701	167,2 167,9 166,1	+ 0,54 - 4,02 - 15,21	- 15,47 239,6 159,5	2,78
SMCP (SMCP) △ FR0013214145	B	2,045 120359 75.591.187	2,045 2,055 1,98	- 2,39 - 2,62 - 67,74	- 40,2 3,555 1,72	
SPIE (SPIE) ■▲ FR0012757854 14/05/24 0,61	A	34,3 145190 166.907.584	34,32 34,54 34,3	+ 0,18 - 4,77 + 29,51	+ 21,27 38,6 27,32	1,78
STEF (STF) △ FR0000064271 30/04/24 5,1	B	138,8 1243 12.850.000	140 141,2 138,8	+ 1,01 + 7,2 + 27,27	+ 22,59 143,4 112,6	3,64
SWORD GROUP (SWP) △ FR0004180578 30/04/24 1,45	B	31,8 2596 9.544.965	31,7 31,95 31,65	 - 5,65 - 24,97	- 20,45 40 30,75	5,36
SYNERGIE (SDG) △ FR0000032658 29/06/23 0,8	B	32,5 607 24.362.000	32,4 32,5 32,4	 - 4,14 + 1,57	- 7,95 36,8 29,15	
TELEPERFORMANCE (RCF) ◆ FR0000051807 28/05/24 3,85	A	103,75 92700 60.738.823	102,9 105,05 102,65	- 0,87 - 1,34 - 10,52	- 22,07 153,8 80,76	3,74
TERACT (TRACT) FR001400BMH7	B	0,82 1140 73.394.562	0,816 0,822 0,816	- 0,49 +28,3 - 80,98	- 56,36 1,885 0,376	
TF1 (TFI) ▲ FR0000054900 22/04/24 0,55	A	7,89 67198 211.001.575	7,98 7,995 7,89	+ 1,14 - 3,21 + 7,4	+ 11,84 9,17 7,105	6,89
TFF GROUP (TFF) ▲ FR0013295789 08/11/23 0,6	B	38,2 1049 21.680.000	37,6 38,2 37,5	- 1,31 - 5,76 - 10,48	- 16,26 47,5 36,7	1,6
THERMADOR GROUPE (THEP) FR0013333432 12/04/24 2,08	B	77,4 1655 9.200.849	78,5 78,6 77,2	+ 0,64 - 1,63 - 1,26	- 7,1 90,9 73,2	2,65
TIKEHAU CAPITAL (TKO) △ EX D S 03/07/17 FR0013230612 09/05/24 0,75	A	22,35 6045 176.192.916	22,35 22,55 22,3	 - 3,46 + 1,59	+ 8,5 24,45 19,82	3,36
TRANSGÈNE (TNG) △ FR0005175080	C	0,995 9224 132.293.932	1,024 1,024 0,995	+ 0,39 - 8,41 - 39,69	- 25,26 1,52 0,985	
TRIGANO (TRI) ▲ FR0005691656 22/05/24 1,75	A	105,7 11160 19.336.269	106,7 107,7 105,5	+ 1,33 - 0,56 - 15,05	- 28,05 163,8 99,5	1,64
UBISOFT ENTERTAINMENT (UBI) ◆ FR0000054470	A	16,79 201836 128.399.295	17,05 17,085 16,78	+ 1,28 -12 - 36,62	- 26,22 24,6 16,34	
VALEO (FR) ■◆ FR0013176526 28/05/24 0,4	A	9,662 586311 244.633.504	9,726 9,86 9,632	+ 0,81 + 3,05 - 46,34	- 30,1 14,75 8,842	4,11
VALLOUREC REG (VK) ▲ FR0013506730	B	13,245 406513 229.947.719	13,3 13,395 13,17	- 0,23 -11,16 + 7,26	- 5,17 18,2 12,785	
VALNEVA (VLA) ▲ FR0004056851	B	3,55 584959 139.276.901	3,454 3,62 3,45	- 4 + 5,43 - 41,66	- 26,82 4,996 2,93	
VERALLIA (VRLA) △ FR0013447729 14/05/24 2,15	A	26,34 104185 120.805.103	26,18 26,52 26,14	- 0,53 - 4,87 - 33,38	- 24,9 39 24,98	8,21
VERIMATRIX (VMX) △ FR0010291245	B	0,389 20538 85.535.147	0,395 0,396 0,385	- 1,25 + 6,76 - 41,83	- 13,76 0,626 0,33	
VETOQUINOL (VETO) FR0004186856 04/06/24 0,85	B	94,5 705 11.881.902	93,7 95 93,6	- 0,85 - 6,02 + 1,96	- 8,5 110 92	0,91
VICAT (VCT) △ FR0000031775 29/04/24 2	A	30,5 11854 44.900.000	30,7 30,75 30,5	+ 0,99 -14,01 - 3,31	- 6,54 38,4 29,35	6,52
VIRBAC (VIRP) ▲ FR0000031577 25/06/24 1,32	A	344,5 1989 8.458.000	349 349 343,5	+ 1,6 + 31,95	- 2,92 377,5 316,5	0,38
VIRIDIEN (VIRI) ▲ FR001400PVN6	B	36,11 22387 7.161.465	36,53 36,695 36	+ 0,68 -29,67 - 51,73	- 38,91 63,86 35,225	
VIVENDI (VIV) ◆ FR0000127771 30/04/24 0,25	A	9,686 1700733 1.029.918.125	9,752 9,762 9,6	+ 0,56 -10,24 + 20,84	+ 0,79 11,17 9,026	2,56
VOLTALIA (VLTSA) ▲ FR0011995588	A	8,85 236822 131.318.716	8,44 8,88 8,43	- 2,99 -14,92 - 46,1	- 19 12,1 5,82	
WAVESTONE (WAVE) △ FR0013357621 31/07/24 0,38	B	51,6 8362 24.906.332	52,5 52,5 51,5	+ 2,14 - 7,89 - 0,19	- 10,56 67,2 49,25	0,72
WENDEL (MF) ▲ FR0000121204 21/05/24 4	A	87,85 25042 44.430.554	88,25 88,75 87,85	+ 0,51 + 4,19 + 6,45	+ 9,42 97,6 77,55	4,53
WORLDLINE (WLN) ■▲ FR0011981968	A	8,17 690883 283.391.667	8,142 8,396 8,142	- 0,39 -18,99 - 72,89	- 48,04 15,96 7,426	
XILAM ANIMATION (XIL) △ FR0004034072	C	4,205 1525 5.893.799	4,165 4,21 4,165	- 0,83 - 7,44 - 82,05	+ 5,18 5,92 3,265	

AUTRES VALEURS DE LA ZONE EURO

VALEURS MNÉMO / INFO / OST ISIN / DEVISE / DATE DÉTACH. / DIV		OUV VOL. NB TITRES	CLOT + HAUT + BAS	% VEIL % MOIS % 52 S.	% AN + HAUT AN + BAS AN	BPA PER RDT
EURONEXT (ENX) ■◆ NL0006294274 21/05/24 2,11	A	94,7 97798 104.235.507	94,3 95,1 94,3	- 0,48 + 3,29 + 43,97	+ 19,9 95,4 76,35	2,63
NOKIA (NOKIA) ◆ FI0009000681 22/07/24 0,02	A	3,741 107525 5.613.496.565	3,719 3,75 3,708	- 0,93 +10,13 + 6,47	+ 21,38 3,783 3,012	0,3 12,56 0,81
PLUXEE (PLX) NL0015001W49	A	21,205 88789 147.174.692	21,045 21,5 20,93	- 0,26 - 7,7	 31,82 19,094	
SES (SESG) ■◆ LU0088087324 16/04/24 0,43		4,73 314370 371.457.600	4,734 4,84 4,7	- 1,38 - 2,15 - 25,97	- 20,57 6,395 4,132	10,56
X-FAB SILICON (XFAB) △ BE0974310428	A	5,42 73038 130.781.669	5,53 5,55 5,395	+ 2,12 -10,23 - 46,1	- 45,68 10,3 5,11	

VALEURS ZONE INTERNATIONALE

VALEURS MNÉMO / INFO / OST ISIN / DEVISE / DATE DÉTACH. / DIV		OUV VOL. NB TITRES	CLOT + HAUT + BAS	% VEIL % MOIS % 52 S.	% AN + HAUT AN + BAS AN	BPA PER RDT
SCHLUMBERGER (SLB) AN8068571086 USD 05/06/24 0,28	A	/160824 1.427.000.000		 -12,12 - 23,18	- 13,69 52,3 38,05	3,45
TOTAL ENERGIES GABON (EC) GA0000121459 26/06/24 20,55	A	163 102 4.500.000	163,5 164 163	+ 0,31 + 1,55 - 10,75	+ 4,14 180,5 149,5	12,57

carnet

EN PARTENARIAT AVEC nomination SMART DATA FOR BUSINESS PERFORMANCE

ENTREPRISES

CLARIANE

Sophie Boissard

est renouvelée dans ses fonctions de directrice générale du groupe Clariane, entreprise dans le secteur du soin, de la santé et des établissements médicaux spécialisés.

Sophie Boissard, 54 ans, ancienne élève de l'ENS et de l'ENA, est directrice générale du groupe Clariane depuis 2016. Ancienne conseillère d'Etat, elle a notamment travaillé au ministère du Travail et des Affaires sociales et au ministère de l'Economie et des Finances. En 2008, elle a intégré le comité exécutif du groupe SNCF pour créer et développer Gares & Connexions, puis, en 2014, SNCF Immobilier. Elle a également été chargée, entre 2012 et 2014, de la stratégie et du développement international du groupe SNCF.

BNP PARIBAS

Jean-Baptiste Giros
Christine Chiu

deviennent respectivement head of corporate coverage EMEA et deputy head of corporate coverage France.

Jean-Baptiste Giros, 45 ans, diplômé de l'ESCP Europe et de l'IEP de Paris, conserve ses fonctions actuelles de head of corporate coverage and advisory France. Il a passé près de vingt ans à la Société Générale, où il a notamment été coresponsable des marchés actions pour la France, la Belgique et le Luxembourg, puis coresponsable grandes relations et banque d'investissement France.

Christine Chiu, 35 ans, diplômée de Grenoble Ecole de Management, a rejoint BNP Paribas en 2013. Elle a notamment occupé les postes d'inspectrice senior et responsable du staffing. En 2018, elle est nommée secrétaire générale du comité exécutif du groupe, auprès du directeur général. Il y a deux ans, elle est devenue senior banker au sein du pôle corporate and institutional banking de BNP Paribas, chargée de la relation globale avec de grandes entreprises françaises.

ALLAW

Cédric Béchu

est nommé head of sales d'Allaw, plateforme d'intermédiation entre professionnels du droit et particuliers.

Cédric Béchu, 33 ans, issu de l'école informatique Epitech, est titulaire d'un diplôme en droit immobilier. Il dispose de plus de dix ans d'expérience dans le domaine des relations commerciales. Il a notamment assumé les fonctions de consultant au sein d'un réseau immobilier, puis de directeur associé de sa propre agence.

SYNDICAT

SERCE

Jean de Vauxclairs

est élu président du SERCE, syndicat des entreprises de la transition énergétique et numérique.

Jean de Vauxclairs, 57 ans, ancien élève de Polytechnique, a assumé des fonctions de direction dans le groupe Veolia. Il est intervenu en tant que senior advisor avant de diriger la division systèmes de Segula Matra Automative. C'est en 2019 qu'il a rejoint le groupe CEME en qualité de directeur général. L'année suivante, il en est devenu le président.



Ils sont nés un 22 août

- **Richard Armitage**, acteur, 53 ans.
- **Shirine Boutella**, actrice, 34 ans.
- **Bernard Buono**, publicitaire, 69 ans.
- **Pascal Canfin**, député européen, ex-ministre, 50 ans.
- **David Chase**, réalisateur, 79 ans.
- **James Corden**, animateur de télévision, acteur, 46 ans.
- **Jean-Philippe Courtois**, vice-président exécutif et président des ventes, du marketing et des opérations de Microsoft, 64 ans.
- **Peter James**, écrivain, 76 ans.
- **Laurent Lafitte**, acteur, 51 ans.
- **Dua Lipa**, chanteuse, 29 ans.
- **Hervé Machenaud**, ex-directeur Chine d'EDF, 77 ans.
- **Nicolas de Tavernost**, ancien président du directoire de M6, 74 ans.
- **Ysaora Thibus**, escrimeuse, 33 ans.
- **Kristen Wiig**, actrice, humoriste, productrice, 51 ans.
- **Jean-Pascal Zadi**, réalisateur, acteur, rappeur, 44 ans.



Envoyez vos nominations à
carnetlesechos@nomination.fr

EURONEXT HORS SRD — ACTIONS FRANÇAISES

ISIN	VALEUR		OUV	+HT	+BS	CLÔT	ÉCART	VOL
FR0013185857	ABEO △	C	10,1	10,1	10,05	**10,1**		212
FR0012616852	ABIONYX PHARMA △	B	1,29	1,29	1,26	**1,278**	- 0,93	30149
FR0000064602	ACANTHE DEV.	C	0,379	0,379	0,357	**0,373**	+ 1,91	46632
FR0000076861	ACTEOS △	C	1,335	1,35	1,335	**1,35**	+ 0,37	1482
FR0014007ZB4	AELIS FARMA	B	11,8	11,8	11,6	**11,6**	- 1,7	298
FR0013333077	AFFLUENT MEDICAL	B	1,935	1,98	1,935	**1,98**	+ 2,33	307
FR0000062465	ALAN ALLMAN	C	7	7,2	6,8	**7,2**	- 0,69	705
FR0000053837	ALTAMIR	B	24,3	24,5	24,2	**24,2**	- 0,41	216
FR0012185536	ARTEA	C	9,4	9,4	9,2	**9,2**	- 2,13	52
FR001400JWR8	ARVERNE GROUP	B	5,52	5,52	5,48	**5,5**		751
FR0011992700	ATEME △	B	3,58	3,62	3,58	**3,6**	+ 0,56	4882
FR0000039232	AUREA △	C	5,02	5,26	5,02	**5,26**	+ 4,37	257
FR001400CFI7	AVENIR TELECOM	C	0,088	0,094	0,088	**0,092**	+ 2,22	45319
FR0013258399	BALYO △	C	0,59	0,596	0,59	**0,59**	- 1,01	2172
FR0004023208	BASSAC	B	42,5	42,8	42,2	**42,7**	+ 0,47	516
FR0000035370	BASTIDE CONF.MED. △	C	20,9	21,35	20,55	**21,35**	+ 3,39	5949
FR0000039299	BOLLORE ▲	A	5,825	5,855	5,815	**5,815**	- 0,17	468102
FR0000074254	BOURSE DIRECT	C	5,22	5,24	5,14	**5,24**	+ 0,38	3420
FR0000045544	CA TOULOUSE 31 CCI	C	62,51	62,79	62,51	**62,79**	- 0,37	84
FR0010151589	CAFOM	C	8,66	8,66	8,64	**8,64**		35
FR0012969095	CAPELLI △		3,31	3,31	3,3	**3,31**	+ 1,53	632
FR0010193979	CBO TERRITORIA	C	3,51	3,51	3,48	**3,49**	- 0,85	8040
FR0000053506	CEGEDIM	B	12,7	12,9	12,65	**12,65**		2987
FR0013426004	CLARANOVA SE △	B	1,46	1,5	1,442	**1,484**	+ 1,51	88188
FR0004031763	COHERIS △	C	6,18	6,5	6,18	**6,5**		764
FR0000060303	COVIVIO HOTELS	A	17,2	17,4	17,2	**17,4**	+ 1,46	4628
FR0000044323	CRCAM ALPES PROV.	C	71,5	71,5	71	**71**	- 0,7	64
FR0010483768	CRCAM BRIE PIC. CC	B	17,14	17,2	17,03	**17,03**	- 0,64	676
FR0010461053	CRCAM LANGUED CCI	C	47,005	47,4	47	**47**		393
FR0000045239	CRCAM LOIRE HAUTE	C	54,29	54,29	52,52	**54**	- 0,92	215
FR0000045551	CRCAM MORBIHAN	C	60,99	62	60,99	**61,51**	+ 0,85	157
FR0000185514	CRCAM NORD FR.	B	12,198	12,198	12,074	**12,074**	- 1	488
FR0000044364	CRCAM NORM. SEINE	C	72,98	73,5	72,98	**73,5**	+ 0,71	170
FR0000045528	CRCAM PARIS IDF	B	58,79	59,04	58,79	**58,89**	+ 0,17	125
FR0000045346	CRCAM SUD RHONE	C	110,52	110,54	110,5	**110,52**	+ 0,02	62
FR0000045304	CRCAM TOUR.POITOU	C	67	67,1	67	**67,1**	+ 0,15	51
FR001400AYG6	DEEZER	2	1,8	1,81	1,8	**1,81**	+ 0,56	499
FR0000062978	DEKUPLE △	C	34,8	35,4	34,8	**35,4**	+ 1,72	256
FR0012202497	DIAGNOSTIC MEDICAL△	C	0,924	0,958	0,922	**0,95**	- 2,26	4286
FR0010428771	EAGLE FOOTBALL GR.△	C	2,17	2,23	2,17	**2,23**	+ 2,77	1083
FR0000035719	ELECT ET EAUX MAD.	C	3,6	3,6	3,6	**3,6**		29
FR0000031023	ELECT.STRASBOURG	B	109,5	109,5	108	**108**	- 1,37	115
FR0000038184	F.I.P.P.	C	0,132	0,145	0,132	**0,145**	+ 2,11	2760
FR0011271600	FERMENTALG △		0,432	0,439	0,424	**0,436**	+ 0,58	62307
FR0011665280	FIGEAC AERO △	C	5,66	5,68	5,6	**5,68**	+ 0,35	503
FR0010341032	FONCIERE INEA	B	30,4	30,4	30,2	**30,2**	- 0,66	140
FR0014005SB3	FORSEE POWER SA	B	0,77	0,79	0,752	**0,771**	+ 2,8	26454

EURONEXT HORS SRD Suite — ACTIONS FRANÇAISES

ISIN	VALEUR		OUV	+HT	+BS	CLÔT	ÉCART	VOL
FR0013030152	FRANCAISE ENERGIE △	C	28,5	28,9	28,5	**28,6**	- 1,04	1874
FR0010588079	FREY	B	28,4	28,4	28,4	**28,4**		169
FR0000065971	GRAINES VOLTZ	C	23,8	23,8	23,8	**23,8**		26
FR0012612646	GROUPE PARTOUCHE	B	18,8	18,85	18,75	**18,85**	+ 0,27	39
FR0010214064	GROUPE PIZZORNO	C	75	75	74	**74,2**	- 1,07	484
FR0004155000	GROUPE SFPI △	C	1,935	2,03	1,935	**2,01**	+ 3,88	11815
FR0000066722	GUILLEMOT △	C	5,56	5,64	5,56	**5,6**		4981
FR0000066755	HAULOTTE GROUP △	B	2,76	2,76	2,61	**2,71**	- 1,81	16135
FR0000054231	HIGH CO. △	C	2,66	2,67	2,64	**2,64**	- 0,38	2940
FR0012821916	HIPAY GROUP △	C	6,92	7,14	6,92	**7,14**	- 0,56	92
FR0000065278	HOPSCOTCH GROUPE △		22,9	23	22,9	**23**	+ 0,44	132
FR0014003VY4	HYDROGÞNE FRANCE ▲	B	6,22	6,28	6,13	**6,13**	- 0,33	2506
FR0000051393	IDI	B	69,6	70	69,6	**70**	+ 0,58	116
FR0000033243	IMMO. DASSAULT	B	50,6	51	50,4	**50,4**		145
FR0000071797	INFOTEL △	C	38,8	39	38,5	**38,6**	- 0,52	1806
FR0013233012	INVENTIVA △	B	2,3	2,38	2,29	**2,305**	+ 0,66	41003
FR0012872141	JACQUES BOGART △	C	6,86	6,86	6,66	**6,84**		196
FR0000075343	LABO EUROMEDIS	C	5,5	5,5	5,2	**5,4**	- 2,53	2799
FR0000066607	LACROIX GROUP △	C	20,3	20,5	20,2	**20,5**	+ 0,99	190
FR001400JY13	LATECOERE △	C	0,009	0,009	0,009	**0,009**	+ 1,16	767262
FR0014009YQ1	LHYFE	B	3,89	3,92	3,835	**3,85**	+ 1,05	2320
FR0012634822	MAAT PHARMA	C	7,02	7,02	7	**7,02**	+ 0,29	875
FR0010609263	MAUNA KEA TECH △	C	0,366	0,367	0,361	**0,362**	- 1,09	55199
FR0000051070	MAUREL ET PROM △	B	5,35	5,4	5,325	**5,39**	+ 0,75	80898
FR0000060873	MBWS △	C	3,86	3,99	3,86	**3,95**	+ 0,77	11740
FR0004065605	MEDINCELL	B	17,54	18,74	17,54	**18,5**	+ 5,23	169482
FR0010298620	MEMSCAP △	C	6,4	6,6	6,4	**6,52**	+ 2,03	10863
FR00140085W6	MRM	C	15,1	15,1	15,1	**15,1**	- 1,31	230
FR001400IE67	MYHOTELMATCH	C	0,422	0,422	0,41	**0,41**	- 2,84	6504
FR0013482791	NACON SAS	B	1,164	1,174	1,116	**1,144**	- 3,05	144543
FR0004050250	NEURONES	B	42,65	43,4	42,6	**43,1**	+ 1,17	1468
FR0000121691	NRJ GROUP	B	8,1	8,12	8	**8**	- 1,96	6133
FR0000052680	OENEO △	B	9,9	9,9	9,88	**9,9**	- 0,2	1318
FR0000075392	ORAPI △	C	5,64	6,16	5,6	**6,16**	+ 8,07	915
FR0010609206	OREGE	C	0,374	0,374	0,347	**0,355**	- 5,59	24079
FR0012127173	OSE IMMUNO △	C	7,35	7,54	7,14	**7,45**	+ 2,06	132396
FR0004038263	PARROT	B	1,995	1,995	1,88	**1,94**	- 0,77	25137
FR0000038465	PASSAT △	C	5,1	5,1	5,1	**5,1**	- 1,92	751
FR0011027135	PATRIMOINE ET COMM	B	20,7	20,8	20,7	**20,7**	+ 0,49	161
FR0011471135	PHAXIAM TX	C	1,82	1,82	1,784	**1,804**	+ 1,24	3800
FR0013252186	PLASTIQUES DU VAL △	C	1,805	1,815	1,79	**1,815**	+ 0,83	3138
FR0012432516	POXEL △	C	0,628	0,639	0,623	**0,631**	+ 0,96	212860
FR0012613610	PRODWAYS GROUP △	C	0,524	0,524	0,512	**0,524**		3883
FR0013344173	ROCHE BOBOIS SA ▲	B	47,8	48	47,5	**47,5**	- 0,42	447
FR0000054199	S.T. DUPONT	C	0,059	0,059	0,058	**0,059**	- 2,33	20682
FR0000060121	SAINT JEAN GROUPE	C	20,2	20,2	19,7	**19,7**	- 2,48	488
FR0000039109	SECHE ENVIRONNEM. △	B	98,6	99,4	97,5	**99,4**	+ 1,22	1663

EURONEXT HORS SRD Suite — ACTIONS FRANÇAISES

ISIN	VALEUR		OUV	+HT	+BS	CLÔT	ÉCART	VOL
FR0011950682	SERGEFERRARI GP △	C	5,97	5,98	5,97	**5,97**		410
FR0000060790	SIGNAUX GIROD △	C	16,3	16,3	16,2	**16,2**		141
FR0014000609	SOLOCAL GROUP	B	0,003	0,003	0,003	**0,003**	- 3,23	69949618
FR0011289040	SQLI △	C	39,8	40	39	**39**	- 2,01	279
FR001400BMH7	TERACT	B	0,82	0,822	0,816	**0,816**	- 0,49	1140
FR0000033003	TOUAX △	C	4,97	4,97	4,81	**4,82**	- 2,82	3562
FR0000036816	TOUR EIFFEL △	B	8,92	9	8,84	**8,9**	- 0,22	1471
FR0000035784	TRANSIT.EVERGREEN ▲	C	1,66	1,7	1,62	**1,62**	- 2,41	966
FR0000074197	UNION TECH.INFOR. △	C	0,183	0,184	0,165	**0,183**		6773
FR0000050049	VIEL ET CIE	C	9,92	9,98	9,92	**9,98**	+ 0,61	2748
FR0000062796	VRANKEN - POMMERY	C	14,5	14,5	14,3	**14,45**	- 1,7	2379
FR0012532810	WAGA ENERGY	B	15,48	15,7	15,36	**15,44**	- 0,26	2533
FR0004034072	XILAM ANIMATION △	C	4,205	4,21	4,165	**4,165**	- 0,83	1525

CHANGES — COURS AU COMPTANT

21-08-2024 1 EURO EN DEVISE	COURS BCE	VAR. VEILLE EN %	VAR. ANNÉE EN %
DOLLAR US	1,1147	0,16	1,00
LIVRE STERLING	0,8525	-0,18	-1,71
FRANC SUISSE	0,9489	-0,19	2,15
COURONNE DANOISE	7,4633	0,02	0,10
COURONNE NORV.	11,707	0,27	4,29
KUNA CROATE	7,532	-0,04	-4,64
COURONNE SUEDOISE	11,3666	0,05	2,06
DOLLAR CANADIEN	1,5145	-0,10	3,53
YEN JAPONAIS	161,7325	0,11	3,91
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6527	0,17	1,98
ROUBLE RUSSE	101,4948	0,06	3,04
ROUPIE INDIENNE	93,518	0,26	1,86
DOLLAR NEO-ZELANDAIS	1,8099	0,04	3,64
COURONNE TCHEQUE	25,0635	-0,32	1,51
FORINT HONGROIS	392,1145	-0,38	2,52
ZLOTY POLONAIS	4,2793	0,01	-1,26
LEV BULGARE	1,9612	0,26	0,30
DOLLAR HONG-KONG	8,6887	0,46	0,64
WON SUD COREEN	1487,13	0,46	4,09
PESO MEXICAIN	21,4292	1,38	14,40
REAL	6,0979	-0,01	13,83
DOLLAR SINGAPOUR	1,4553	0,18	-0,25
RAND SUD-AFRICAIN	19,9188	0,42	-1,37
LIVRE TURQUE	37,8039	0,19	16,28
RENMIBI YUAN	7,9541	0,46	1,85
RUPIAH	17290,9732	0,54	1,81
PESO PHILIPPIN	62,927	0,22	2,84
RINGGIT MALTAIS	4,883	0,22	-3,71
BATH THALANDAIS	38,1296	0,39	0,26

TAUX — MARCHÉS MONÉTAIRES ET EURODEVISES

21-08-2024	JOUR	MARCHÉS MONÉTAIRES 1 MOIS	3 MOIS	6 MOIS	1 AN
ZONE EURO	3,72/3,42	3,80/3,50	3,70/3,40	3,57/3,27	3,32/3,02

21-08-2024	6 MOIS	ECARTS DE TAUX AVEC L'ALLEMAGNE 2 ANS	5 ANS	7 ANS	10 ANS
ALLEMAGNE	98,45	2,46	2,15	2,08	2,19
PORTUGAL	0	0,04	0,25	0,45	0,63
FRANCE	-0,01	0,17	0,48	0,60	0,71
ESPAGNE	0,03	0,26	0,49	0,76	0,85
ITALIE	0,00	0,43	2,96	1,15	1,40

CERTIFICAT/FONDS — INVESTIR 10

VALEUR	ISIN	CLÔT	% VAR.
INVESTIR 10 GRANDES VALEURS	I10GS - FR0011630474	169,02	0,84
INVESTIR PEA PALATINE	FR0013284114	124,66	0,36

SICAV/FCP

CODE ISIN	DÉSIGNATION DES VALEURS	CLASSIFICATION	VAL. UNIT HORS FRAIS EN EUROS**	DATE DE LA VALOR.	DERNIER DIVIDENDE NET EN EUROS** MONT.	DATE

CODE ISIN	DÉSIGNATION DES VALEURS	CLASSIFICATION	VAL. UNIT HORS FRAIS EN EUROS**	DATE DE LA VALOR.	DERNIER DIVIDENDE NET EN EUROS** MONT.	DATE

Banque Cantonale de Genève (France) SA
Tél. 04 72 07 31 50
bcgef.fr/fonds
SYNCHRONY Funds

CODE ISIN	DÉSIGNATION DES VALEURS	CLASSIFICATION	VAL. UNIT	DATE	MONT.	DATE
LU2004923152	SWISS ALL CAPS (CHF) EUR A		155,26	20/08		
LU2004923749	SWISS SMALL & MID CAPS (CHF) EUR A		126,43	20/08		
LU2404427101	EU ALL CAPS A		95,56	20/08		
LU2404427523	WORLD QUALILIFE STOCKS A		82,44	20/08		
LU1626130816	SILK ROAD ZONE STOCKS A		124,01	20/08		
LU0851564038	BALANCED (EUR) A		140,11	20/08		
LU0851564384	DYNAMIC (EUR) A		175,81	20/08		

@Valeur unitaire hors frais : valeur de la part ou de l'action hors droits d'entrée ou de sortie éventuels. Les SICAV éligibles au PEA sont signalées par un astérisque *. Le pictogramme ● indique la cotation d'un FCP. Classification des OPCVM : actions françaises (AF), actions de la zone EURO (AE), actions internationales (AI), monétaires EURO (ME), monétaires à vocation internationale (MI), obligations et autres titres de créances libellés en EURO (OE), obligations et autres titres de créances internationaux (OI), sicav luxembourgeoises (LX), diversifiés (DI), garantis ou assortis d'une protection (GP). ** : en euros ou dans la devise indiquée dans la colonne «DÉSIGNATION DES VALEURS».

Les Echos

Les Echos sont une publication du Groupe Les Echos
PRINCIPAL ASSOCIÉ UFIPAR (LVMH)
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL **Pierre Louette**
DIRECTRICE GÉNÉRALE PÔLE LES ECHOS **Bérénice Lajouanie**
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ **Bernard Villeneuve**
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION & PRÉSIDENT DE LA SAS LES ECHOS **Pierre Louette**
Edité par Les Echos, SAS au capital de 794.240 euros RCS 582 071 437
10, boulevard de Grenelle, CS10817, 75738 Paris Cedex 15
Tél. : 01 87 39 70 00. www.lesechos.fr

DIRECTEUR DES RÉDACTIONS **Christophe Jakubyszyn**
DIRECTEUR ÉDITORIAL **Nicolas Barré**
DIRECTEURS DÉLÉGUÉS DE LA RÉDACTION **Dominique Seux** et **François Vidal**
RÉDACTEURS EN CHEF **David Barroux** (Entreprises) **Julie Chauveau** (Entreprises) **Alexandre Counis** (Finance et Marchés) **Muriel Jasor** (Leadership et Management) **Arnaud Le Gal** (Les Echos Entrepreneurs et opérations spéciales) **Etienne Lefebvre** (France et International) **Clémence Lemaistre** (Information digitale) **Marie-Christine Sonkin** (Patrimoine)
DIRECTEUR DE CRÉATION **Fabien Laborde**
DIRECTRICE ARTISTIQUE **Marion Moulin**
EDITORIALISTES **Cécile Cornudet, Sabine Delanglade, Eric Le Boucher, Jean-Francis Pécresse, Jean-Marc Vittori, Laurent Flallo, Sylvie Ramadier** (Le Crible)

ÉDITRICE **Marie Van de Voorde-Leclerq**
ÉDITRICE ADJOINTE **Adéline Léger**
DIRECTRICE DU MARKETING ET DES REVENUS CLIENTS **Lise Benamou**
DIRECTEUR STRATÉGIE ET COMMUNICATION **Fabrice Février**

PUBLICITÉ
Les Echos Le Parisien Médias
Tél. : 01 87 39 78 00.
PRÉSIDENTE **Corinne Mrejen**
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT **Nicolas Danard**
DIRECTRICE COMMERCIALE **Emmanuelle Denis**
DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES **Xavier Genovesi**
dpo@lesechosleparisien.fr

SERVICE ABONNEMENTS
LES ECHOS
45, av. du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex.
Tél. : 01 70 37 61 36 du lundi au vendredi de 9 h à 18 h. Abonnement France métropolitaine : 429 € TTC.

IMPRESSION
L'Imprimerie (Tremblay-en-France), Midi-Print (Gallargues).
Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur du papier porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/37/002.
Eutrophisation : P_{tot} 0.01kg/tonne de papier
Membre de l'ACPM OJD CPPAP : 0426 C 83015.



Les Echos

Retrouvez-nous sur www.lesechos.fr

// Budget de l'Etat 2024 : 511,6 milliards d'euros (prévisions PLF 2024) // PIB 2023 : 2.818,1 milliards d'euros (prévisions PLF2024) // Plafond Sécurité sociale : 3.864 euros/mois à partir du 01-01-2024 // SMIC horaire : 11,65 euros (brut par heure) à partir du 01-01-2024 // Capitalisation boursière de Paris : 2.591,60 milliards d'euros (au 03-06-2024) // Indice des prix (base 100 en 2015) : 120,07 au 22-05-2024 // Taux de chômage (BIT) : 7,5 % au 1er trimestre 2024 // Dette publique : 3.101,2 milliards d'euros (4e trimestre 2023)

crible

EN **VUE**

Gaël Faye



Il s'était promis d'envoyer sa plume explorer d'autres terres. Pas question, disait-il, d'être « prisonnier d'une histoire écrasante ». Mais il est des récits et des pays qu'on ne peut apparemment jamais vraiment quitter. Huit ans après son premier roman phénomène, « Petit pays », et trente ans après le génocide de 1994, Gaël Faye remmène ses lecteurs au Rwanda, avec « Jacaranda », sensation de cette rentrée littéraire. Le sujet, dit-il, s'est de nouveau « imposé » à lui. Et puis, lâche-t-il en même temps que toute modestie, *« on n'a jamais demandé à Dostoïevski d'écrire sur autre chose que la Russie ! »* L'écrivain franco-rwandais de 42 ans finit ainsi par rejoindre l'homme et le musicien, parti s'installer à Kigali avec femme et enfants en 2014, vingt ans après son arrivée en France dans les bagages de sa mère (depuis le Burundi, voisin du Rwanda). « Il faut qu'on ait des histoires de l'après, de la reconstruction, de la vie », justifie-t-il, emballé par le nouveau souffle d'un pays qui s'attache à redevenir grand. *« Cette vitalité, cette énergie, malgré ce qu'il s'est passé, me donne une leçon de vie que je ne retrouve nulle part ailleurs »*, dit l'auteur.

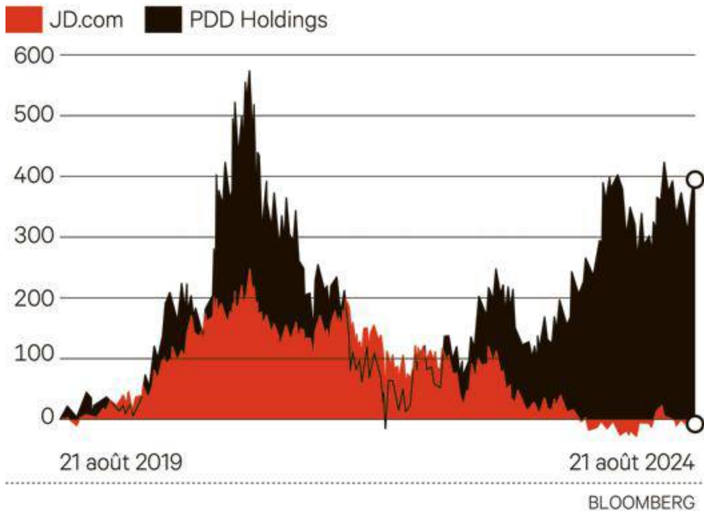
Beaucoup, dans ce second roman, fait de nouveau écho à sa propre vie et à sa quête de racines. Et, forcément, à ce fameux « Petit pays » qu'il a d'abord chanté, avant d'en faire un livre à succès (1,7 million d'exemplaires vendus) puis d'en vendre les droits pour des adaptations au cinéma et même, récemment, en BD. Comme une couronne qui finit par peser sur sa tête, mais dont son cœur ne peut s'empêcher d'entretenir l'éclat. « Jacaranda », insiste-t-il pourtant, ne se veut ni une autobiographie ni une suite. Auteur, compositeur, « slameur » (un « rappeur poète », oui c'est possible), cet artiste multifacettes, ex-financier qui quitta la City de Londres pour la musique, n'est pas toujours facile à suivre. Ainsi vont Faye et ses failles, n'hésitant pas, pour tracer leur route, à emprunter divers chemins. De toute façon, ils finissent toujours par le mener à Kigali.

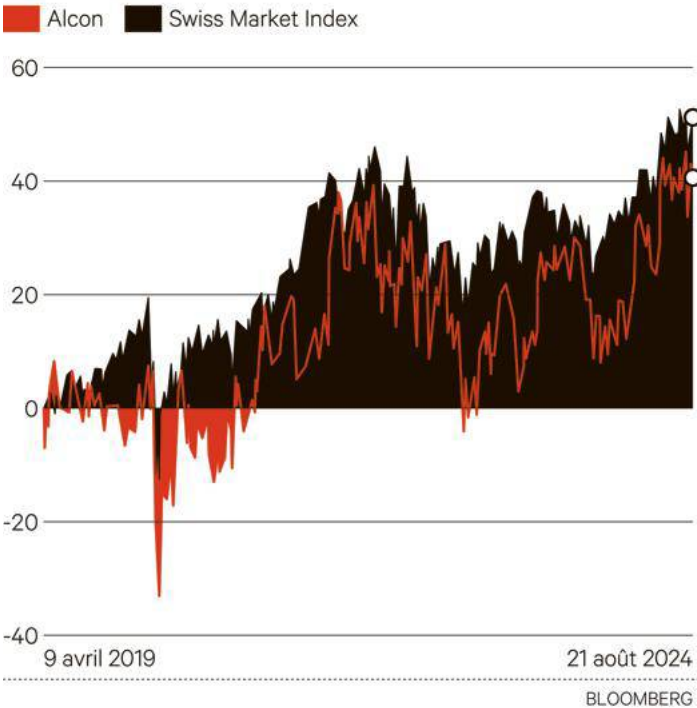
Un peu de blé sans grain

Walmart reprend en main son destin chinois.

« Il est parfois des moissons qui n'arrivent pas à fleurir ; il en est aussi qui, après avoir fleuri, n'ont pas de grain. » Rien ne sert d'être plus zen que Confucius en Chine, l'américain Walmart l'a bien compris. Au bout de vingt-huit ans de présence dans l'ex-empire du Milieu, le premier épicier mondial y réalise 3 % de son chiffre d'affaires, moins qu'en Inde où son implantation est plus récente. Son directeur général, Doug McMillon, coupe aujourd'hui une partie de la branche sur laquelle il était assis, à savoir son alliance avec l'un des géants locaux du commerce en ligne, JD.com.

Sa sortie du capital de l'entreprise de Richard Liu, pour 3,6 milliards de dollars, soit une décote conséquente de 11 % sur le cours de la veille à la Bourse de New-York pour sa participation de 5,2 %, moissonne un multiple de 2,4 fois sa mise de départ en huit ans qui est probablement assez cosmétique. Le groupe a en effet effectué des allers-retours au tour de table dont le produit n'apparaît pas clairement. Et un investissement parallèle dans son propre titre lui aurait rapporté 1,7 fois plus… L'empressement de Walmart à devancer l'expiration, à la fin de l'année, de son accord de non-concurrence dans l'e-commerce avec JD.com, s'explique aussi par la perte de vitesse de son partenaire, doublé comme numéro 2 du secteur par les plateformes low-cost de PDD Holdings, Pinduoduo et Temu. Le modèle de « cash and carry » de l'Américain semble également mieux convenir à un consommateur chinois rendu aussi pingre que celui de l'Oncle Sam par la crise immobilière.





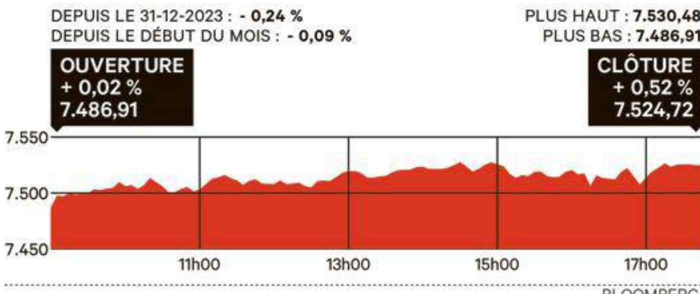
Dans le blanc des yeux

Alcon confirme sa trajectoire annuelle malgré une légère déception au second trimestre.

« Les gens qui sont myopes d'un œil, presbytes de l'autre et qui louchent par surcroît, sont impardonnables de ne pas voir ce qui se passe autour d'eux. » Le parfait actionnaire étant ainsi décrit par Pierre Dac, il est probablement investi dans Alcon. De multiples angles de vision ne sont en effet pas superflus pour ajuster la focale sur les résultats trimestriels du leader mondial de l'ophtalmologie, sur lesquels la Bourse de Zurich a versé une petite larme (-2,3 % pour l'action mercredi). La croissance de 6 % (hors devises) d'avril à juin peut s'apprécier comme étant trop courte d'un point de pourcentage par rapport aux oracles. Mais en tenant compte des perturbations de la production de lentilles de contact induites par des problèmes de qualité d'un fournisseur l'an dernier, les regards plus attentifs des analystes de Citi décèlent une croissance de 9,5 % sur deux ans sur ce marché, meilleure que celle de ses rivaux (à +6,6 %). Quant au débouché chirurgical, le plus crucial pour le laboratoire suisse qui y génère 60 % de ses revenus, son accélération au-delà des prévisions (à +9 %) dément les Cassandre aveuglés par les lancements de la concurrence.

Le plus important pour les portefeuilles après la hausse de près d'un quart du titre depuis le 1er janvier, dans le Top 5 des progressions de la place helvétique, demeure la confirmation de la trajectoire annuelle, relevée d'environ 15 % mi-mai. La croissance visée (7 à 9 % pour le chiffre d'affaires et de 15 à 18 % pour le résultat net ajusté par action) se payant 31 fois les bénéfices, les investisseurs s'en voudraient de s'être mis le doigt dans l'œil.

La Bourse de Paris en hausse



La Bourse de Paris a clôturé la séance dans le vert mercredi. Après avoir légèrement reculé mardi, le CAC 40 a terminé en hausse de 0,52 %, repassant au-dessus des 7.500 points (7.524,72) dans un volume d'échanges limité.

Les grands indices européens ont tous progressé, en attendant l'ouverture, ce jeudi et pour deux jours, du symposium de la Fed à Jackson Hole. Il doit être marqué notamment par une prise de parole du président de la banque centrale américaine. L'Euro Stoxx 50 s'est apprécié de 0,57 % et le Dax allemand de 0,50 %. Le Footsie britannique a progressé plus modérément, prenant 0,12 %.

Côté valeurs, **Pernod Ricard** a signé la meilleure performance du CAC, à +2,97 %, suivi d'**Unibail-Rodamco-Westfield** (+1,88 %) et de **Renault** (+1,61 %). **ArcelorMittal** a pris 1,41 %, après l'annonce de la construction d'une centrale solaire au Brésil en coopération avec Atlas Renewable Energy.

Du côté des baisses, **Teleperformance** a perdu 0,87 %, tandis que **Carrefour** a cédé 0,71 % et **Danone** 0,43 %.